



VOLUME 1

RAPPORT AU PARLEMENT SUR L'AIDE INTERNATIONALE DU GOUVERNEMENT DU CANADA

2020-2021



Référence photographique de la page couverture :
Venezuela, 2020. © UNICEF / Urdaneta

This publication is also available in English under the title: *Report to Parliament on the Government of Canada's International Assistance*

Sauf avis contraire, le contenu de ce document peut, sans frais ni autre permission, être reproduit en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit à des fins personnelles ou publiques, mais non à des fins commerciales. La reproduction et la distribution à des fins commerciales sont interdites, sauf avec la permission écrite d'Affaires mondiales Canada.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Affaires mondiales Canada
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Canada

Téléphone :
1-800-267-8376 (sans frais au Canada)
613-944-4000 (dans la région de la capitale nationale et à l'extérieur du Canada)

Si vous êtes sourd ou malentendant, ou encore si vous avez un trouble de la parole et utilisez un téléscripteur, vous pourrez accéder au service ATS de 9 h à 17 h, heure de l'Est, en composant le 613-944-9136 (au Canada seulement).

Site Web : www.international.gc.ca
Courriel : info@international.gc.ca

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre du Développement international, 2022.

N° de cat. FR2-28F-PDF



Message du ministre du Développement international et de la ministre des Affaires étrangères

La dernière année a été indéniablement difficile. La pandémie de COVID-19 a eu un impact social et économique dévastateur sur de nombreux pays. En 2020-2021, le monde a assisté à la première augmentation de pauvreté extrême depuis deux décennies. Nous avons vu l'insécurité alimentaire atteindre des niveaux sans précédent, l'éducation être perturbée à l'échelle mondiale et l'émergence d'une pandémie invisible avec l'augmentation des rapports de violence sexuelle et fondée sur le genre dans le monde. De plus, nous avons été témoins d'une hausse de la circulation de la désinformation et de menaces à la démocratie en général.



En réponse, le Canada a plaidé pour un accès juste et équitable aux tests de dépistage de la COVID-19, ainsi qu'aux traitements et aux vaccins. Nous nous attaquons aux tensions financières causées par la pandémie et soutenons les efforts mondiaux visant à stabiliser les économies des pays en développement. Soulignons également que l'an dernier, le Canada a doublé son engagement international en matière de financement climatique pour aider les pays en développement à atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

« La pandémie a montré à quel point notre monde est interconnecté et a renforcé l'importance de la collaboration mondiale et la valeur d'un système multilatéral fondé sur les règles. »

Le Canada et ses partenaires ont travaillé sans relâche pour répondre aux besoins des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables du monde – les femmes et les filles en particulier – en soutenant la sécurité alimentaire, l'éducation, la réponse humanitaire, une croissance économique équitable, la paix et la sécurité. Les communautés déplacées et les personnes touchées par des conflits ont été particulièrement touchées par la pandémie et le Canada a joué un rôle de premier plan pour faire face aux effets dévastateurs des crises et des conflits dans des pays comme le Myanmar, le Bangladesh, Haïti, l'Afghanistan et le Venezuela. Plus récemment, le Canada a fourni un soutien humanitaire indéfectible à l'Ukraine et au peuple ukrainien à la suite de l'attaque brutale de la Russie, en collaboration avec ses partenaires internationaux.

Par ailleurs, des événements près de chez nous et ailleurs dans le monde ont souligné l'importance d'en faire plus pour lutter contre le racisme et promouvoir une plus grande diversité et une meilleure inclusion. En réponse, le Canada a lancé un certain nombre d'initiatives ambitieuses pour réduire les inégalités et mettre en application une approche fondée sur les droits de la personne à tout le travail que nous faisons.



Bien entendu, aucun de nos efforts ne serait possible sans nos partenaires. Le secteur canadien du développement international joue un rôle essentiel dans la conception, la mise en œuvre et le suivi de nos programmes d'aide internationale, et nous savons que cette année a été difficile pour eux. Leur résilience et leur capacité d'adaptation face à la pandémie de COVID-19 ont permis au Canada de répondre rapidement et efficacement aux défis opérationnels extraordinaires que la pandémie a présentés.

Ce rapport met en lumière les résultats significatifs atteints en 2020-21 par l'aide internationale du Canada, alors que nous poursuivons la mise en œuvre de la Politique d'aide internationale féministe. Au cours de la dernière année, l'aide internationale du Canada s'est attachée à mettre un terme à la pandémie et à répondre à ses effets sociaux, politiques et économiques dans les pays en développement, tout en déployant tous les efforts possibles pour maintenir l'élan vers la réalisation des objectifs de développement durable. Nous sommes fiers du travail que nous avons accompli cette année et des résultats concrets qui ont été obtenus – au nom de tous les Canadiens – afin de promouvoir une reprise inclusive et durable après la pandémie tout en conservant l'objectif ultime de construire un monde plus pacifique et plus prospère pour tous.

L'honorable Harjit S. Sajjan, ministre du Développement international
L'honorable Mélanie Joly, ministre des Affaires étrangères





Message de la vice-première ministre et ministre des Finances

Le Canada s'est engagé à bâtir un monde stable, pacifique et plus prospère qui protège les droits de la personne, favorise l'égalité des genres, assure la justice et contribue à la prospérité des communautés et des économies.

La Politique d'aide internationale féministe du Canada a aidé plus de 30 millions de personnes vulnérables en finançant des projets visant à éliminer les mariages précoces et forcés, ainsi qu'à prévenir et à mettre fin à la violence sexuelle, dont la mutilation génitale des femmes, et à y répondre. Le Canada s'est engagé à attribuer au moins 95 % de son aide internationale bilatérale à des projets visant à promouvoir l'égalité des genres d'ici 2021-2022. Ces efforts produisent des résultats, comme le premier investissement à l'échelle mondiale par un pays donateur axé sur les soins rémunérés et non rémunérés, fait par le Canada en 2021.



Une intervention urgente est nécessaire pour aider les personnes qui vivent dans les régions du monde qui sont les plus vulnérables aux répercussions dévastatrices des changements climatiques. C'est pourquoi, en 2021, le Canada a doublé son engagement international en matière de financement pour la lutte contre les changements climatiques, passant à 5,3 milliards de dollars sur cinq ans et a demandé à ses partenaires internationaux de faire de même.

À la suite de l'invasion barbare de l'Ukraine par la Russie qui se poursuit, il existe un besoin urgent d'aide internationale dès aujourd'hui. La guerre menée par la Russie a contraint des millions d'Ukrainiens à fuir leurs foyers, provoquant la plus grande crise migratoire en Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale. Le Canada continuera de soutenir l'Ukraine et de collaborer avec ses partenaires internationaux pour assurer la paix, la démocratie et l'ordre international fondé sur des règles.

Conjointement avec l'honorable Harjit S. Sajjan, ministre du Développement international, et l'honorable Mélanie Joly, ministre des Affaires étrangères, j'ai le plaisir de présenter le *Rapport au Parlement sur l'aide internationale du gouvernement du Canada 2020-2021*.

L'honorable Chrystia Freeland, vice-première ministre et ministre des Finances



Table des matières

Résumé et points saillants	7
Décaissements du gouvernement du Canada au titre de l'aide internationale et de l'aide publique au développement par organisation, 2020–2021	11
Réponse mondiale du Canada à la COVID-19	14
Le Canada dans le monde : l'aide internationale en action	28
• Programme 2030 et ODD	28
• Égalité des genres et renforcement du pouvoir des femmes et des filles	30
• Santé mondiale et nutrition	39
• Éducation	46
• Action humanitaire	54
• Emplois, possibilités et croissance économique	61
• Climat et environnement	68
• Gouvernance inclusive	79
• Paix et sécurité	87
Aller de l'avant : partenariats, innovation et inclusion	96
• Collaboration avec les partenaires du Canada	96
• Lutte contre le racisme, diversité et inclusion	102
• Financement innovant du développement	104
• Innovation et expérimentation en matière de développement	107





Source : © MEDA, Myanmar

Résumé et points saillants

Le monde a connu une série de crises en cascade – de la pandémie de COVID-19 aux menaces pour la paix et la sécurité internationales, en passant par les difficultés croissantes engendrées par la crise climatique. Malgré ces défis, le Canada a continué d'améliorer la vie de millions de personnes et de s'attaquer aux inégalités mondiales grâce à son programme d'aide internationale.

Soutenir la réponse mondiale à la pandémie

Le Canada a été un chef de file dans l'effort mondial visant à freiner la COVID-19 et à s'attaquer à ses effets dévastateurs sur la santé, la société, l'économie et la sécurité. À ce jour, le Canada a engagé 2,7 milliards de dollars à l'aide internationale pour lutter contre la pandémie. En 2020-2021, le Canada a fourni 1,97 milliard de dollars pour l'aide humanitaire et l'aide au développement, incluant la réaffectation de 370 millions de dollars pour permettre à nos partenaires internationaux de réorienter leurs activités afin de mieux répondre aux nouveaux besoins créés par la pandémie. Le Canada a mis à disposition un milliard de dollars supplémentaires pour les prêts du Fonds monétaire international (FMI) aux pays à faible revenu afin de promouvoir une reprise économique inclusive et durable à la suite de la pandémie et pour aider les pays à faible revenu faisant face à des problèmes de liquidités. En complément à ce financement, le Canada a fait preuve de leadership dans le cadre de l'initiative [Financement du développement à l'ère de la COVID-19 et au-delà](#), qui vise à identifier des possibilités d'action concrètes pour guider les efforts de reprise économique mondiale.

Garantir un accès équitable aux vaccins

La pandémie a exacerbé les inégalités entre les pays, car les citoyens des pays les plus riches ont rapidement reçu des vaccins vitaux, tandis que ceux des pays en développement ont dû attendre. Le Canada a joué un rôle de premier plan dans l'Accélérateur ACT et son mécanisme COVAX pour éliminer les obstacles à l'accès équitable aux tests de dépistage, aux traitements et aux vaccins. Le Canada travaille avec des partenaires internationaux pour améliorer la capacité mondiale de fabrication de vaccins. Par exemple, en soutenant l'établissement du centre de transfert de technologies en Afrique du Sud en octobre 2021, le Canada s'assure que la région a la capacité de développer et de produire des vaccins et des technologies à l'avenir.

Favoriser le changement grâce à la Politique d'aide internationale féministe

La Politique d'aide internationale féministe engage le Canada à diriger 95 % de son aide bilatérale au développement international à des projets qui font progresser l'égalité entre les genres. Ces efforts donnent des résultats. Au cours des deux dernières années, le Canada a rejoint plus de 34 millions de personnes par le biais de projets visant à mettre fin à la violence sexuelle et fondée sur le genre, y

compris les pratiques néfastes telles que les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés, ainsi que les mutilations génitales des femmes et l'excision.

Le Canada a pris des mesures pour préserver les droits des femmes et des filles, en renforçant les capacités de près de 2 000 organisations et mouvements de femmes dans plus de 100 pays afin de promouvoir l'égalité des genres, de mettre fin à la discrimination et de renforcer le pouvoir des femmes et des filles. En 2020-2021, le Canada a fourni 23 millions de dollars à des initiatives de [Voix et leadership des femmes](#) et a consacré 195 millions de dollars en soutien au [Fonds Égalité](#). De plus, le Canada a travaillé avec des organisations de défense des droits des femmes afin d'accroître l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive et de sensibiliser les gens au risque accru de violence sexuelle et fondée sur le genre.

Les objectifs de développement durable : plus importants que jamais

Depuis le début de la pandémie, l'extrême pauvreté a augmenté pour la première fois en trois décennies, et 320 millions de personnes n'ont plus accès à une alimentation adéquate. Plus d'un milliard d'enfants ont vu leur scolarité interrompue. Ces tendances illustrent la nécessité urgente de redoubler d'efforts pour faire progresser la réalisation des ODD d'ici 2030. En 2021, les États membres des Nations Unies, dont le Canada, ont réaffirmé leur engagement à l'égard du Programme de développement durable à l'horizon 2030 comme plan directeur pour mieux reconstruire après la pandémie. En février 2021, le Canada a publié sa stratégie nationale pour le Programme 2030, [Aller de l'avant ensemble](#), qui détaille les plans pour travailler avec la société civile, le secteur privé et toutes les parties prenantes pour faire avancer les ODD au Canada et à l'étranger. Elle expose une stratégie claire sur la façon dont le Canada peut jouer son rôle dans la construction d'un monde qui fonctionne pour tous, un monde qui ne laisse personne de côté.

Faire face aux crises humanitaires pendant la pandémie

L'augmentation récente du nombre et de l'intensité des conflits armés et des catastrophes naturelles a entraîné des besoins humanitaires d'une ampleur sans précédent. En 2020-2021, le Canada a travaillé avec des partenaires de confiance pour fournir une aide vitale, comme de la nourriture, de l'eau potable et des installations sanitaires, et un soutien aux soins de santé, à ceux qui en ont le plus besoin. Par exemple, le Canada a fourni près de 1,2 milliard de dollars pour répondre aux besoins humanitaires de près de 115 millions de personnes à travers le monde.

Intervenir en cas de crise et dans les pays touchés par un conflit

De plus en plus fréquemment, les crises de longue date qui se prolongent contribuent à l'instabilité régionale et à l'accroissement de la pauvreté et de la souffrance humaine. La pandémie de COVID-19 et ses conséquences ont été particulièrement dévastatrices pour les populations déplacées et celles touchées par un conflit, parce qu'elles vivent souvent dans des endroits surpeuplés et de mauvaises conditions et ont un accès limité à des services de soins de santé.

- Le soutien du Canada à la crise des Rohingyas au Myanmar et au Bangladesh a contribué à améliorer les conditions de vie des populations vulnérables touchées par le conflit au Myanmar ainsi que celles des réfugiés dans des camps et des installations au Bangladesh et à aider les collectivités d'accueil. Le Canada s'est employé à régler les causes profondes du coup d'État et de la crise des Rohingyas et a dirigé les efforts internationaux pour obliger les responsables à rendre des comptes et mettre fin à l'impunité.
- Le Canada a aussi répondu aux besoins liés à l'aide humanitaire, au développement et à la stabilisation découlant de la crise au Venezuela. Entre autres, il a répondu aux besoins des réfugiés et des migrants vénézuéliens dans toute la région de l'Amérique latine et des Caraïbes.

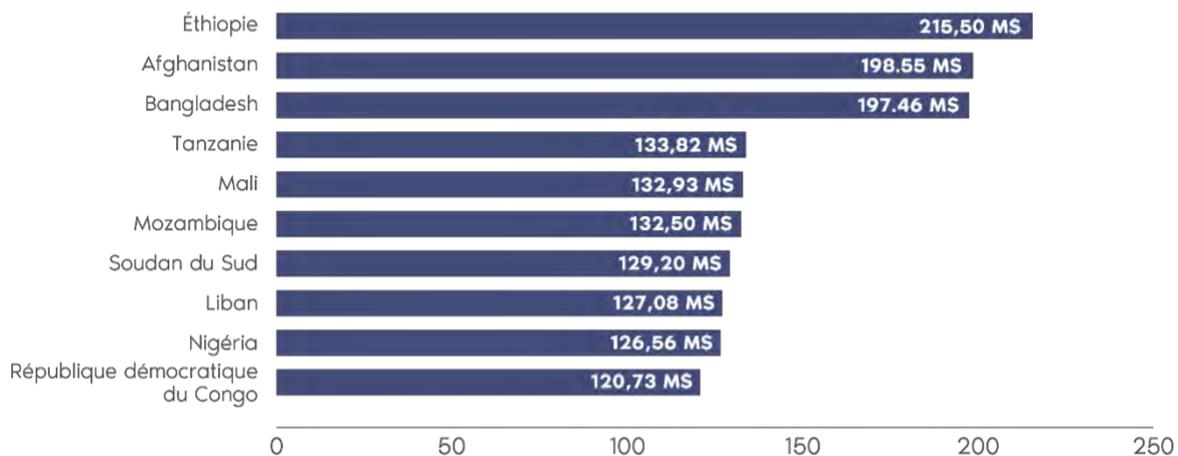


- En tant que deuxième donateur en importance en Haïti, le Canada a fourni une aide pour réduire l'insécurité alimentaire et la crise attribuable à la COVID-19, améliorer la santé et les droits sexuels et reproductifs et l'éducation et appuyer les institutions pour consolider le secteur de la sécurité.
- En Afghanistan, le Canada a soutenu les efforts de stabilisation, de développement et d'aide humanitaire en se concentrant sur la sécurité, l'éducation, la santé ainsi que les droits de la personne et des femmes et filles afghanes.

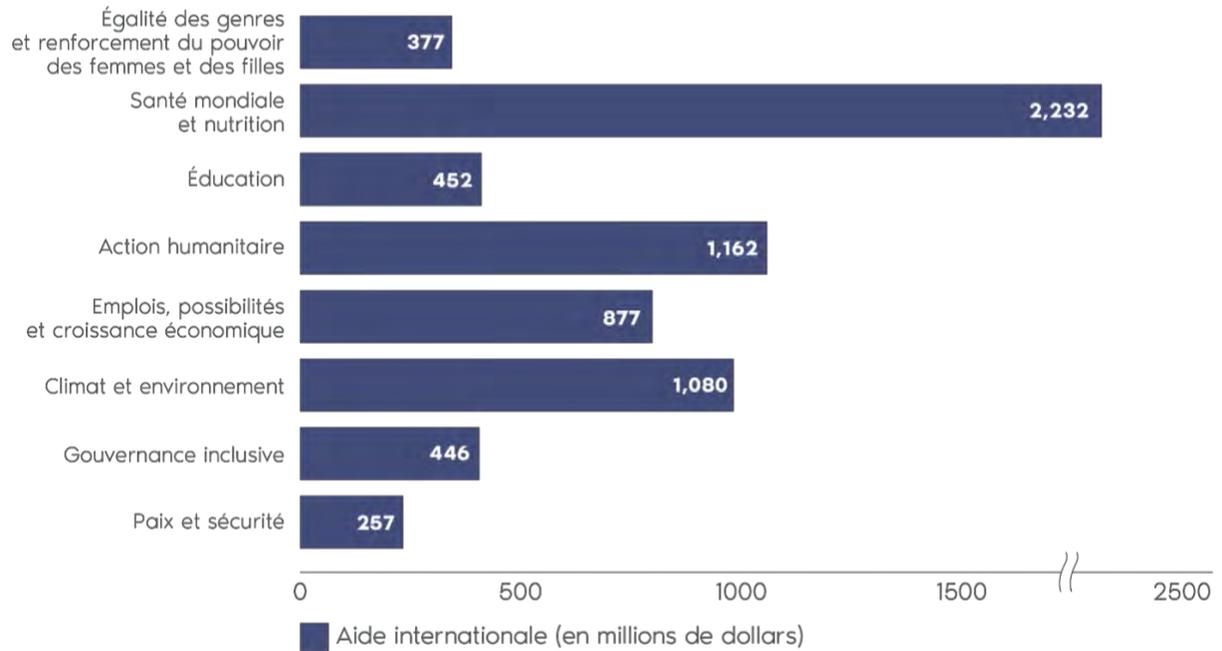
Travailler ensemble vers un avenir plus durable

Le Canada est fier de travailler en collaboration avec ses nombreux partenaires d'ici et d'ailleurs dans le monde, ainsi qu'avec d'innombrables personnes dévouées et inspirantes, qui jouent un rôle essentiel pour faire en sorte que l'aide internationale du Canada donne des résultats et atteint ceux qui en ont le plus besoin. Depuis le début de la pandémie, le Canada a adopté un certain nombre de mesures d'assouplissement pour faciliter l'exécution des projets. Le Canada reconnaît que ses partenaires ont continué d'offrir une aide internationale efficace et de répondre aux défis opérationnels uniques que la pandémie a posés.

LES 10 PRINCIPAUX PAYS BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE INTERNATIONALE



Décassements par champ d'action de la Politique d'aide internationale féministe





Décaissements du gouvernement du Canada au titre de l'aide internationale et de l'aide publique au développement par organisation, 2020–2021

Le gouvernement du Canada a déboursé 8,1 milliards de dollars en aide internationale en 2020-2021. L'aide publique au développement (APD) représentait 98 % du total, soit 7,9 milliards de dollars. Le Rapport statistique sur l'aide internationale fournit des détails supplémentaires sur les dépenses au titre de l'aide internationale et de l'APD.

Le gouvernement du Canada a fourni de l'aide internationale par l'entremise de 20 organisations fédérales.

Montant déboursé (en millions de dollars) par chacune des 20 organisations fédérales :

Aide internationale canadienne 2020-2021				
MINISTÈRE/SOURCE	Aide internationale	dont		
		Programmes financés par l'EAI	ADO : LRADO	APD : CAD de l'OCDE*
Ministères faisant rapport en vertu de la LRADO				
Affaires mondiales Canada	6 970,27	6 954,15	6 846,08	6 846,08
Ministère des Finances du Canada	511,50	511,50	503,95	503,95
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada**	354,49	–	354,49	354,49
Centre de recherches pour le développement international	152,74	152,74	150,79	150,79
Environnement et Changement climatique Canada	17,17	9,46	15,30	15,30
Gendarmerie royale du Canada	14,14	14,14	14,14	14,14
Agence du revenu du Canada	7,29	5,25	7,29	7,29



Rapport sur l'aide internationale de 2020-2021

Ministère de la Défense nationale	7,02	–	7,02	7,02
Ressources naturelles Canada	2,32	2,32	2,32	2,32
Emploi et Développement social Canada – Programme du travail	1,75	–	1,75	1,75
Innovation, Science et Développement économique Canada	0,90	–	0,90	0,90
Parcs Canada	0,83	–	0,83	0,83
Agence canadienne d'inspection des aliments	0,57	–	0,57	0,57
Postes Canada – Contribution à l'Union postale universelle	0,55	–	0,55	0,55
Statistique Canada	0,13	–	0,13	0,13
Agence spatiale canadienne	0,09	–	0,09	0,09
Office de la propriété intellectuelle du Canada	0,06	–	0,06	0,06
Service correctionnel du Canada	0,04	–	0,04	0,04
Musée canadien de la nature	0,02	–	0,02	0,02
Services de Services Publics et Approvisionnement Canada reçus sans frais	25,07	11,28	25,07	25,07
Total partiel – ministères faisant rapport en vertu de la LRADO	8 066,94	7 660,85	7 931,38	7 931,38
Pourcentage de l'aide internationale		95 %	98 %	98 %
Autres ministères ou sources				
Coûts pour les réfugiés au Canada (première année) – gouvernements provinciaux	229,88	–	–	229,88
FinDev Canada	100,00	–	–	100,00



Coûts imputés relatifs aux étudiants étrangers	–	–	–	–
Provinces, territoires et municipalités	32,96	–	–	32,96
Total partiel – autres ministères ou sources	362,84	–	–	362,84
Total	8 429,78	7 660,85	7 931,38	8 294,22
Pourcentage du total de l'aide internationale		91 %	94 %	98 %

* Les chiffres de la colonne « APD de l'OCDE » sont présentés en fonction de l'exercice en dollars canadiens afin de pouvoir comparer les rapports établis en vertu de la LRADO avec les données déclarées au CAD de l'OCDE. Dans les rapports qu'il présente au CAD de l'OCDE, le Canada déclare ses chiffres en fonction de l'année civile en dollars américains. Ils figurent dans ce tableau à titre indicatif seulement. En outre, les remboursements de prêts sont exclus du tableau afin de pouvoir établir des comparaisons entre les colonnes. La LRADO prévoit que les ministères doivent faire état de leurs décaissements bruts, tandis que le CAD de l'OCDE fait état des décaissements bruts et des décaissements nets.

** Comprend les coûts pour les réfugiés au Canada (première année) et d'autres projets.





Source : © Organisation panaméricaine de la Santé, OMS, Colombie

Réponse mondiale du Canada à la COVID-19

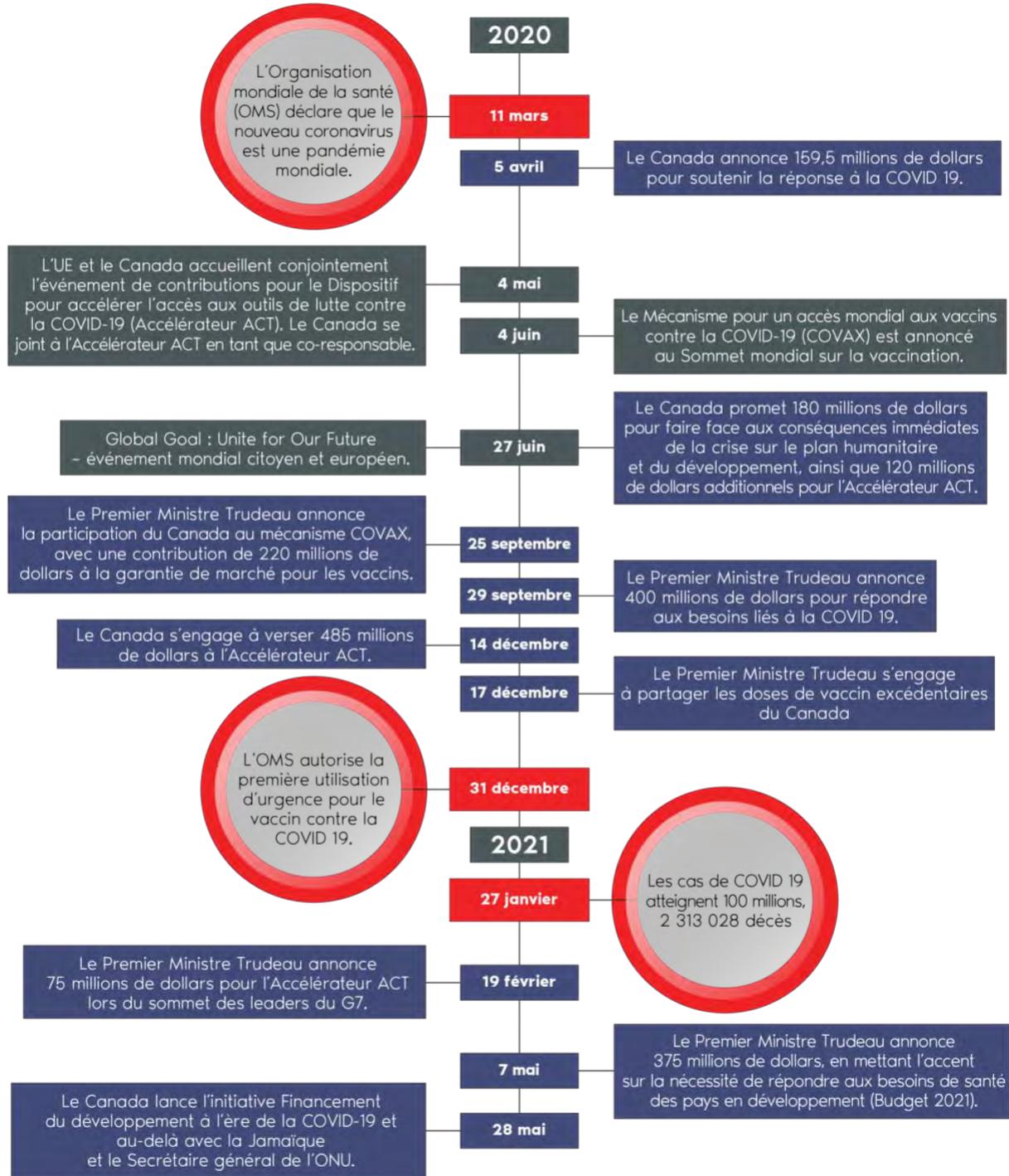
Depuis que la pandémie a été officiellement déclarée par l'[Organisation mondiale de la santé](#) (OMS) en mars 2020, le Canada s'est engagé à hauteur de plus de 2,7 milliards de dollars en soutien. La COVID-19 a touché tous les pays, entraînant des millions de décès dans le monde, et a eu des répercussions sociales et économiques dévastatrices. Les systèmes de santé ont été mis à rude épreuve et de nombreux pays n'ont pas été en mesure de fournir des services essentiels tels que la vaccination des enfants et l'accès à la planification familiale.

La pandémie a fait reculer les acquis du développement dans tous les secteurs et a exacerbé les inégalités, tant au sein des pays qu'entre eux. Plus d'un milliard d'enfants ont vu leur scolarité perturbée et 320 millions d'autres personnes n'ont pas eu accès à une alimentation adéquate pour la première fois.

En 2020-2021, le Canada a répondu en :

- **contribuant à hauteur de 1,97 milliard de dollars en aide internationale pour gérer la pandémie de COVID-19 mondialement, incluant la réaffectation de 370 millions de dollars de financement existant** pour aider nos partenaires des pays en développement à répondre aux besoins sanitaires urgents;
- dirigeant les discussions aux Nations Unies dans le cadre de l'initiative Financement du développement à l'ère de la COVID-19 et au-delà;
- travaillant avec les banques multilatérales de développement afin de fournir un niveau de financement sans précédent pour les interventions dans les situations de crise et la reprise économique dans les pays en développement. Le Groupe de la Banque mondiale à lui seul a engagé plus de 157 milliards de dollars américains d'avril 2020 à juin 2021;
- **mettant un milliard de dollars de plus à la disposition du FMI** pour octroyer des prêts aux pays à faible revenu;
- fournissant plus de 80 millions de dollars d'allégement temporaire du service de la dette aux pays les plus pauvres par l'entremise de l'Initiative de suspension du service de la dette convenue par le G20 et le Club de Paris.

RÉPONSE INTERNATIONALE DU CANADA À LA COVID 19 : CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS CLÉS



Principaux engagements du Canada dans le cadre de la COVID-19

Le Canada a joué un rôle de premier plan dans la réponse à la pandémie, en organisant sa réponse autour des trois piliers suivants :

- s'attaquer aux conséquences immédiates de la COVID-19 sur la santé et apporter un soutien en matière de tests, de traitements et de vaccins;
- soutenir une reprise économique équitable en favorisant la liquidité et la stabilité financières des pays en développement;
- s'employer à aider les plus vulnérables en s'attaquant aux effets socio-économiques de la pandémie, notamment en soutenant l'aide humanitaire, l'éducation et la sécurité alimentaire.

Lutte contre la pandémie

En 2020-2021, le Canada a coprésidé le groupe de contact des ministres du Développement sur la COVID-19 et a participé au Groupe ministériel de coordination sur la COVID-19. Le Canada a agi rapidement pour faire face à la phase aiguë de la pandémie. Il s'est notamment employé à soutenir le [Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19](#) (Accélérateur ACT), une plateforme lancée par l'OMS et les partenaires de santé pour garantir un accès équitable aux interventions médicales contre la COVID-19. Le Canada a joint les rangs de la plateforme mondiale de l'Accélérateur ACT en tant que co-responsable et a coorganisé son premier événement de contributions en mai 2020.

Au cours de la période 2020-2021, le Canada a engagé 940 millions de dollars dans la plateforme et a réaffecté 25 millions de dollars américains au mécanisme de garantie de marché pour l'accès mondial aux vaccins contre la COVID-19 (COVAX) en préparant un mécanisme de garantie de marché lié à la pneumocoque. Cette réaffectation était incluse dans les fonds de démarrage convenus par les donateurs de GAVI pour appuyer le lancement du mécanisme COVAX en juin 2020.

La pandémie a eu un effet disproportionné sur les femmes et les filles dans les pays en développement. Depuis l'apparition du virus, la violence sexuelle et fondée sur le genre est devenue une pandémie invisible, le nombre de signalements de violence conjugale a monté en flèche partout dans le monde. En conséquence directe de la pandémie, on s'attend à voir le nombre de cas de mariage d'enfants augmenter de 10 millions au cours de la prochaine décennie. Quant à la santé maternelle et fœtale, la situation s'est aggravée à l'échelle mondiale, le nombre de décès maternels et de mortinaissances ayant augmenté.



Le Canada a été un ardent défenseur de l'accès équitable aux tests de dépistage, aux traitements et aux vaccins de la COVID-19. **Le gouvernement a versé 90 millions de dollars à la Coalition for Epidemic Preparedness Innovations** et a codirigé le pilier « vaccins » (COVAX) dans le cadre de l'Accélérateur ACT pour la recherche sur les vaccins, leur développement, leur mise à l'essai et leur homologation. Le Canada a coorganisé, avec l'Union européenne et le Japon, une conférence d'annonces de dons de vaccins et de produits thérapeutiques, qui a permis de recueillir 8 milliards de dollars américains pour améliorer le dépistage et le traitement de la COVID-19, en particulier dans les pays vulnérables.

Pour permettre aux femmes d'accéder au soutien et aux services dont elles ont besoin pendant la pandémie, le Canada a engagé plus de 9 millions de dollars pour prévenir et répondre à la violence sexuelle et fondée sur le genre, y compris les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés, et pour accéder à des contraceptifs et à des services d'avortement sûrs. Compte tenu de l'impact disproportionné de la crise de la COVID-19 sur les femmes et les filles, souvent responsables des soins dans leur foyer et en première ligne, le Canada a réclamé qu'une plus grande attention soit accordée à la question de la prestation de soins rémunérée et non rémunérée.

Sauvegarder et soutenir les services de santé essentiels

Tout au long de la pandémie, les partenaires canadiens ont joué un rôle important en soutenant le secteur de la santé en Afrique, en Asie, en Amérique latine et en Haïti. Au total, 52,8 millions de dollars ont été engagés en 2020-2021 dans des projets visant à :

- appuyer la diffusion de renseignements scientifiques et accroître la sensibilisation du public à la COVID-19;
- renforcer les services sociaux et de santé communautaires afin de minimiser l'impact sexospécifique de la pandémie sur les systèmes de santé, les services sociaux et l'activité économique;
- soutenir le personnel de santé par une formation supplémentaire sur le dépistage, la détection et la prévention de la COVID-19;
- fournir aux travailleurs de la santé et aux bénévoles de la santé communautaire de l'équipement de protection approprié;
- améliorer l'eau, l'assainissement et l'hygiène dans les établissements de soins de santé et les zones de projet.

Grâce à ce soutien, plus de 48 000 travailleurs de la santé ont été formés et plus de 10 millions d'hommes et de femmes ont reçu des renseignements sur la prévention de la violence sexuelle et fondée sur le genre et sur la réponse à celle-ci.



Gestion des tensions et stabilisation des économies

Le Canada a allégé la dette des pays les plus pauvres par l'entremise de l'Initiative de suspension du service de la dette convenue par le Club de Paris et le G20. En 2020-2021, le Canada a plaidé avec succès pour qu'un large éventail de pays soit inclus dans ces initiatives, notamment les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement.

Afin d'aider à répondre à la demande sans précédent des pays à faible revenu en matière de soutien financier, le Canada a augmenté son engagement de prêt au Fonds de fiducie pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance du FMI, le faisant passer de 2 milliards de dollars à 3 milliards de dollars. Le Canada est l'un des pays ayant le plus fait valoir l'importance de la libre circulation des biens et services essentiels, y compris à titre de président du Groupe d'Ottawa sur la réforme de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), lequel a avalisé un plan d'action sur la COVID-19 axé sur la facilitation des échanges commerciaux et sur le commerce dans le secteur de la santé.

Aide aux plus vulnérables et renforcement de la reprise

Le Canada a attiré l'attention de la communauté internationale sur la crise de la sécurité alimentaire liée à la pandémie en jouant un rôle de premier plan dans le Groupe d'amis pour la sécurité alimentaire et la nutrition des Nations Unies, au G20 et au G7. Le Canada a investi près de 159 millions de dollars dans les programmes d'intervention en agriculture, en sécurité alimentaire et en nutrition. Le Canada a alloué 99 millions de dollars pour répondre aux conséquences sur le plan pédagogique et aux fermetures d'écoles. En février 2021, le Canada a lancé la campagne [Ensemble pour l'apprentissage](#) afin de promouvoir une éducation de qualité et l'apprentissage tout au long de la vie pour les enfants et les jeunes réfugiés, déplacés de force ou vivant dans des communautés d'accueil.

Le Canada a fourni un soutien essentiel pour répondre aux besoins humanitaires qui n'ont cessé de croître tout au long de la pandémie. Le Canada a été l'un des premiers pays à fournir un financement flexible permanent à des partenaires humanitaires comme [le fonds central d'urgence](#) (en anglais seulement) de l'OMS, ce qui a permis à l'OMS d'intensifier rapidement sa réponse initiale aux épidémies dans les régions vulnérables. Grâce au soutien du Canada et d'autres donateurs, le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) des Nations Unies et les mécanismes de financement groupés axés sur les pays ont pu allouer plus de 490 millions de dollars américains à des partenaires humanitaires dans 48 pays. Ces fonds ont permis de soutenir la réponse de première ligne au virus, en fournissant 226 millions de dollars américains aux ONG internationales et nationales, aux sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et à d'autres partenaires locaux.

Point de mire sur les résultats

Le Canada a fourni un total de 90 millions de dollars à la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI) pour la recherche, le développement et le déploiement de vaccins. Grâce au soutien du Canada et d'autres donateurs, la CEPI a développé le plus grand portefeuille au monde de candidats-vaccins contre la COVID-19, dont quatre ont montré une efficacité clinique dans la prévention de maladies graves et deux ont reçu des licences d'utilisation d'urgence de l'OMS. La CEPI a investi dans la « prochaine génération » de vaccins pour répondre aux nouveaux variants émergents.

Le Canada est l'un des principaux partisans du système de garantie de marché du mécanisme COVAX, qui vise à soutenir les économies à revenu faible ou moyen. En tant que défenseur du mécanisme COVAX, le Canada a permis l'expédition de plus de 37 millions de doses de vaccins contre la COVID-19 à 53 économies du système de garantie de marché entre le 24 février et le 31 mars 2021. Dans le cadre du pilier diagnostic de l'Accélérateur ACT, le Canada a aidé :

- à réserver **120 millions de tests antigéniques rapides** pour les pays à revenu faible ou intermédiaire;



- à acquérir plus de **32 millions de tests moléculaires** et **32 millions de tests antigéniques rapides** pour les pays à revenu faible ou intermédiaire;



- à former plus de **23 000 travailleurs de la santé** dans près de 200 pays.



Le Canada a soutenu la réponse des pays et des organisations partenaires contre la COVID-19 de diverses manières, notamment :

- en fournissant **400 000 articles d'équipement de protection individuelle (EPI)** aux centres africains de contrôle et de prévention des maladies. D'une valeur de 3 millions de dollars, cet EPI a été distribué à 27 pays membres;
- en fournissant **690 000 articles d'EPI**, d'une valeur de 4,5 millions de dollars, au secrétariat de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et à six États membres de l'ANASE;
- en fournissant plus de **4,5 millions d'articles d'EPI et de fournitures médicales essentielles** dans 23 pays d'Amérique latine et des Caraïbes grâce à un soutien de 7,5 millions de dollars à l'Organisation panaméricaine de la Santé.
- avec une subvention de 5 millions de dollars du Programme canadien de réduction de la menace liée aux armes de destruction massive à l'Agence internationale de l'énergie atomique pour fournir **27 trousseaux de diagnostic de COVID-19** à 25 pays partenaires.
- en aidant à acquérir des articles d'EPI et d'autres fournitures essentielles pour l'Institut Pasteur du Laos et en **équipant entièrement 20 laboratoires de diagnostic mobiles** pour le National Health Laboratory Service (NHLS) en Afrique du Sud.



Initiatives clés sous les projecteurs

Acheminer des fournitures aux personnes dans le besoin

En mai 2020, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies a lancé un appel à l'aide pour le transport de fournitures médicales et humanitaires dont le besoin est urgent dans le monde entier. Répondant à l'appel en juillet 2020, les Forces armées canadiennes ont transporté et livré 82 500 kg de fournitures humanitaires et médicales liées à la COVID-19 à divers pays d'Amérique latine et des Caraïbes au nom du Programme alimentaire mondial (PAM) et de l'OMS. Le Canada est l'un des trois seuls pays à avoir répondu à la demande d'aide mondiale des Nations Unies.



Source : Bangladesh, 2021. © UNICEF / Chakma

Initiative Financement du développement à l'ère de la COVID-19 et au-delà

Dans le cadre de l'initiative [Financement du développement à l'ère de la COVID-19 et au-delà](#), le Canada a mené des discussions, aux côtés de la Jamaïque et des Nations Unies, pour promouvoir une reprise économique inclusive et durable. Lancée en mai 2020, cette initiative a permis de déterminer plus de 250 options politiques concrètes pour aider à guider les efforts de relance économique mondiale. À ce jour, le Canada a coorganisé trois réunions de chefs d'État et de gouvernement afin de galvaniser une action conjointe en faveur des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement.



Répondre aux besoins locaux

Présent dans plus de 130 pays, le [Fonds canadien d'initiatives locales](#) (FCIL) a des liens étroits avec les organisations de la société civile locales. Lorsque la pandémie a commencé, cela a permis au Canada de répondre rapidement aux demandes d'aide des partenaires locaux et de réorienter le financement pour se concentrer sur la COVID-19. En 2020-2021, un total de 315 projets du FCIL ont soutenu des organisations locales dans 114 pays pour se préparer à la pandémie, y répondre ou s'en remettre.

Lutter contre la désinformation concernant la pandémie

Les partenaires médiatiques canadiens ont travaillé avec l'organisation Journalistes pour les droits humains pour lutter contre la désinformation concernant la pandémie de COVID-19 dans 12 pays d'Afrique subsaharienne, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Le Canada s'est aussi associé à BBC Media Action dans quatre pays d'Asie et d'Afrique subsaharienne pour traiter des effets primaires et secondaires de la COVID-19 dans les collectivités locales. Les deux projets ont nécessité la collaboration avec des organisations médiatiques locales, fiables et influentes et ont produit les résultats suivants :

- former et encadrer 300 journalistes;
- produire plus de 1 200 reportages locaux scientifiquement rigoureux;
- produire des émissions de radio et de télévision détaillant les impacts de la pandémie sur les groupes marginalisés et vulnérables avec un accent particulier sur les femmes et les filles;
- mettre à jour et partager des rapports avec les acteurs et organisations humanitaires.

Fournir des outils aux administrateurs fiscaux pendant la pandémie de COVID-19

Grâce à la [Plateforme de partage des connaissances pour les administrations fiscales](#) (KSPTA), un réseau mondial de fonctionnaires fiscaux de plus de 200 juridictions et 25 organisations internationales et régionales participent au partage d'informations et à l'utilisation des outils hébergés sur la plateforme. En 2020-2021, la KSPTA a permis de fournir aux fonctionnaires fiscaux des renseignements sur les initiatives d'urgence, la continuité des activités et les plans de reprise en réponse à la pandémie.

Protéger les plus vulnérables

En réponse à la pandémie, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) a fourni un financement à l'Organisation internationale pour les migrations afin de fournir des services médicaux liés à la COVID-19 avant le départ à tous les réfugiés qui se réinstallent au Canada. Il s'agissait notamment de tests, de services d'isolement, de contrôles sanitaires avant l'embarquement et de vaccination, le cas échéant.

Étudier les répercussions à long terme de la pandémie

En 2020-2021, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada a investi près de 55 millions de dollars dans la programmation liée à la COVID-19 dans plus de 65 pays. Ces investissements ont porté sur des priorités allant de la protection de la santé des personnes marginalisées au soutien des mesures d'adaptation dans le domaine de l'éducation, plus particulièrement en matière d'égalité entre les genres et d'inclusion. Plus de 60 projets de recherche soutenus par le CRDI étudient l'impact de la pandémie et élaborent et mettent à l'essai des interventions efficaces.



Soutenir les services de police pendant la pandémie de COVID-19

Au début de la pandémie, en mars 2020, les responsables de l'Arrangement sur la police civile au Canada ont pris la difficile décision de rapatrier un grand nombre de ses policiers des opérations de paix à l'étranger. Toutefois, aucune mission n'a été complètement fermée car le Programme d'opérations policières internationales de paix et de maintien de la paix (PIP) de la GRC a poursuivi ses activités avec un nombre de déploiements réduit ou de façon virtuelle. Les agents déployés pendant la pandémie ont bénéficié d'un dépistage médical renforcé, d'une formation propre à la COVID-19, d'un soutien en mission et de fournitures d'EPI.

Soutenir la réponse des partenaires de la société civile à la COVID-19

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, les organisations de la société civile (OSC) canadiennes ont été au premier plan de la réponse mondiale du Canada. Les partenaires ont adapté leurs activités pour fournir des programmes d'aide internationale à distance et ont renforcé la collaboration avec les partenaires locaux. Le Canada a simplifié les processus pour la modification des projets, le renflouement budgétaire des projets et l'ajout de projets axés sur la COVID-19. En 2020-2021, le Canada a accordé près de 166 millions de dollars en financement de l'aide internationale liée à la COVID-19 à plus de 60 OSC canadiennes partenaires. Ce financement a été utilisé pour adapter ou mettre en œuvre près de 100 projets dans différents secteurs afin de relever les défis posés par la pandémie. Les partenaires canadiens ont pu :

- soutenir les systèmes de santé pour prévenir la propagation de l'infection et atténuer les effets de la pandémie;
- fournir un soutien à l'éducation, y compris l'enseignement à distance, la formation des enseignants, la protection des enfants et le soutien psychosocial;
- travailler pour prévenir la violence sexuelle et fondée sur le genre;
- soutenir un retour en toute sécurité à l'école;
- combattre la désinformation liée à la COVID-19.

Le soutien du Canada à l'initiative novatrice ENRICH (renforcement des services de nutrition et d'amélioration de la santé maternelle et infantile en Afrique et en Asie) de Vision Mondiale Canada a donné des résultats importants en 2020-2021. Ces résultats comprennent :

- plus de **6 000 travailleurs de la santé et bénévoles** ont été formés à la prévention et à la gestion des cas de COVID-19 au Bangladesh, au Kenya, au Myanmar et en Tanzanie.
- **13 établissements ont été équipés** d'un matériel de communication de télésanté et connectés aux services de télémédecine.
- près de **4,9 millions de personnes ont été touchées** par des annonces radio sur la violence sexuelle et fondée sur le genre et la prévention de la COVID-19.
- plus de **4,5 millions de personnes** ont reçu des renseignements sur la **promotion de la santé et la sensibilisation à la COVID-19**.



Le Canada a soutenu les activités de réponse à la COVID-19 du [Primate's World Relief and Development Fund](#) (PWRDF) au Burundi, au Mozambique, au Rwanda et en Tanzanie. En collaboration avec quatre partenaires locaux, le PWRDF s'est concentré sur des mesures énergiques visant à interrompre la transmission de la COVID-19, à reconnaître et isoler les cas, à rechercher les personnes qui ont été en contact avec les personnes infectées, ainsi qu'à maintenir les services de santé maternelle, néonatale et infantile. De plus, 2,5 millions de personnes ont eu accès aux services de santé et plus de 75 établissements de santé ont reçu des équipements de protection individuelle, des fournitures médicales et des formations pour leurs employés.

Répondre au déficit de financement mondial

Les institutions financières internationales aident à faire face à un déficit de financement annuel pour atteindre les ODD et promouvoir une relance verte. Les Nations Unies estiment que cet écart pourrait atteindre 3,7 billions de dollars américains par an. Pour y remédier, le FMI a soutenu 90 pays avec plus de 170 milliards de dollars américains d'aide financière depuis le début de la crise de la COVID-19. Le Canada a fourni plus de 1,4 milliard de dollars aux banques multilatérales de développement en 2020-2021. Cette somme inclut le versement de plus de 423 millions de dollars à l'Association internationale de développement de la Banque mondiale, qui a utilisé le financement pour offrir une intervention rapide, ciblée et agile en réponse à la pandémie dans les pays à faible revenu.

Histoires de changement

Promouvoir la santé dans les rues de Buenos Aires



Source : © Ambassade du Canada en Argentine

Les personnes en situation d'itinérance dans la capitale de l'Argentine, à Buenos Aires, ont été confrontées à des défis particuliers tout au long de la pandémie de COVID-19. Elles ont eu un accès réduit aux services essentiels, tout en étant confrontées à un risque d'infection plus élevé et à un manque de capacité à s'isoler en toute sécurité. Par l'entremise du Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL), le



Canada a aidé Médicos del Mundo à fournir aux hommes, aux femmes et aux enfants sans abri de la ville un accès adapté aux services de santé de base, ainsi qu'à des services de santé mentale.

En plus d'offrir 40 séances de soins de santé de base, l'organisation a élaboré un système d'avertissement précoce pour les cas de COVID-19 dans les zones où les sans-abri passent fréquemment la nuit. Elle a élaboré un guide d'accessibilité aux services de santé publique pour les sans-abri soupçonnés d'être atteints de COVID-19 ou d'autres maladies respiratoires prévalentes. Dans l'ensemble, le projet a fourni des services de santé essentiels à 1 250 personnes vulnérables et a contribué à prévenir et à traiter les cas de COVID-19 dans toute la ville.

Utiliser le pouvoir de la radio pour lutter contre la COVID-19 en Afrique subsaharienne

En 2020-2021, le Canada a augmenté le financement du projet Voix de femmes à grande échelle de Radios rurales internationales, permettant à 140 stations de radio dans les communautés d'Afrique subsaharienne de sensibiliser le public à la COVID-19 et de dissiper les mythes sur le virus.

David Bondo, directeur de Ratego Radio, une station communautaire basée dans le comté de Siaya, au Kenya, explique que la programmation était axée sur « l'importance d'utiliser les messages du gouvernement et de l'Organisation mondiale de la santé... et de ne pas répandre de rumeurs ». Par exemple, une émission de radio a parlé de la stigmatisation et de la discrimination dont sont victimes les personnes dont le test de dépistage de la COVID-19 est positif.

« Comme les rumeurs, la stigmatisation est dangereuse. Cela empêche d'autres personnes de se faire dépister et d'obtenir des soins », explique M. Bondo.

Sans le soutien du Canada à la programmation de Radios rurales internationales, il affirme que sa station se serait largement appuyée sur les renseignements du gouvernement, qui étaient moins axés sur les stratégies de prévention et plus sur les statistiques concernant les nouveaux cas et les cas guéris.

« Ces éléments sont importants, souligne M. Bondo, mais ils ne sont pas aussi utiles aux auditeurs que les conseils ».



Source : © David Bondo

Travailler sur le terrain pour combattre la COVID-19 au Bangladesh

Au plus fort de la pandémie de COVID-19 au Bangladesh, l'ONG bangladaise BRAC a continué à travailler sur le terrain pour la combattre. Grâce à ses 35 000 travailleurs de la santé communautaire, elle a distribué des masques et communiqué des messages d'éducation sanitaire vitaux sur la prévention de la COVID-19 et les avantages de la vaccination.

Mahmuda Zannat fait partie des milliers de travailleurs de la santé de BRAC qui ont effectué des visites régulières dans les foyers pour soutenir les familles de Rajshahi, une région rurale du nord-ouest du Bangladesh qui a été durement touchée par la COVID-19.

« Chaque fois que je me rends dans un foyer, j'essaie de les rassurer afin qu'ils se sentent en sécurité de m'informer si l'un des membres du foyer est malade, explique-t-elle. Ma relation préexistante avec ces ménages m'a permis d'établir une relation de confiance. Les gens savent que je suis là pour les aider, pas pour leur causer des ennuis ».

Grâce au financement de démarrage de 1,5 million de dollars du Canada, BRAC s'emploie maintenant à atteindre 81 millions de personnes dans 35 districts du Bangladesh. Grâce au projet Community Fort for Resisting COVID-19 (CFRC), le soutien du Canada contribue à renforcer la résilience au niveau communautaire, s'appuyant sur quatre piliers principaux pour lutter contre la pandémie : combattre la désinformation, promouvoir le port du masque, combattre les infections et encourager les efforts de vaccination.



Source : © BRAC

Le Canada a aidé à encourager d'autres pays donateurs partageant les mêmes idées à contribuer au fonds de CFRC. Ces contributions ont permis aux travailleurs de la santé communautaire de BRAC d'effectuer plus d'un million de visites de surveillance en porte-à-porte pour dépister les personnes potentiellement infectées et les aider à se connecter aux services de télémédecine gratuits, en plus de diverses autres activités de renforcement de la résilience.

Travailler en Amérique latine pour fournir des tests de dépistage de la COVID-19 rapides, polyvalents et accessibles

Avec le soutien du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada, des chercheurs de l'Université de Toronto ont adapté un test portable basé sur un glucomètre pour détecter la COVID-19. Le test s'appuie sur des travaux antérieurs financés par le CRDI et les Instituts de recherche en santé du Canada pour détecter les infections au virus Zika en Amérique latine. L'équipe, dirigée par le professeur adjoint Keith Pardee, a adapté sa plateforme de laboratoire miniature pour l'utiliser pour le diagnostic de la COVID-19 et le test de détection des anticorps. Cette plateforme programmable et peu coûteuse a maintenant été testée auprès de petites entreprises au Canada et auprès de laboratoires de diagnostic et autres en Colombie, en Équateur, au Brésil, au Chili et en Inde.

« Le soutien du CRDI a été essentiel pour que notre groupe puisse lancer rapidement l'effort de diagnostic de la COVID-19 en laboratoire et a joué un rôle déterminant dans l'établissement d'un réseau mondial de collaborateurs pour la mise à l'essai de la technologie », a expliqué Keith Pardee.



Source : © Steven Southon

Outre la réponse à la crise de la COVID-19, l'objectif à long terme de l'équipe consiste à bâtir des technologies flexibles pour les pandémies futures. Parce que ces technologies de test sont petites, portables et qu'elles ont le potentiel de donner des résultats rapidement en dehors des installations centralisées, elles sont beaucoup plus accessibles. Elles peuvent simplifier la détection des infections à la COVID-19 sur les lieux de travail, dans les écoles et les communautés, permettant ainsi des interventions plus rapides en matière de santé publique.

S'appuyant sur les travaux d'équipes de recherche au Brésil, en Équateur et en Colombie, ces outils de diagnostic pourraient jouer un rôle important dans le contrôle de la pandémie de COVID-19. Grâce à un partenariat avec le Conseil national de recherches du Canada, la technologie est désormais associée à l'extraction d'ARN au point d'utilisation pour la détection communautaire de variants préoccupants.



En savoir plus sur ce thème

Évaluations

[Coalition mondiale d'évaluation de la réponse à la COVID-19](#)

Autres

[Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19](#)

[COVAX](#)

[CEPI \(en anglais seulement\)](#)

[L'aide humanitaire continue du Canada en réponse à la pandémie de COVID-19](#)

[Le soutien au transport aérien que les Forces armées canadiennes apportaient aux Nations Unies dans le contexte de la COVID-19 prend fin](#)

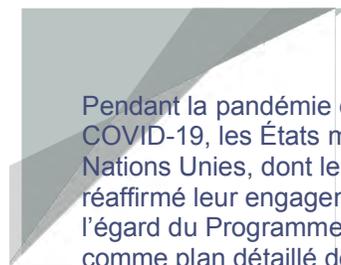


Le Canada dans le monde : l'aide internationale en action

Programme 2030 et ODD

Le [Programme de développement durable à l'horizon 2030](#) est un cadre général de mesures qui comprend 17 ODD indivisibles et interdépendants, leurs cibles et leurs indicateurs. Ces objectifs s'efforcent d'équilibrer les dimensions sociales, économiques et environnementales du développement durable.

En 2021, le Canada a publié une stratégie nationale pour guider ses efforts de mise en œuvre du Programme 2030. Le Canada s'est engagé à adopter une approche pangouvernementale faisant appel à l'ensemble de la société pour mettre en œuvre le Programme 2030 au pays et à l'étranger. Affaires mondiales Canada a élaboré une stratégie ministérielle visant à promouvoir une plus grande uniformité et une plus grande efficacité pour soutenir la réalisation du Programme 2030 à l'échelle internationale.



Pendant la pandémie de COVID-19, les États membres des Nations Unies, dont le Canada, ont réaffirmé leur engagement à l'égard du Programme 2030 comme plan détaillé de relance. Ils ont réaffirmé l'objectif d'atteindre les ODD pour construire des sociétés plus durables, pacifiques, justes, équitables, inclusives et résilientes, ainsi que pour lutter contre les inégalités qui ont été exacerbées par la pandémie.

Initiatives clés sous les projecteurs

Poursuivre notre engagement en faveur de la réalisation des ODD à l'échelle mondiale

Le Canada s'engage aux niveaux bilatéral et multilatéral à promouvoir le Programme 2030 et à y contribuer. Ces efforts internationaux reconnaissent l'importance de travailler avec les gouvernements, les peuples autochtones, la société civile, le secteur privé, les communautés universitaires, sans but lucratif et bénévoles, et d'autres intervenants.

En février 2021, le Canada a publié la [Stratégie nationale du Canada pour le Programme 2030 : Aller de l'avant ensemble](#). Le document vise à favoriser un environnement propice à la participation de l'ensemble de la société à la mise en œuvre du Programme 2030 et à l'avancement des ODD au Canada et à l'étranger. La stratégie s'appuie sur les 30 actions et les cinq principes fondamentaux énoncés dans [Vers la Stratégie nationale du Canada pour le Programme 2030](#), et expose la manière dont le gouvernement contribuera à faire avancer la stratégie.

Pour suivre les progrès du Programme 2030 et des ODD, le Canada a mis en place un [Cadre d'indicateurs canadiens](#) pour compléter le Cadre d'indicateurs mondiaux. Il jette les bases pour que le Canada puisse suivre et rendre compte de ses progrès dans la réalisation des ODD au pays. Les données sont accessibles au public sur le [site Web du Carrefour de données liées aux ODD de Statistique Canada](#).

Mise en œuvre du programme 2030

En 2020-2021, le [Programme de financement des objectifs de développement durable](#), qui soutient la stratégie nationale du Programme 2030 du Canada, a permis de soutenir des projets qui contribuent à :

- sensibiliser le public aux ODD;

- faciliter l'amélioration des résultats sociaux, économiques et environnementaux pour les Canadiens;
- faire progresser la mise en œuvre par le Canada du Programme 2030 des Nations Unies en général.

Sur le plan international, la politique étrangère féministe, la Politique d'aide internationale féministe, l'approche inclusive du commerce et le Plan d'action national du Canada pour les femmes, la paix et la sécurité soutiennent la réalisation du Programme 2030. L'accent mis par le Canada sur le soutien aux plus pauvres et aux plus vulnérables et le fait qu'il place l'égalité entre les sexes au cœur de son approche sont conformes à l'engagement du Programme 2030 de ne laisser personne pour compte.

Surveiller et évaluer le progrès

Statistique Canada copréside le Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable qui a élaboré et met en œuvre le cadre d'indicateurs mondiaux pour le Programme 2030. Au cours de la période 2020-2021, le groupe a échangé des expériences et des bonnes pratiques en matière de suivi des ODD, en examinant les évolutions méthodologiques et en développant un axe de travail sur la désagrégation des données. Statistique Canada a préparé et présenté un rapport sur la COVID-19 et les indicateurs des ODD pour la Commission statistique des Nations Unies, qui a examiné les effets de la pandémie sur les progrès accomplis dans la réalisation du Programme 2030.

Se rapprocher de la réalisation des ODD

En juillet 2020, le Canada a participé au Forum politique de haut niveau sur le développement durable des Nations Unies, la première grande conférence des Nations Unies à se réunir virtuellement pendant la pandémie de COVID-19. Les ministres canadiens du Développement international et de la Famille, des Enfants et du Développement social ont présenté une [déclaration nationale conjointe](#) par vidéo préenregistrée. La délégation canadienne comprenait des fonctionnaires de ministères fédéraux ainsi que des intervenants non gouvernementaux, dont des représentants autochtones et des jeunes.

En 2021, Affaires mondiales Canada a lancé une stratégie ministérielle pour la mise en œuvre du Programme 2030. L'objectif consistait à appliquer une optique de développement durable à l'ensemble des efforts d'engagement international du Canada afin d'accélérer les progrès vers la réalisation des ODD au cours de la [Décennie d'action](#).

En savoir plus sur ce thème

[Stratégie nationale du Canada pour le Programme 2030 : Aller de l'avant ensemble](#)

[Plan de mise en œuvre fédéral du Canada pour le Programme 2030](#)

[Examen national volontaire du Canada](#)

[Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030](#)

[Objectifs de développement durable des Nations Unies](#)





Source : © Institute for Studies of Society, Economy and Environment (iSEE)

Égalité des genres et renforcement du pouvoir des femmes et des filles

L'inégalité entre les sexes reste omniprésente dans de nombreuses régions du monde et se traduit par des discriminations, des violences et une marginalisation socio-économique. Cela empêche les femmes, les filles et les personnes de divers genres d'être des acteurs et des agents de changement influents dans leur propre vie et dans leur communauté.

La pandémie a encore plus freiné les progrès et exacerbé les inégalités entre les sexes. Les fermetures d'écoles, le stress économique, les interruptions de services, les grossesses précoces et non désirées et le décès de parents font courir un risque accru aux filles les plus vulnérables. Selon l'UNICEF, cela pourrait entraîner 10 millions de mariages d'enfants supplémentaires au cours de la prochaine décennie. Alors que l'impact de la pandémie de COVID-19 continue de se faire sentir, le [Forum économique mondial estime](#) (en anglais seulement) que le temps nécessaire pour atteindre l'égalité entre les sexes dans le monde a augmenté d'une génération, passant de 99,5 ans à 135,6 ans.



Dans tous les domaines de notre travail, près de 93 % des investissements bilatéraux d'aide au développement international du Canada ont ciblé ou intégré l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles.

Essentiellement, la Politique d'aide internationale féministe du Canada adopte une approche intersectorielle qui fait progresser l'égalité des genres, ce qui renforce le pouvoir des femmes et des filles, afin que tous, quels que soient leur sexe, leur identité de genre ou leur expression sexuelle, puissent jouir des mêmes possibilités. Grâce à cette politique, le Canada vise à éliminer les obstacles à la réalisation de l'égalité des genres :

- en luttant contre la violence sexuelle et fondée sur le genre et les pratiques néfastes telles que les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés, ainsi que les mutilations génitales des femmes et l'excision;
- en soutenant et en renforçant les organisations et mouvements de défense des droits des femmes qui jouent un rôle important pour défendre les droits des femmes, l'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles;
- en appuyant l'élaboration de politiques et la mise en œuvre de programmes visant l'égalité des genres, qui se fondent sur des données probantes.

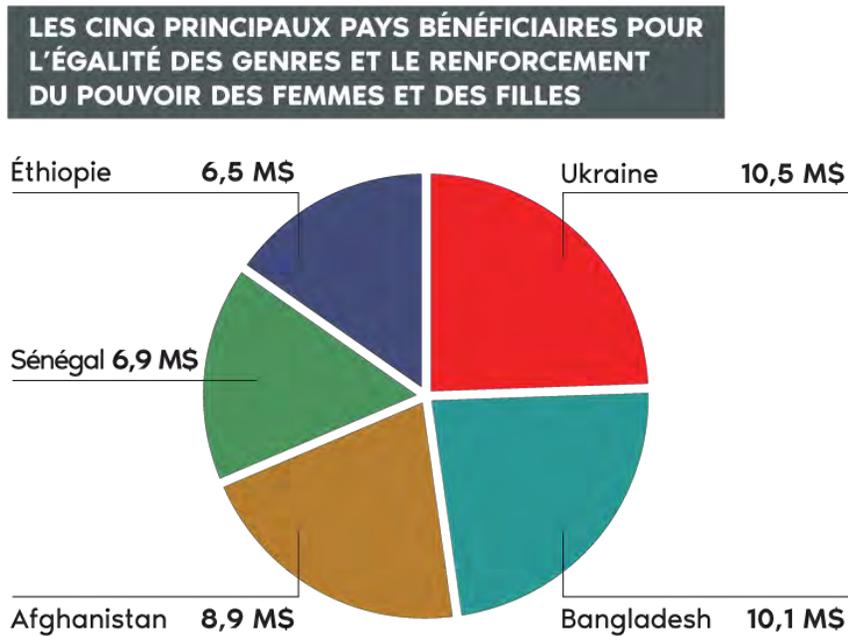


Engagements clés

En 2020-2021, le gouvernement du Canada a investi 377 millions de dollars dans l'aide internationale pour faire progresser l'égalité des genres et soutenir l'autonomisation des femmes et des filles, dont 375 millions de dollars sous la forme d'aide publique au développement (APD). Ces investissements comprennent les engagements suivants :

- 150 millions de dollars sur 5 ans au programme Voix et leadership des femmes pour soutenir les organisations locales de femmes qui font progresser les droits des femmes et l'égalité entre les sexes.
- un total de 300 millions de dollars pendant les 15 années de l'initiative du Fonds Égalité, pour renforcer les organisations et les mouvements de femmes dans les pays en développement par un partenariat unique en son genre entre l'État, le milieu philanthropique, le secteur privé et la société civile.
- 95 millions de dollars en 2020-2021, dont 33 millions de dollars pour le financement de la réponse à la COVID-19, pour éliminer la violence sexuelle et fondée sur le genre, y compris les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés, ainsi que les mutilations génitales des femmes et l'excision, faisant partie de l'engagement du Canada d'atteindre 700 millions de dollars par an d'ici 2023-2024 pour la santé sexuelle et reproductive et les droits connexes.

Point de mire sur les résultats



En 2020-2021, le Canada, de concert avec d'autres partenaires multilatéraux et mondiaux, a contribué à l'atteinte des résultats suivants :

- près de **35 millions de personnes** ont bénéficié de projets visant à **prévenir, à répondre et à combattre la violence sexuelle et fondée sur le genre**, dont le mariage d'enfants, le mariage précoce, le mariage forcé, les mutilations génitales féminines, et à y mettre fin, et l'atteinte de 18 millions de personnes supplémentaires grâce au soutien à long terme du Canada aux partenaires multilatéraux et mondiaux.
- permettre à plus de **1 900 organisations et réseaux de femmes** qui font la promotion des droits des femmes et de l'égalité des genres à étendre leurs activités et à renforcer leurs capacités, et l'atteinte de **3 350 organisations et réseaux de femmes** supplémentaires grâce au soutien à long terme du Canada aux partenaires multilatéraux et mondiaux.
- déboursier **248 millions de dollars** au profit des **organisations et des mouvements de défense des droits des femmes**. Cette somme comprend les derniers 195 millions de dollars d'une contribution de 300 millions de dollars au Fonds Égalité, un investissement sur 15 ans qui générera un financement durable et fournira pendant plusieurs années des subventions aux organisations et aux mouvements de défense des droits des femmes.

Initiatives clés sous les projecteurs

Participer à des initiatives mondiales visant à éliminer la violence sexuelle et fondée sur le genre

En 2020-2021, le Canada et ses partenaires ont fait d'importants progrès pour améliorer les interventions ainsi que la prévention en matière de violence sexuelle et fondée sur le genre. Le Canada a fourni un financement supplémentaire de 12 millions de dollars à l'intervention d'urgence du [Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes](#) (en anglais seulement). Ce financement a permis à la société civile de première ligne et aux organisations de défense des droits des femmes de répondre aux besoins urgents des femmes et des filles. Les principaux résultats sont les suivants :

- les bénéficiaires qui ont reçu le soutien du fonds ont atteint plus de 31 millions de personnes.
- plus de 240 000 femmes et filles ont bénéficié directement d'un soutien qui a conduit à des changements transformateurs dans leur vie.
- plus de 26 500 femmes et filles survivantes de la violence ont bénéficié de services.

Le Canada a également aidé le [programme mondial FNUAP-UNICEF contre le mariage d'enfants](#) à adapter sa programmation à la situation de la COVID-19 grâce à des solutions numériques dans 12 pays d'Asie et d'Afrique pour obtenir des résultats, notamment :

- plus de 4 millions d'adolescentes ont participé à des interventions portant sur les compétences de vie et l'éducation sexuelle complète.
- 160 000 adolescentes ont reçu un soutien pour s'inscrire ou rester à l'école.



- plus de 6 millions de garçons et d'hommes ont reçu des messages sur la masculinité et les normes de genre néfastes.

Grâce à un soutien institutionnel à long terme aux organisations des Nations Unies, le Canada contribue à la prévention de la violence sexuelle et fondée sur le genre. Entre autres :

- plus de 1,7 million de filles ont bénéficié de services de prévention ou de protection soutenus par le FNUAP et de soins liés aux mariages d'enfants, aux mariages précoces et aux mariages forcés.
- du soutien et des services directs ont été fournis à plus de 7 800 filles et 6 800 garçons de la Côte d'Ivoire, du Togo, du Niger et du Mali, en mettant l'accent sur la prévention et la réponse à la violence sexuelle et fondée sur le genre et sur le maintien des filles à l'école.
- le soutien à plus de 5 300 organisations communautaires pour lutter à la fois contre la pandémie et ses effets « cachés » : la violence domestique, les violations des droits de la personne, le racisme, la xénophobie, la stigmatisation et les autres formes de discrimination.
- sauver plus de 350 000 filles de la mutilation génitale des femmes et de l'excision et fournir des services essentiels à plus de 930 000 survivantes de la violence sexuelle et fondée sur le genre.
- contribuer au financement de la [campagne Apprendre en toute sécurité](#) (en anglais seulement), afin qu'un expert technique en égalité entre les sexes puisse intégrer l'égalité entre les sexes, la diversité et l'inclusion dans le travail de la campagne.

Soutenir les organisations et les mouvements de défense des droits des femmes

Le programme Voix et leadership des femmes

Le [programme Voix et leadership des femmes](#) a changé la donne dans la manière dont le Canada soutient et renforce les organisations locales de défense des droits des femmes. En 2020-2021, le Canada a fourni à plus de 800 organisations de défense des droits des femmes dans 31 pays un financement direct ou une aide au renforcement des capacités. Dans l'ensemble, le programme a touché plus de 700 000 bénéficiaires directs par l'entremise de ses activités et de ses services et 24 millions de bénéficiaires indirects par l'entremise des médias et des actions de sensibilisation.



En 2020-2021, le Canada a commencé à utiliser un cadre d'évaluation féministe pour le programme. Le processus a inclus tous les intervenants concernés pour définir et prioriser les questions d'évaluation, l'approche de la collecte des données et l'échantillonnage des études de cas à inclure.

Fonds Égalité

En 2020-2021, le [Fonds Égalité](#) a accordé de modestes subventions à 93 organisations et mouvements de femmes en Afrique, en Asie, en Amérique latine, au Moyen-Orient et en Europe de l'Est. La contribution de 300 millions de dollars du Canada au fonds continue de mobiliser et de générer des fonds provenant de divers secteurs pour soutenir l'octroi de subventions aux organisations de défense des droits des femmes et aux mouvements féministes.



Le Forum Génération Égalité

En 2020, le Canada est devenu le codirigeant de la Coalition d'action multipartite sur les mouvements et le leadership féministes du Forum Génération Égalité. Lors du premier [Forum Génération Égalité](#) virtuel, en mars 2021, le Canada a participé à un appel à l'action visant à établir une Alliance mondiale multipartite pour des mouvements féministes durables. L'objectif de l'Alliance consiste à maintenir, à accroître et à améliorer le soutien financier et politique aux organisations de défense des droits des femmes dans le monde.

Renforcer la base factuelle pour faire progresser l'égalité entre les genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles

Dans le cadre de l'initiative [Égalité des genres et renforcement du pouvoir des femmes et des filles au Moyen-Orient](#), le Canada a contribué à l'élaboration d'un nouvel outil de collecte de données pour évaluer le renforcement du pouvoir des femmes. Intégrant des éléments féministes de participation, d'inclusivité, d'intersectionnalité et d'autonomisation, l'outil de mesure du renforcement du pouvoir vise à garantir que les voix des femmes sont au centre de l'évaluation.

Histoires de changement

Lutte contre la discrimination et la violence envers les femmes et les personnes handicapées en Haïti



Source : © Mouvement pour l'intégration et l'émancipation des femmes handicapées (MIEFH) en collaboration avec Centre d'étude et de coopération internationale

Le programme du Canada Voix et leadership des femmes en Haïti a aidé les organisations locales de défense des droits des femmes à contrer la violence qui cible les femmes et les personnes handicapées. Le soutien financier et technique que le Canada a apporté a permis aux organisations d'organiser des ateliers sur les droits des femmes et sur les moyens de fournir un soutien psychologique aux femmes survivantes de violence sexuelle et fondée sur le genre.



Le Mouvement pour l'intégration et l'émancipation des femmes handicapées (MIEFH) est l'une des organisations qui ont reçu un soutien. Cet organisme œuvre avec des femmes handicapées pour améliorer leur estime de soi et leur indépendance économique. Avec le soutien du Canada, l'organisme a pu mener des activités, notamment sous la forme de séances de sensibilisation à la violence sexuelle et fondée sur le genre et de séances d'information sur les droits de la personne. Grâce à ces séances, l'organisme a pu fournir à 80 participantes les outils nécessaires pour mieux s'affirmer et revendiquer leurs droits.

« En Haïti, trop souvent, les droits des personnes vivant avec un handicap sont ignorés, notamment les femmes qui subissent des discriminations croisées : celle liée à leur condition de femme et celle liée à leur handicap », explique Régine Zephirin Diègue, coordinatrice et fondatrice de l'organisme. « Notre collaboration avec le programme Voix et leadership des femmes a été une source de renforcement pour nous. Elle a permis à notre organisme d'être mieux structuré ».

Renforcement des droits des femmes au Sénégal



Source : © Tostan International

Le projet « Quand elle dirige, tout le monde réussit », de Tostan International, vise à promouvoir les femmes et les filles en tant qu'agentes de changement au Sénégal. Le projet a pour objectif d'améliorer leur propre bien-être et celui de leurs communautés. Il met l'accent sur l'abandon des pratiques néfastes telles que les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés ainsi que les mutilations génitales féminines ou l'excision.

Grâce au soutien du Canada, le projet a pu toucher des milliers de personnes, dont des femmes et des filles, grâce à diverses activités de sensibilisation et de défense des droits de la personne. Les participantes ont acquis une meilleure connaissance de leurs droits, faisant en sorte qu'elles sont mieux à même de participer pleinement aux discussions avec leur communauté sur les questions qui leur importent le plus.

Le projet a permis d'éduquer les hommes et les garçons sénégalais à se montrer plus ouverts, à écouter et à prendre en compte les besoins et les points de vue des femmes et des filles dans les processus

décisionnels communautaires. En outre, de nombreux conseillers municipaux, dont des femmes, ont été formés à la budgétisation participative sensible aux enfants et aux femmes, ce qui les a aidés à prendre des décisions en faveur des droits des femmes et des filles au sein de leur communauté.

Relancer le CNP-EGAL en tant que plateforme de discussion et de défense des intérêts en Tunisie

Le Comité national pour la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la gestion des affaires locales (CNP-EGAL) a pour mission de coordonner, d'unir et de suivre les efforts de toutes les parties tunisiennes concernées par la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la gestion des affaires locales. Il réunit des ministères et d'autres organismes gouvernementaux, la Fédération nationale des communes tunisiennes, la société civile et des organisations multilatérales.



Source : © PLMI

Le CNP-EGAL était quelque peu en veilleuse avant d'être relancé par le projet Programme pour un leadership municipal inclusif (PLMI). Dirigé par la [Fédération canadienne des municipalités](#) et financé par le gouvernement canadien, le projet aide les femmes actives dans la vie publique locale à développer leurs compétences afin qu'elles puissent être des agents de changement dans leurs communautés.

Malgré les difficultés occasionnées par la pandémie, les membres du CNP-EGAL ont adopté un plan d'action et publié une déclaration dénonçant la violence et l'intimidation dont sont victimes de nombreuses femmes en politique. En 2020-2021, le comité a continué d'appliquer une optique de genre et à formuler des recommandations sur les lois et règlements.



Renforcer la voix des femmes dans les plantations de thé du centre du Sri Lanka

Nichée dans les collines centrales du Sri Lanka se trouve une petite organisation dirigée par un groupe de femmes dynamiques. Le Social Welfare Mandram (SWM) fournit tout, des services sociaux à la défense des droits des femmes. Cette organisation communautaire de défense des droits des femmes travaille depuis plus de 30 ans à l'autonomisation des femmes d'Ambegamuwa, dans la province centrale du Sri Lanka. De nombreuses années de travail pour résoudre les problèmes pratiques quotidiens des femmes ont permis à l'organisation de bien comprendre les problèmes des femmes dans cette communauté de planteurs.

Le projet du Canada Voix et leadership des femmes au Sri Lanka a permis à SWM de soutenir des associations de femmes autonomes dans des plantations de thé sélectionnées et d'aider les femmes à comprendre leurs droits sociaux, politiques et économiques.



Source : © Social Welfare Mandram

Le soutien du Canada a permis à SWM de continuer à travailler dans les plantations, même pendant la pandémie de COVID-19. En 2020-2021, l'organisme a aidé 300 femmes dans 10 plantations de thé pour former ou renforcer les groupes de femmes. Cela a non seulement créé une forte voix pour les femmes d'Ambegamuwa, mais a aussi ouvert la voie aux jeunes femmes pour qu'elles développent les compétences et la confiance nécessaires pour devenir de jeunes leaders dans leur communauté.



Défendre la santé des femmes et promouvoir la prévention du cancer du sein en Ukraine

Le cancer du sein est la première cause de décès par cancer chez les femmes ukrainiennes âgées de plus de 30 ans. La principale raison en est le diagnostic tardif. La majorité des femmes ne sont pas conscientes que les autoexamens réguliers constituent le moyen le plus efficace de détecter le cancer du sein, lequel peut être traité efficacement s'il est diagnostiqué à un stade précoce. Toutefois, « Stopcancer », une organisation de défense des droits des femmes, prend des mesures pour changer la situation avec le soutien du programme du Canada Voix et leadership des femmes en Ukraine.



Source : © Ukrainian Women's Fund

Maria Adamchuk-Korotytska, de Lutsk, en Ukraine, a survécu à un cancer du sein diagnostiqué pour la première fois il y a dix ans. Maria et d'autres survivantes du cancer ont créé l'ONG « Stopcancer », qui travaille dans la région de Volyn pour promouvoir la prévention du cancer du sein et la vaccination contre virus du papillome humain (VPH) qui provoque le cancer du col de l'utérus.

Le financement de l'initiative Voix et leadership des femmes en Ukraine a permis à Maria et à d'autres de dispenser une formation sur le plaidoyer social. L'organisation a reçu une subvention pour organiser une campagne de sensibilisation sur l'importance de l'autoexamen pour la détection précoce du cancer du sein.

Six mois après le lancement de l'initiative « Stopcancer », Maria et ses collègues avaient déjà touché des milliers de femmes dans les zones reculées de la région. Cinq des 20 communautés ciblées par la campagne ont déjà élaboré des programmes pertinents et approuveront le financement pour ceux-ci d'ici la fin de 2021. Aujourd'hui, Maria et ses collègues ont un projet ambitieux : lancer une coalition panukrainienne d'organisations de défense des droits des femmes qui plaidera pour des programmes semblables à l'échelle nationale.

En savoir plus sur ce thème

Politique d'aide internationale féministe

[Politique de champ d'action : L'égalité des genres et le renforcement du pouvoir des femmes et des filles](#)

Évaluations

[Égalité des genres et renforcement du pouvoir des femmes et des filles au Moyen-Orient](#)

Autres

[Participation du Canada au rassemblement du Forum Génération Égalité au Mexique](#)





Source : © ASOPARUPA, Colombie

Santé mondiale et nutrition

La COVID-19 a perturbé les services de santé essentiels dans la plupart des pays du monde, et les groupes vulnérables et marginalisés ont été les plus durement touchés. Nombre d'entre eux n'ont pas pu accéder aux traitements contre des maladies telles que la tuberculose, le VIH et les hépatites B et C. Ils ont connu des perturbations dans le dépistage du cancer, la planification familiale et la contraception, ainsi qu'une augmentation de la malnutrition et des problèmes de santé mentale.

De nombreuses personnes, en particulier des femmes et des adolescentes, ont été plus réticentes à rechercher les soins nécessaires en raison des mesures de confinement, du manque de ressources financières et de la peur de l'infection. En conséquence, moins de personnes se rendent dans les cliniques pour bénéficier de services de santé tels que la planification familiale, la santé sexuelle et l'accouchement, en particulier les femmes et les filles, qui sont déjà confrontées à des obstacles en matière de soins de santé.

Engagements clés

L'engagement de dix ans du Canada en faveur de la santé et des droits dans le monde (2020-2030) verra son financement augmenter pour atteindre une moyenne de 1,4 milliard de dollars par an d'ici 2023, afin de soutenir la santé des femmes, des enfants et des adolescents dans le monde. La moitié de cet investissement annuel soutiendra directement la santé sexuelle et reproductive et les droits connexes ainsi que la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants (SMNE).



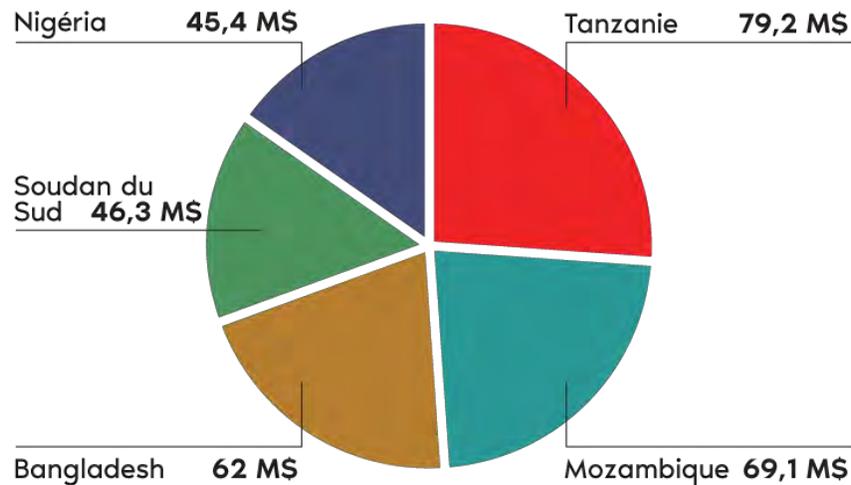
En 2020-2021, le Canada a investi 2,23 milliards de dollars dans l'aide internationale consacrée à la santé mondiale et à la nutrition, dont 2,21 milliards en aide publique au développement.

Point de mire sur les résultats

En 2020-2021, les partenaires du Canada ont fourni directement des services de santé et de nutrition à plus de 10 millions de personnes. Le Canada a fourni de l'aide à près de 5 000 établissements de soins de santé et a soutenu la formation de plus de 140 000 travailleurs de la santé.



LES CINQ PRINCIPAUX PAYS BÉNÉFICIAIRES POUR LA SANTÉ MONDIALE ET LA NUTRITION



L'aide du Canada, ainsi que celle d'autres partenaires multilatéraux et mondiaux, a contribué à l'atteinte des résultats supplémentaires suivants :

Santé sexuelle et reproductive et droits connexes

- plus de 76 000 femmes ont bénéficié d'avortements sûrs et de soins post-avortement dans 17 pays grâce à 14 projets;
- plus de 2,3 millions de femmes et 85 000 hommes ont bénéficié de services de planification familiale dans 28 pays grâce à 24 projets;
- près de 9,5 millions de grossesses non désirées ont pu être évitées, notamment en pratiquant plus de 2,6 millions d'avortements. Cela a permis de sauver la vie de plus de 25 000 femmes et 150 000 enfants.

Nutrition

- près de 333 000 enfants ont bénéficié de services de suivi et de promotion de la croissance grâce à sept projets dans cinq pays;
- plus de 785 000 adultes ont reçu des conseils en matière de nutrition dans 15 pays, dans le cadre de 15 projets;
- plus de 98 millions d'enfants ont reçu deux doses annuelles de vitamine A, prévenant le décès de plus de 78 000 enfants et évitant plus de 425 000 cas de retard de croissance.



Services de santé

- plus de 1,1 million de femmes ont reçu des soins prénatals;
- plus de 580 000 femmes ont eu des accouchements plus sûrs;
- plus de 490 000 femmes ont reçu des soins postnatals dans 17 pays grâce à 19 projets.

Initiatives clés sous les projecteurs

La santé a été au premier plan des préoccupations des citoyens tout au long de la période 2020-2021. Tout en aidant ses partenaires à réagir à la pandémie, le Canada a continué à fournir un soutien pour faire face à d'autres problèmes de santé critiques pendant cette période difficile.

Fournir des services de santé essentiels dans une période difficile

Le partenariat public-privé Naître à terme vise à réduire la mortalité infantile en Éthiopie, au Bangladesh et au Mali. En travaillant à la fois sur l'offre et la demande de services de santé et en mettant particulièrement l'accent sur les adolescentes, on a constaté entre 2016 et 2021 une augmentation significative du pourcentage de femmes ayant accouché dans un établissement de santé dans chacun des trois pays. L'amélioration de l'attitude des travailleurs de la santé et une meilleure connaissance des services ont joué un rôle important dans la décision des femmes d'accéder aux soins de santé.

Grâce à l'initiative ENRICH (renforcement des services de nutrition et d'amélioration de la santé maternelle et infantile en Afrique et en Asie), le Canada a continué à étendre la couverture universelle de services de santé essentiels, incluant des services de santé sexuelle et reproductive, l'équipement d'installations sanitaires fixes et la formation de travailleurs de la santé communautaire et d'autres travailleurs de la santé.

Le projet Uzazi Uzima a permis de réduire la mortalité maternelle et néonatale en Tanzanie en levant les obstacles auxquels sont confrontées les femmes pour accéder aux services de santé dont elles ont besoin. En 2020-

le projet a permis d'offrir à plus de 16 000 clients des services complets de planification familiale de qualité et à plus de 25 000 clients des services intégrés. Grâce à cette approche intégrée, on estime que le projet a permis d'éviter 36 décès maternels, 446 décès d'enfants et plus de 5 000 avortements à risque.

Par exemple, le projet a permis de former plus de 2 000 travailleurs de la santé et près de 4 000 travailleurs de la santé communautaire à la prestation de services de santé sexuelle et de nutrition adaptés au genre.



sont
soins
2021,

Aborder l'égalité des genres et l'équité en matière de santé

En 2020-2021, le projet Interventions stratégiques pour stimuler la santé et les droits sexuels et reproductifs d'Inter Pares au Bangladesh, au Salvador et aux Philippines a fourni gratuitement des conseils, des services de soins de santé reproductive, des fournitures de planification familiale et un suivi, dans des cliniques et des cliniques mobiles. À titre d'exemple, aux Philippines, l'ONG Likhaan a permis à plus de 6 700 femmes et filles victimes de la pauvreté et de la stigmatisation d'accéder gratuitement à des services de santé sexuelle et de planification familiale fondés sur les droits. Au Bangladesh, l'ONG Nijera Kori a mis à la disposition de 7 500 femmes et jeunes filles une ligne d'assistance téléphonique qui a facilité l'accès à des services de santé sexuelle et familiale, les aidant à prendre des décisions éclairées pendant les mesures de confinement de la COVID-19.

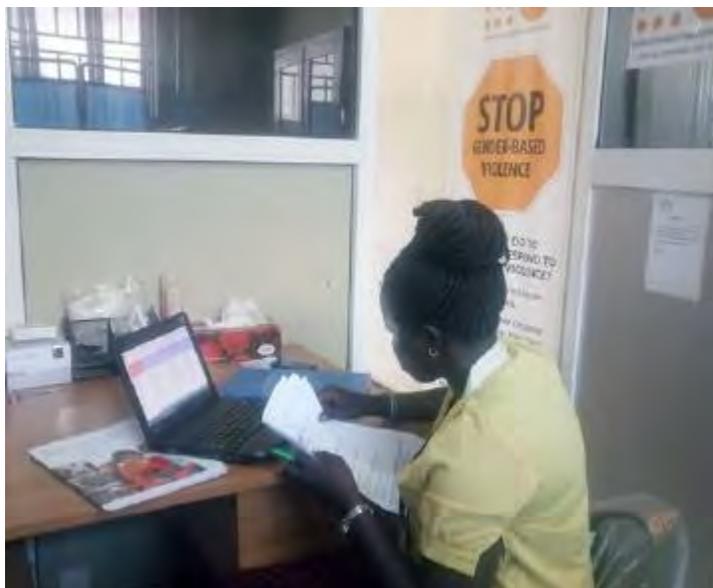
Plaider en faveur de services de santé fondés sur les droits

En 2020-2021, le projet Protéger l'accès à des services d'avortement et de contraception sécuritaires a tiré parti des possibilités de dialogue au niveau des districts ainsi qu'aux niveaux régional et national pour plaider en faveur de services d'avortement sécuritaires pour les femmes. Par exemple, des ateliers organisés au Népal avec des responsables gouvernementaux ont sensibilisé les décideurs à la nécessité de réduire les obstacles qui empêchent les femmes d'accéder à l'avortement sécuritaire et aux services de santé sexuelle pendant la pandémie.

Histoires de changement

Mise en place d'un « guichet unique » pour les victimes de violences sexuelles et fondées sur le genre au Soudan du Sud

Les victimes de la violence sexuelle et fondée sur le genre ont souvent besoin de l'aide de différents fournisseurs de services. Au Soudan du Sud, les centres de protection familiale aident les survivants à accéder à une gamme de services sous un même toit, grâce en partie au financement fourni par le Canada par l'intermédiaire du FNUAP.



Source : © FNUAP Soudan du Sud / Juma Delu.

Le premier centre à guichet unique pour les survivants de violence sexuelle et fondée sur le genre a ouvert ses portes à l'hôpital universitaire de Djouba en 2017. Huit autres centres ont ouvert leurs portes depuis lors. Chaque année, plus de 1 800 survivants ont recours aux services des neuf centres à guichet unique du pays. Les centres ont joué un rôle important dans la condamnation de 106 agresseurs, auteurs de violence sexuelle et fondée sur le genre, une réussite majeure dans un pays où les services juridiques formels sont encore peu utilisés.



« La prestation d'un soutien aux survivants de violence sexuelle et fondée sur le genre présente de nombreux défis, mais il s'agit d'une priorité qui doit être maintenue en toutes circonstances. Les interventions doivent être étendues au-delà des centres où les services sont fournis. C'est pourquoi les services du centre de protection familiale s'étendent au-delà de ses murs », explique Fatuma, agente d'intervention de cas au centre de protection familiale de l'hôpital d'enseignement de Djouba.

Dans un pays ravagé par les conflits, le risque existe que la violence sexuelle et fondée sur le genre soit normalisée et réduite au silence. Ces centres de protection familiale offrent aux femmes un espace sûr où elles peuvent demander une aide professionnelle pour commencer à guérir et à se réinsérer dans leur communauté.

Soutenir les droits sexuels et reproductifs des femmes marocaines

Lancé il y a un peu plus de deux ans, le projet « Promotion des droits sexuels et reproductifs des femmes et des filles » a pour objectif d'accroître l'égalité des sexes au Maroc en veillant, entre autres, à ce que les femmes aient le contrôle de leur propre fertilité. Bien que les objectifs du projet soient ambitieux, ils sont réalistes et essentiels pour l'égalité des femmes dans le pays.

À ce jour, le projet a soutenu l'élaboration d'un énoncé de politique nationale en matière de santé sexuelle et reproductive, fondée sur une loi qui tient compte de l'égalité entre les sexes. La Stratégie nationale sur la santé sexuelle et reproductive 2021-2030 se distingue de la politique précédente en ce qu'elle inclut, pour la première fois, une composante de santé sexuelle fondée sur les droits de la personne. Le projet a aidé le ministère de l'Éducation nationale à élaborer et à intégrer le premier programme d'enseignement sur la santé sexuelle et reproductive dans les salles de classe.

En 2020-2021, un programme de formation sur la santé sexuelle et reproductive et les droits connexes, la violence fondée sur le genre et l'égalité entre les sexes a été élaboré pour les responsables de l'éducation islamique et sera offert dès la levée des restrictions sanitaires liées à la COVID-19.



Les pères contribuent à augmenter l'apport de vitamine A en Tanzanie



Source : © Nutrition International

En Tanzanie, plusieurs pères considèrent la supplémentation en vitamine A (SVA) à leurs enfants comme la responsabilité de leur femme, mais le soutien du Canada à Nutrition International contribue à changer cette vision des choses.

En décembre 2020, Anatory Nyahunge, un agent de santé communautaire du village de Lagangabilili, a commencé à mobiliser directement les hommes pour les faire participer au programme de distribution de vitamine A du pays. Au cours des journées de marché, Nyahunge et les travailleurs de la santé ont diffusé du matériel de communication pour les changements de comportement et ont souligné l'importance pour les pères de rechercher des services de supplémentation en vitamine A pour leurs enfants. De plus, des séquences publicitaires radio présentaient un homme comme personnage principal à la recherche de services. Là où les médias de masse n'atteignent pas les ménages, les dirigeants communautaires ont été approchés pour devenir des personnes influentes dans leurs régions locales.

Grâce à ces activités de sensibilisation, Nyahunge dit que les attitudes des hommes changent. « Avec le temps, ils [les hommes] se demandent pourquoi ils ne sont pas responsables de leurs enfants. Au fil du temps, ils veulent être impliqués dans toutes les questions de santé de leurs enfants ».

Nutrition International a organisé des démonstrations de cuisine auxquelles Nyahunge a réussi à faire participer les hommes. « Le fait de les faire participer à la planification apporte de bons changements à la communauté, a indiqué Nyahunge. [Les pères] deviennent des agents du changement ».

Outre le fait d'encourager les pères à s'assurer que leurs enfants ont accès aux interventions clés en matière de santé et de nutrition, le projet incite les hommes à jouer un rôle actif dans les travaux ménagers, comme faire la cuisine pour la famille ou aider à la collecte de l'eau.



Fournir de la formation sur le pouvoir du zinc pour sauver la vie des enfants au Bangladesh

Gita Rani, visiteuse familiale, et ses collègues de la clinique communautaire de Dhalhara, au Bangladesh, ont diffusé des messages de santé sur la gestion de la diarrhée, la promotion de l'hygiène et la nutrition au sein de la communauté. Leurs efforts ont fait une différence – les décès dus à la diarrhée, en particulier chez les enfants de moins de cinq ans, avaient diminué – mais les niveaux ont ensuite stagné. Les sels de réhydratation orale employés seuls se sont révélés insuffisants pour traiter, contenir et guérir le nombre élevé de cas dans le pays.



Source : © Tareq Salahuddin, Nutrition International

Ce qui a changé la donne, ce sont les suppléments de zinc. Les suppléments de zinc aident les enfants à se remettre plus rapidement de la diarrhée, à résister plus longtemps à la maladie et à avoir moins d'épisodes par an. Pour appuyer les efforts du gouvernement bangladais en matière de suivi et de supervision de la prestation des programmes de traitement au zinc, Nutrition International a formé des travailleurs de la santé dans 14 districts sur les dernières stratégies de gestion des maladies diarrhéiques. La formation offerte leur a permis de réaliser que ce micronutriment pouvait sauver des vies.

En savoir plus sur ce thème

Politique d'aide internationale féministe

[Santé mondiale et nutrition](#)

Évaluations

[Évaluation de l'Initiative sur la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants 2010-2011 à 2017-2018](#)

[Évaluation formative de la Plateforme d'innovation pour la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants \(PI4SMNE\) – Sommaire exécutif](#)



Source : © UNHCR / Shawkat Alharfosh

Éducation

Malgré les progrès récents, les obstacles à l'accès à l'éducation persistent. Ceux-ci sont profondément ancrés dans les dynamiques de pouvoir et les inégalités sociales – des obstacles qui ont été exacerbés par la pandémie de COVID-19. La Politique d'aide internationale féministe engage le Canada à soutenir l'accès à une éducation de qualité pour les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables du monde, en mettant l'accent sur les femmes et les filles.

Les lacunes dans les connaissances, l'accès limité aux données probantes et la faiblesse des systèmes de soutien aux innovations sont à l'origine des inégalités dans les systèmes éducatifs de nombreuses régions du monde. La formation insuffisante des enseignants, le manque d'équité entre les sexes, l'accès variable aux possibilités d'apprentissage et l'absence de données pour éclairer la planification sont autant d'obstacles à la réalisation de [l'ODD 4 – Éducation de qualité et possibilités d'apprentissage continu pour tous](#).

Les crises, les conflits et la fragilité exacerbent les inégalités existantes en matière d'accès à une éducation et à une formation professionnelle de qualité pour les filles et les femmes, en particulier celles qui sont handicapées. La pandémie a empêché de nombreux enfants d'aller à l'école et de recevoir l'éducation qu'ils méritent. On estime qu'en raison de la pandémie, de 11,2 millions à plus de 20 millions de filles et de jeunes femmes risquent d'abandonner l'école l'année prochaine. Beaucoup d'entre elles n'y reviendront jamais et, par conséquent, seront plus exposées au risque de mariage précoce et de grossesse adolescente.



Les investissements du Canada dans l'éducation aident les enfants et les jeunes, en particulier les filles et les femmes, à accéder à une éducation sûre, novatrice, de qualité et tenant compte des différences entre les sexes. En définitive, le Canada vise à améliorer les résultats d'apprentissage des filles et des garçons et à accroître l'employabilité des jeunes, des femmes et des hommes, en particulier des personnes les plus pauvres, les plus marginalisées et les plus vulnérables. Il s'agit notamment des personnes vivant dans des situations de crise, de fragilité, de conflit et dans des contextes humanitaires.

En 2020-2021, le Canada s'est concentré sur la prise en compte des impacts éducatifs de la COVID-19 et sur la garantie d'un accès continu à l'éducation. Notre réponse rapide pour atténuer les effets de la pandémie sur l'éducation repose sur trois piliers :

- l'apprentissage continu;
- un retour équitable, sain et sécuritaire à l'école;
- l'intensification de la lutte contre les obstacles systémiques à l'éducation.

Engagements clés

En 2020-2021, le Canada a investi **452 millions de dollars dans l'aide internationale au titre de l'éducation**, dont 451 millions de dollars sous la forme d'aide publique au développement (APD).

Le Canada s'est engagé à allouer 10 % de son budget bilatéral d'aide au développement international à l'éducation de base. Au début de 2021, le Canada a lancé [Ensemble pour l'apprentissage](#), une campagne internationale visant à garantir que tous les enfants et les jeunes réfugiés, déplacés de force et issus de collectivités d'accueil puissent recevoir une éducation de qualité.

Parmi les engagements importants qu'il a pris ces dernières années, citons :

- 400 millions de dollars entre 2018 et 2021 à l'appui de la Déclaration de Charlevoix sur l'éducation de qualité, dont 50 millions de dollars à L'éducation ne peut attendre entre 2019 et 2021;
- 185 millions de dollars au Partenariat mondial pour l'éducation de 2018 à 2020, ainsi que l'engagement pluriannuel de 300 millions de dollars annoncé récemment pour 2021-2025.

En 2020-2021, le Canada a mobilisé près de 79 millions de dollars en nouveaux fonds pour faire face aux effets de la pandémie sur l'éducation, notamment :

- 35 millions de dollars pour le Partenariat mondial pour l'éducation;
- 12,5 millions de dollars pour L'éducation ne peut attendre;
- 9,4 millions de dollars pour financer les organismes de la société civile canadienne.

Fondé en 2002, le Partenariat mondial pour l'éducation (PME), organisé par la Banque mondiale, est le plus important partenariat et fonds multipartite au monde consacré à l'amélioration de l'éducation dans les pays les plus pauvres. Le Partenariat mondial pour l'éducation travaille avec les gouvernements et organisations partenaires au niveau national pour élaborer, financer et mettre en œuvre des stratégies nationales globales en matière d'éducation et des initiatives ciblées pour améliorer les systèmes d'éducation et les résultats d'apprentissage. Le Partenariat mondial pour l'éducation cible les pays dont la population non scolarisée est très importante et dont le pourcentage de jeunes en situation de vulnérabilité est élevé. Le Canada soutient depuis longtemps le Partenariat mondial pour l'éducation et se classe actuellement au 11^e rang des donateurs du PME.

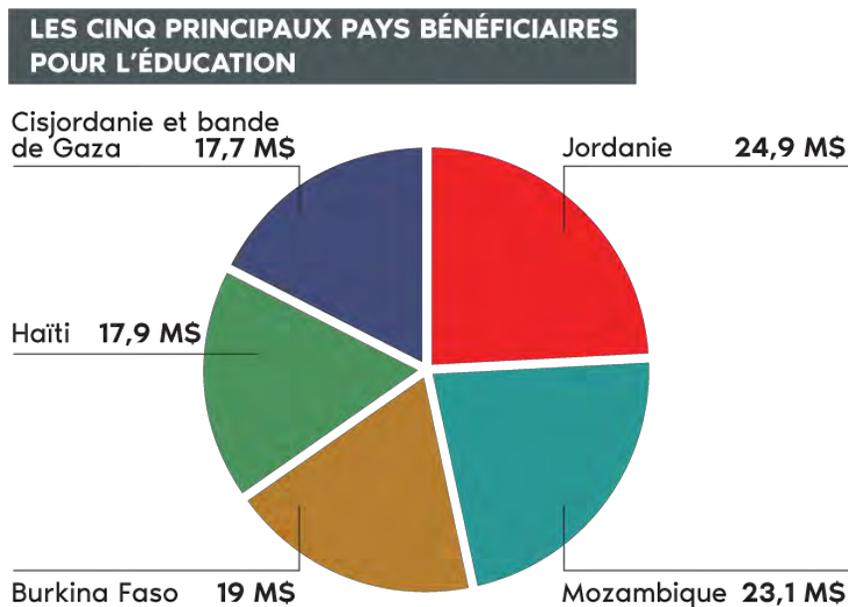
L'éducation ne peut attendre est la principale organisation multilatérale qui vise à combler les lacunes en matière de capacités, de coordination et de financement de l'éducation dans les situations d'urgence, de conflit et de fragilité. L'organisation exerce ses activités actuellement dans plus de 29 pays et se concentre sur les situations d'urgence, de crise et de conflit en mettant l'accent sur l'éducation des filles. Depuis sa création en 2016, le Canada s'est fortement impliqué dans sa gouvernance et est actuellement son sixième plus important donateur.

Grâce à des programmes tels que ceux-ci, le Canada travaille à l'élimination des obstacles à l'éducation des réfugiés, des enfants déplacés de force et des enfants et des jeunes vivant dans des collectivités d'accueil. En 2020-2021, le Canada a lancé un appel de notes conceptuelles pour les organisations canadiennes intitulé « [Éducation pour les enfants et les jeunes réfugiés et déplacés en Afrique](#) ».



subsaharienne ». D'une valeur d'environ 40 millions de dollars sur une période de cinq ans, la campagne financera des projets destinés à améliorer l'accès à l'éducation des enfants et des jeunes réfugiés et déplacés.

Point de mire sur les résultats



En 2020-2021, le Canada, de concert avec d'autres partenaires multilatéraux et mondiaux, a contribué à l'atteinte des résultats suivants :

- **plus de 85 000 enseignants ont été formés** conformément aux normes nationales ou à un programme de formation des enseignants approuvé et 354 000 enseignants supplémentaires ont été formés grâce au soutien à long terme du Canada à l'endroit des partenaires multilatéraux et mondiaux;
- près de **5 000 écoles se sont dotées d'espaces accueillants** qui répondent précisément aux besoins des filles. À travers les partenaires multilatéraux et mondiaux bénéficiant d'un soutien à long terme du Canada, ce sont près de 49 000 écoles supplémentaires qui ont mis en place des espaces accueillants répondant aux besoins particuliers des filles;
- près de **14 000 personnes** ont été formées dans le cadre de programmes d'enseignement et de **formation technique et professionnel axés sur la demande**;
- plus de **680 000 apprenants se sont inscrits dans des programmes d'enseignement formel ou non formel** et 22 millions d'apprenants supplémentaires ont été atteints grâce au soutien à long terme du Canada à l'endroit des partenaires multilatéraux et mondiaux.

Initiatives clés sous les projecteurs

Respecter l'engagement de Charlevoix sur l'éducation de 400 millions de dollars du Canada

En 2020-2021, le Canada a tenu sa promesse de contribuer à hauteur de 400 millions de dollars sur trois ans dans le cadre de la [Déclaration de Charlevoix sur l'éducation de qualité pour les filles, les adolescentes et les femmes dans les pays en développement](#). Cette initiative soutient 55 projets en Afrique, en Asie, en Amérique latine et au Moyen-Orient, touchant plus de 4 millions de filles, d'adolescentes et de femmes. Malgré la pandémie de COVID-19 et la fermeture d'écoles dans le monde entier, ces projets ont été en mesure de modifier leurs activités, et certains ont même pu intensifier leur réponse à la crise.



Source : Soudan du Sud, 2020. © UNICEF / Chol

Assurer une éducation de qualité pour tous dans les régions en conflit

Le soutien du Canada permet de s'assurer que les filles et les femmes se trouvant dans des régions fragiles, en crise ou touchées par des conflits continuent d'avoir accès à une éducation de qualité. À titre d'exemple, en République démocratique du Congo (RDC), le projet Sur la même longueur d'ondes, mis en œuvre par War Child Canada, offre une éducation qui tient compte des différences entre les sexes en utilisant la radio. Ce projet comprenait un programme d'enseignement radiophonique approuvé par le ministère pour trois niveaux d'études, permettant aux étudiants d'accéder à l'enseignement à distance pendant la pandémie de COVID-19 grâce à la radiodiffusion. Le projet a fourni du matériel et des



fournitures scolaires à plus de 2 000 étudiants, dont plus de la moitié étaient des filles, et a touché près de 2 400 autres bénéficiaires par le biais de programmes de formation et de sensibilisation.

Le Canada soutient l'Institut statistique de l'UNESCO (ISU) afin d'élaborer et de fournir des données ventilées par sexe dans les pays en développement, y compris les États fragiles et touchés par des conflits. En 2020-2021, l'Institut a mis à disposition neuf nouvelles ressources de données méthodologiques pour suivre l'équité en matière d'éducation à l'échelle mondiale.

Soutenir une éducation respectueuse de l'égalité des sexes

Le soutien du Canada au projet de transformation d'éducation tenant compte des sexospécificités de Right to Play contribue à promouvoir l'éducation inclusive au Ghana, au Mozambique et au Rwanda. Au Ghana, le projet a élaboré des plans d'action pour aider les comités de gestion des écoles et les associations parents-enseignants à résoudre les problèmes propres au genre. Environ 80 % des écoles ont été en mesure d'exécuter partiellement ou totalement leurs plans d'action comme prévu. Au Rwanda, 400 bénévoles formés ont mené des campagnes de sensibilisation dans 200 villages. Ces campagnes ont touché plus de 40 000 parents et 27 000 enfants par l'entremise de messages diffusés. Au Mozambique, le projet a aidé plus de 1 200 enseignants à intégrer des méthodes d'apprentissage tenant compte de la dimension de genre dans la salle de classe.

Changer les choses grâce à des initiatives multilatérales

La participation du Canada aux initiatives multilatérales en matière d'éducation continue de jouer un rôle clé dans l'amélioration des systèmes d'éducation nationaux et dans la résolution des problèmes d'éducation en situation d'urgence.

À titre d'exemple, grâce au financement du Canada et d'autres donateurs, l'éducation ne peut attendre a permis à plus de **9 millions d'enfants et de jeunes** de 33 régions touchées par les crises d'avoir un accès continu à l'éducation en offrant :

- des services d'enseignement à distance, en ligne et par radio;
- des campagnes d'information sur la santé et l'hygiène;
- des communications sur les risques et un engagement communautaire dans les langues locales;
- un soutien psychosocial et de santé mentale;
- la modernisation des installations d'eau potable et d'assainissement dans les écoles et les centres d'apprentissage.



En 2020-2021, le Partenariat mondial pour l'éducation a fourni 500 millions de dollars américains à ses 66 pays partenaires pour qu'ils mettent en œuvre leurs plans de réponse à la COVID-19. Ce financement a permis à 355 millions d'enfants d'accéder à l'enseignement à distance ou de retourner à l'école en toute sécurité dans les pays où les écoles ont rouvert.

Le Canada a fourni 2,6 millions de dollars en appui institutionnel à l'organisme [Commonwealth of Learning](#) (COL) pour soutenir l'apprentissage ouvert, à distance et assisté par la technologie. De 2015 à 2020, COL a aidé près de 2,8 millions de personnes à accéder à des possibilités d'apprentissage de



qualité et à en tirer parti. Son projet GIRLS Inspire a permis à plus de 100 000 femmes et filles du Bangladesh, de l'Inde, du Pakistan, du Mozambique et de la Tanzanie de recevoir une formation aux aptitudes à la vie quotidienne pour les aider à prévenir, à répondre et à mettre fin aux violences sexuelles et fondées sur le genre ainsi qu'aux mariages d'enfants, aux mariages précoces et aux mariages forcés.

Comprendre ce qui mine les systèmes éducatifs

En 2020-2021, le Centre de recherches pour le développement international du Canada (CRDI) a lancé des pôles régionaux dans le cadre d'un projet conjoint de 100 millions de dollars avec le Partenariat mondial pour l'éducation afin de mettre en place le programme [Partage de connaissances et d'innovations du Partenariat mondial pour l'éducation](#) (KIX). Destiné à combler les lacunes en matière de connaissances qui minent les systèmes éducatifs des pays en développement, le programme Partage de connaissances et d'innovations finance la recherche et soutient le partage des connaissances. En novembre 2020, le programme Partage de connaissances et d'innovations a lancé un observatoire de la COVID-19 pour recueillir, synthétiser et mobiliser des renseignements sur les impacts et les réponses à la pandémie dans les systèmes d'enseignement primaire et secondaire en Afrique.

Histoires de changement

Former des lecteurs à vie grâce à une préparation de qualité des enseignants

Comme beaucoup de ses pays voisins, le Mozambique souffre d'une pénurie d'enseignants. Dans le but d'augmenter non seulement le nombre d'enseignants, mais la qualité de leur enseignement, le programme de mentorat [Meilleure éducation grâce à la formation d'enseignants pour renforcer l'autonomie et les résultats](#) au Mozambique cherche à améliorer la préparation des enseignants par l'entremise d'un mentorat individuel en alphabétisation.



*Des étudiants étudient à Chitima, dans la province de Tete.
Source : © Elsa Goia, formatrice d'enseignants à l'Institut de formation des enseignants de Chitima*



Grâce à cette initiative, les enseignants en formation apprennent à enseigner la lecture et l'écriture aux enfants des écoles primaires locales, sous la supervision attentive de formateurs d'enseignants tels qu'Elsa Goia.

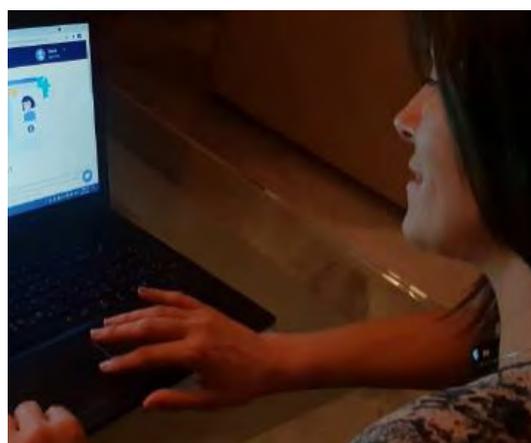
Elsa Goia estime que le projet a renforcé la capacité des éducateurs à offrir une formation d'enseignant du primaire centrée sur l'élève et tenant compte de la dimension de genre. Selon elle, l'initiative de mentorat n'a pas seulement permis d'améliorer les pratiques d'enseignement des élèves-enseignants avec lesquels elle a travaillé, elle lui a fait découvrir de nouvelles stratégies d'enseignement, comme l'utilisation d'images pour illustrer des histoires et l'adoption d'un programme de lecture guidée en classe.

Soutenir la transition vers l'apprentissage en ligne en temps de crise

En 2019 et en 2020, le Liban a été confronté à une série de crises économiques, sanitaires, sociales et politiques. En outre, le passage à l'apprentissage en ligne pendant la pandémie de COVID-19 a créé un défi important compte tenu des infrastructures et des obstacles technologiques du pays.

Avec l'aide du Centre de recherches pour le développement international du Canada (CRDI), le ministère libanais de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur a fourni aux enseignants et aux élèves des écoles publiques des ressources d'apprentissage numériques et la formation nécessaire pour s'adapter.

Diana Amin est enseignante de mathématiques, de physique et de chimie à l'école publique intermédiaire de Jbeil. Elle était très peu préparée à enseigner en ligne, mais grâce au cours *Online Learning and Assessment Pedagogies*, elle et ses collègues ont appris à maximiser l'apprentissage à domicile.



Source : © International Education Association

Renforcer le droit de participation des adolescentes colombiennes grâce aux technologies virtuelles



Source : © Isabel Cano, Fundación Plan

Au début de la pandémie, lorsque les écoles ont fermé dans de nombreuses régions du monde, l'apprentissage est devenu virtuel. Dans la région Pacifique de la Colombie, l'une des régions les plus touchées par le conflit dans le pays, ce n'était pas une tâche facile, surtout pour de jeunes femmes comme Marta, 14 ans, de Quibdó, Natalia, 15 ans, de Tumacom et Fernanda, 16 ans, de Buenaventura.

Avant la fermeture de leur école en mars 2020, les trois filles allaient à l'école le matin, même si elles participaient rarement. Selon les dires de Natalia : « À l'école, nous, les filles, n'étions pas prises en compte. Les hommes pensaient qu'ils étaient les meilleurs... nous ne pouvions pas donner notre avis. Et si nous le faisons, à ce moment-là, ils se levaient et nous disaient de nous taire ».



L'apprentissage virtuel semblait impossible en raison du manque d'accès à Internet dans la région et l'accès limité des étudiants à la technologie. Néanmoins, en juin 2020, ces trois adolescentes ont commencé à participer à la stratégie virtuelle « Training for Participation » du projet Leader pour la paix, financé par le Canada. Cette stratégie visait principalement les adolescentes et leur fournissait des outils pour se connecter, recevoir des formations et participer régulièrement avec leurs pairs dans toute la région Pacifique.

Grâce à cette stratégie, les filles connaissent désormais leurs droits et ont découvert des compétences qu'elles ignoraient posséder. Selon Martha : « Pendant la pandémie et les processus virtuels, j'ai découvert mon talent. J'ai compris que j'étais douée pour faire des vidéos, alors quand on me donnait des activités à l'école et en groupe, je les faisais; quand c'était avec d'autres personnes, je me chargeais du montage, etc.; eh bien, j'ai vraiment aimé ça ».

Pour sa part, Fernanda souligne qu'elle a : « appris l'importance de connaître nos droits, mais surtout de parler pour les filles de mon territoire qui ne peuvent pas le faire pour elles-mêmes ».

Le projet, mis en œuvre par Plan International Canada, a fait la différence pour des milliers de jeunes femmes de la région Pacifique de la Colombie, dont beaucoup sont survivantes de violences. Comme Marta, Natalia et Fernanda, elles ont maintenant acquis une nouvelle confiance, une force et une connaissance des droits de la personne et de l'égalité des genres.

En savoir plus sur ce thème

Politique d'aide internationale féministe

[Éducation](#)

Évaluations

[Évaluation de la Stratégie internationale en matière d'éducation du Canada](#)

[Rapport sommaire : Évaluation formative du Programme canadien de bourses de la Francophonie \(PCBF\) Phase VI – Volet développement](#)

Autres

[Ensemble pour apprendre – Éducation des enfants et des adolescents réfugiés, déplacés de force ou vivant dans des communautés d'accueil](#)

[Initiative de Charlevoix sur l'éducation](#)





Source : © UNICEF / Omar Albam

Action humanitaire

Grâce à son aide humanitaire, le Canada contribue à sauver des vies, à atténuer la souffrance humaine et à préserver la dignité des populations touchées par des crises humanitaires dans les pays en développement. Cependant, l'augmentation du nombre et de l'intensité des conflits armés, ainsi que l'ampleur et la fréquence des catastrophes naturelles, a entraîné des niveaux sans précédent de besoins humanitaires.

C'est pourquoi le Canada participe activement à des initiatives multilatérales et multipartites visant à améliorer le système international d'intervention humanitaire et à renforcer le régime international de politique des réfugiés.

L'approche sensible au genre dans l'action humanitaire du Canada tient compte des vulnérabilités préexistantes et de la discrimination intersectionnelle – par le sexe, la race, l'ethnicité, l'âge, les capacités et le statut de réfugié – pour permettre aux acteurs humanitaires de répondre plus efficacement aux besoins des personnes touchées par les crises, en particulier les femmes et les filles.



Le Canada s'emploie, par l'intermédiaire de ses partenaires des Nations Unies, des ONG et du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, à fournir une aide alimentaire et nutritionnelle, de l'eau potable et des services sanitaires, des refuges, de la protection, des services de santé (y compris des services de santé sexuelle et reproductive) et d'autres formes d'aide d'urgence.

Plus précisément, le Canada s'emploie à accroître la sexospécificité de l'action humanitaire par des approches ciblées et transversales dans quatre domaines clés :

- principes humanitaires et droit international humanitaire;
- violence sexuelle et fondée sur le genre dans le contexte des crises humanitaires;
- santé sexuelle et reproductive pendant les interventions humanitaires;
- renforcement du pouvoir des femmes et des filles.



Engagements clés

En 2020-2021, le Canada a investi **1,16 milliard de dollars dans l'aide internationale au titre de l'action humanitaire**, dont 1,16 milliard de dollars sous la forme d'aide publique au développement (APD), par l'entremise de partenaires des Nations Unies, d'ONG et du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

Cette aide :

- a permis de répondre aux besoins humanitaires de plus de 115 millions de personnes;
- comprend plus de 370 millions de dollars pour faire face aux implications humanitaires de la pandémie de COVID-19.

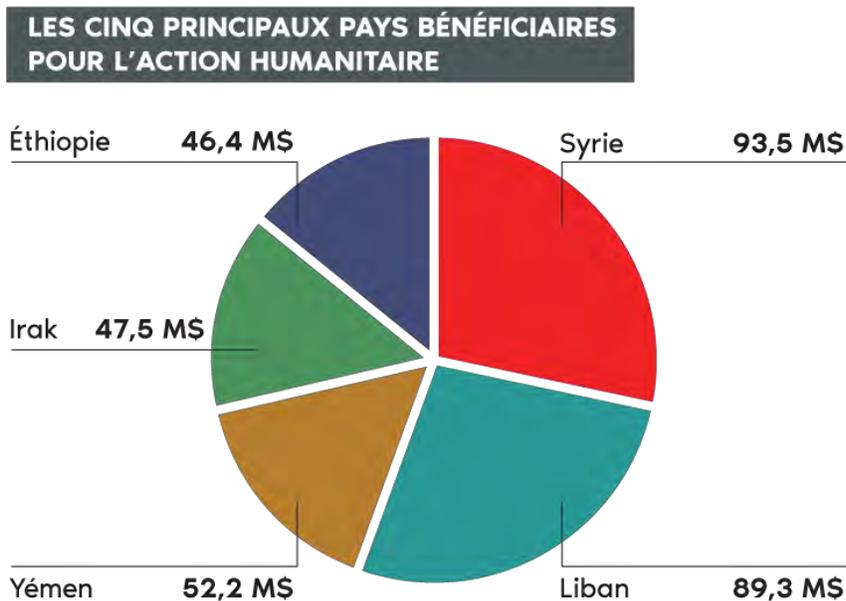
Le Canada demeure fermement résolu à faire progresser les engagements de la « [Grand Bargain](#) » visant à fournir un financement humanitaire plus souple et plus prévisible. En 2020-2021, le Canada a fourni plus de 35 % de son financement humanitaire sans affectation ou avec une affectation souple, et 58 % de son financement par l'entremise d'accords pluriannuels.

En vertu de sa Politique d'aide internationale féministe (PAIF), l'approche du Canada est axée sur l'autonomisation des femmes et des filles, la satisfaction de leurs besoins d'aide et de protection, et la réduction des incidents d'exploitation et d'abus sexuels. En 2020-2021, 97 % des projets bilatéraux de développement et d'aide humanitaire du Canada intégraient les principes de l'égalité entre les sexes. En tant que responsable de l'[Appel à l'action pour la protection contre la violence sexiste dans les situations d'urgence](#), le Canada a soutenu l'élaboration de la feuille de route stratégique pour 2021-2025. Le Canada a été le fer de lance des énoncés conjoints au nom des 87 États partenaires de l'Appel à l'action, des organisations internationales et des ONG. Il s'agissait notamment de plaider pour la reconnaissance des services de lutte contre la violence sexuelle et fondée sur le genre comme étant essentiels et vitaux dans toutes les réponses humanitaires à la pandémie.

Le Canada a fourni 41,7 millions de dollars pour soutenir les services de santé sexuelle et reproductive dans le cadre de son programme d'aide humanitaire. Ce soutien a aidé à prévenir des décès, des maladies et des incapacités liés aux grossesses non désirées, aux complications obstétriques et aux troubles reproductifs, ainsi qu'à la violence sexuelle et fondée sur le genre.



Point de mire sur les résultats



En 2020-2021, le Canada, de concert avec d'autres donateurs internationaux, a fourni un soutien qui :

- a aidé directement plus de 115 millions de personnes par l'entremise du Programme alimentaire mondial (PAM) en soutenant l'aide alimentaire d'urgence et les programmes de nutrition;
- a fourni une assistance liée à la COVID-19 à plus de 39 millions de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays par l'intermédiaire du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés;
- a fourni de la nourriture à plus de 4 millions de personnes, ainsi que de l'eau à 35 millions de personnes, par l'intermédiaire du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Initiatives clés sous les projecteurs

Soutenir les personnes vivant dans des situations de crises prolongées

En 2018, le Canada a engagé 300 millions de dollars sur trois ans pour répondre à la crise des Rohingyas au Myanmar et au Bangladesh, dont 124 millions de dollars en aide humanitaire. En 2020-2021, ce financement humanitaire a permis aux partenaires du Canada de :

- fournir une aide alimentaire d'urgence à plus de 1,3 million de réfugiés rohingyas et de communautés d'accueil au Bangladesh, et à 560 000 personnes au Myanmar;

- fournir des services de soins de santé à plus de 1,2 million de réfugiés et de membres des communautés d'accueil au Bangladesh et à 520 000 personnes vulnérables au Myanmar;
- fournir un abri et des fournitures à 855 000 réfugiés rohingyas et à 250 000 personnes vivant au Myanmar.

Aborder la violence sexuelle et fondée sur le genre et la santé sexuelle et reproductive et les droits connexes par l'entremise de l'aide humanitaire

Grâce à son soutien au Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Canada a contribué à fournir des services essentiels en matière de santé sexuelle et reproductive et de violence sexuelle et fondée sur le genre aux femmes, aux filles et aux populations vulnérables du Moyen-Orient.

En Syrie, le programme a financé des services intégrés de santé sexuelle et reproductive dans près de 200 établissements de santé. En Jordanie, le soutien du Canada a permis de fournir à plus de 130 000 bénéficiaires des services de santé sexuelle et reproductive, notamment des soins prénatals, des accouchements sans danger, du counseling et du soutien psychosocial. En Éthiopie, le Canada a apporté son soutien pour répondre aux besoins humanitaires des personnes touchées par les conflits, les déplacements, les infestations acridiennes et d'autres crises liées aux conditions météorologiques. Le Canada a fourni 3 millions de dollars pour répondre au conflit dans la région du Tigré, en Éthiopie. Ce soutien a fourni un financement flexible aux partenaires pour leur permettre de répondre rapidement aux besoins croissants des personnes touchées par le conflit.

Fournir une assistance essentielle après les catastrophes

À la suite de l'explosion du port de Beyrouth en août 2020, le Canada a rapidement fourni une contribution de 30 millions de dollars pour répondre aux besoins humanitaires immédiats de la ville et soutenir les premiers efforts de rétablissement. Entre autres initiatives, le soutien du Canada fourni par l'entremise du [Fonds de secours pour le Liban](#) a aidé les membres de la Coalition humanitaire à :

- distribuer des colis alimentaires mensuels;
- fournir une aide en espèces aux familles qui ont perdu leur maison;
- livrer des fournitures médicales essentielles;
- offrir une réadaptation physique aux personnes blessées;
- aider les enfants touchés par une catastrophe à renforcer leurs capacités d'adaptation.

Soutenir une réponse rapide aux situations d'urgence

Le Canada a fourni un soutien local pour une réponse rapide aux situations d'urgence par l'entremise du Fonds canadien d'initiatives locales, qui a affecté 550 000 dollars à 15 projets visant à répondre à des situations d'urgence soudaines dans le monde en finançant directement des partenaires locaux. Par exemple, au lendemain des ouragans Eta et Iota au Nicaragua, plus de 1 100 familles autochtones touchées par les tempêtes ont reçu des produits d'hygiène, de l'eau, de la nourriture et des trousseaux de reconstruction de logements de base.



Offrir de l'aide en Cisjordanie et dans la bande de Gaza

L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient a pour mission d'aider des millions de réfugiés palestiniens dans ses cinq champs d'opération : la Cisjordanie, la bande de Gaza, la Jordanie, le Liban et la Syrie. Grâce à son soutien continu, le Canada a permis la prestation de services sociaux, de santé et d'éducation de base, notamment :

- plus de 5,7 millions de consultations de soins de santé primaires;
- des services d'éducation de base touchant plus de 530 000 enfants;
- l'enseignement technique et professionnel pour plus de 8 700 jeunes;
- un appui au moyen de dispositifs de protection sociale, notamment sous forme d'argent et de nourriture, a été fourni à plus de 390 000 personnes;
- des prêts de microfinance ont été accordés à plus de 21 000 personnes;
- des services ont été fournis à plus de 7 000 réfugiés palestiniens handicapés, directement ou par l'entremise de partenariats avec des centres de réadaptation communautaires;
- plus de 415 000 réfugiés palestiniens en Syrie ont reçu une aide en espèces vitale;
- une assistance alimentaire en nature a été fournie à plus de 145 000 réfugiés vulnérables;
- des services de soutien psychosocial ont été fournis à plus de 18 000 réfugiés.

Le Canada a contribué à améliorer la sécurité alimentaire des petits éleveurs et des ménages agricoles mixtes vulnérables vivant en Cisjordanie. L'année dernière, le soutien du Canada a aidé 117 ménages à réhabiliter des serres, 120 ménages à reconstruire leurs abris et 127 ménages à réhabiliter leurs terres. Le Canada s'est employé à répondre aux besoins en matière d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène dans la région, en aidant plus de 700 personnes par la distribution de réservoirs d'eau dans sept communautés.



Histoires de changement

Aider les jeunes vénézuéliens à commencer une nouvelle vie au Pérou

Il y a deux ans, Genesis a dû quitter sa maison au Venezuela avec sa famille pour aller s'établir au Pérou. Lorsqu'elle est arrivée à Lima, elle n'a cessé de penser à son nom. « Il signifie le début de tout, un nouvel éveil, comme une nouvelle aube », a-t-elle déclaré.

Ce changement a été un nouveau départ pour elle et n'a fait que la surprendre. « Je n'ai jamais pensé que je pourrais me faire autant d'amis. J'avais peur au début ». Cependant, ces pensées se sont évanouies lorsque non pas un, mais plusieurs nouveaux amis péruviens et vénézuéliens l'ont aidée à se sentir chez elle.

Avant la pandémie, Genesis et d'autres adolescents péruviens et vénézuéliens se réunissaient au deuxième étage de la chapelle Lord of Miracles, dans le quartier de San Martin de Porres, à Lima, pour participer au programme « Todos somos chéveres, súmate a la integración » [Nous sommes tous cool, joignez-vous à nous dans l'intégration] mené par l'UNICEF en partenariat avec l'ONG Warmi Wasi dans le cadre du projet Intégration des enfants et des adolescents vénézuéliens au Pérou financé par le gouvernement canadien.



Source : Pérou, 2020. © UNICEF / Mandros D.

« J'adore venir ici, affirme Genesis. Les Péruviens et les Vénézuéliens se soutiennent mutuellement et échangent leurs expériences les uns avec les autres. On ne nous fait pas sentir que nous ne sommes pas d'ici. Nous sommes tous très unis et j'aime ça. Cela me procure un sentiment d'appartenance ».

Genesis dit que, chez elle, après avoir fini d'aider sa mère, elle a du temps libre et cela lui fait parfois penser qu'elle est enfermée et des souvenirs tristes lui reviennent. Lorsque cela se produit, Genesis prend son sac et se rend à la chapelle, où elle trouve exactement ce dont elle a besoin : ses amis. Genesis et ses amis passent du temps ensemble et s'entraident sans se soucier de leur lieu de naissance.

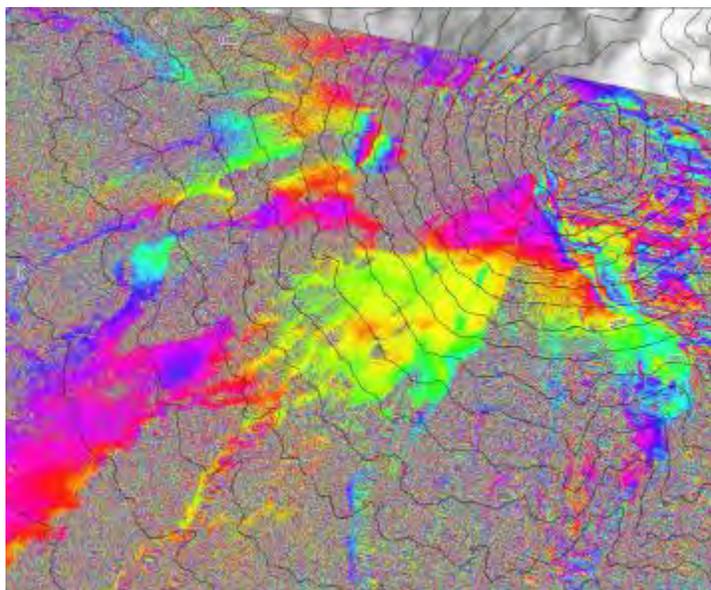
« Ici, nous avons un groupe où l'unité, le respect, l'amitié et l'amour nous permettent de tous nous sentir à l'aise ».



Utiliser la technologie spatiale pour mieux répondre aux catastrophes

La [Charte Internationale : Espace et catastrophes majeures](#) est un effort international visant à mettre la technologie spatiale au service des secouristes et des intervenants d'urgence confrontés à des catastrophes majeures. Les agences spatiales membres, dont le Canada, coopèrent sur une base volontaire et consacrent des ressources pour aider à atténuer les effets des catastrophes.

Par exemple, en novembre 2020, la charte a permis l'évacuation de 500 personnes vivant sur le mont Merapi, en Indonésie, à la suite d'une augmentation de l'activité volcanique et d'avertissements d'éruption du volcan. L'Agence spatiale canadienne a fourni sept scènes tirées des données de la mission de la Constellation RADARSAT (MCR) pour appuyer les activités d'intervention en cas de catastrophe en Indonésie.



Source : © Ressources naturelles Canada

En savoir plus sur ce thème

Politique d'aide internationale féministe

[L'égalité des genres dans l'action humanitaire](#)

Évaluations

[Évaluation du Programme d'assistance humanitaire internationale, de 2011-2012 à 2017-2018](#)

[Évaluation de la programmation de l'aide internationale canadienne en République démocratique du Congo, 2012-2013 à 2018-2019](#)

[Évaluation du programme canadien d'aide internationale en Ukraine, de 2009-2010 à 2017-2018](#)

Autres

[Aide humanitaire internationale du Canada](#)





Source : © AMC, Nicaragua

Emplois, possibilités et croissance économique

La croissance économique inclusive est essentielle pour progresser vers la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Le soutien du Canada à une croissance qui profite à tous contribue à l'éradication de la pauvreté, à la promotion de l'égalité entre les sexes et de la croissance économique, à la construction d'infrastructures résilientes et à l'appui d'une industrialisation durable.

Le Canada est déterminé à faire en sorte que les économies prospèrent et que la croissance économique profite à un plus grand nombre de personnes en aidant :

- à éliminer les obstacles à l'autonomisation économique des femmes;
- à bâtir des économies plus inclusives et durables;
- à renforcer la résilience économique.

La pandémie de COVID-19 a aggravé les inégalités de genre préexistantes, exposant les vulnérabilités des systèmes sociaux et économiques. La pandémie a réduit l'emploi des femmes de plus de 4 %.



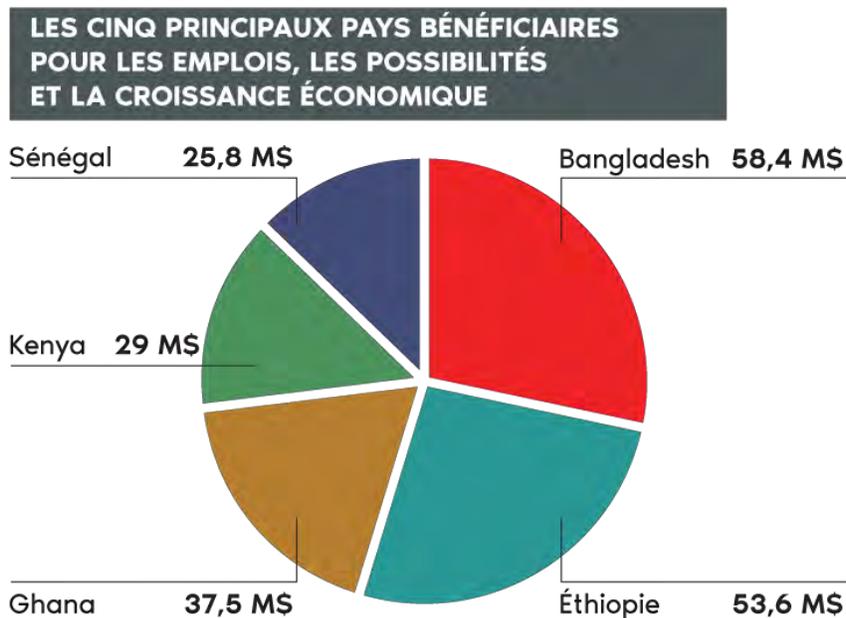
Pour soutenir les pays en développement dans leur rétablissement, il est essentiel de travailler ensemble pour bâtir un avenir qui soit inclusif, durable et résilient. Le Canada s'est engagé à répondre aux difficultés financières des personnes les plus démunies et à aider à atténuer les effets négatifs de la pandémie sur les économies des pays en développement.

Engagements clés

En 2020-2021, le Canada a investi **877 millions de dollars dans l'aide internationale**, dont 869 millions de dollars était de l'APD destinée à des initiatives d'une croissance qui profite à tous.



Point de mire sur les résultats



En 2020-2021, le Canada, de concert avec d'autres partenaires multilatéraux et mondiaux, a contribué à l'atteinte des résultats suivants :

- près de **6 millions de personnes ont été touchées** par des projets qui soutiennent l'autonomisation économique des femmes, avec 3,4 millions de personnes supplémentaires atteintes grâce au soutien à long terme du Canada aux partenaires multilatéraux et mondiaux;
- près de **7 millions d'entrepreneurs, d'agriculteurs et de petits exploitants** ont bénéficié de services financiers ou de services de développement d'entreprises, avec près d'un million de personnes supplémentaires atteintes grâce au soutien à long terme du Canada aux partenaires multilatéraux et mondiaux.

Initiatives clés sous les projecteurs

Fournir un soutien aux nations de l'Alliance du Pacifique

En 2020-2021, le Canada a contribué à la capacité des gouvernements de l'Alliance du Pacifique à gérer et à réglementer de manière durable leurs secteurs des ressources naturelles. Plus de 130 fonctionnaires du Chili, de la Colombie, du Mexique et du Pérou ont participé à des programmes menant à un certificat et à un diplôme offerts par des établissements postsecondaires canadiens. Dans le cadre du programme Éducation pour l'emploi pour l'Alliance du Pacifique, 1 600 participants des secteurs public et privé, des représentants de la société civile et des experts internationaux de ces pays et du Canada ont participé au forum international sur l'enseignement pour la formation technique et professionnelle (International Forum on Technical and Vocational Education and Training). Cette formation a permis de renforcer le dialogue

régional et d'échanger des pratiques exemplaires en matière de développement économique, de prospérité, de demandes sur le marché du travail, de gestion des ressources naturelles et de gestion de l'environnement.

Soutenir les entrepreneures par l'entremise de l'initiative We-Fi

L'[initiative We-Fi](#) fournit une assistance aux entreprises détenues ou dirigées par des femmes dans les pays en développement. L'année dernière, plus de 3 300 femmes d'affaires ont bénéficié d'un soutien financier et non financier dans le cadre de cette initiative. En outre, elle a contribué à fournir à plus de 3 000 entreprises dirigées par des femmes un accès au financement grâce à près de 78 millions de dollars de prêts et de subventions. Plus de 1 500 entreprises ont eu accès à des programmes de soutien à l'entrepreneuriat grâce à cette initiative et 15 textes législatifs ou réglementaires ont été créés pour soutenir les entreprises détenues ou dirigées par des femmes.

Soutenir la participation des femmes aux activités commerciales

Le soutien du Canada au projet Programme de formation agricole et d'appui à l'entrepreneuriat jeunesse au Pérou a permis d'augmenter le nombre de femmes participant à des activités commerciales. Ce faisant, il a contribué à transformer les normes sociales traditionnelles et a offert aux femmes davantage de possibilités de produire et de vendre leurs produits. Le projet a permis à plus de 10 000 agriculteurs, dont la moitié étaient des femmes, d'augmenter leur revenu familial de 27 % en passant d'une agriculture de subsistance à une production commerciale. Le projet a permis de créer 35 nouvelles entreprises commerciales collectives, associations et coopératives et 78 entreprises familiales.



S'engager dans des activités génératrices de revenus

Le soutien du Canada aide également les femmes du Bangladesh à devenir plus indépendantes financièrement. Grâce au projet Soutien aux moyens de subsistance et renforcement du pouvoir des femmes, 3 600 femmes ont pu améliorer leurs conditions de vie, et 2 700 jeunes (dont la moitié de filles) et 6 300 femmes se sont engagés dans des activités génératrices de revenus telles que la formation professionnelle, les liens avec le marché, les chaînes d'approvisionnement et la formation par apprentissage. Plus de 1 200 femmes et jeunes ont ainsi pu trouver un emploi sur la base des compétences qu'ils ont acquises à l'aide du projet.

Réussir dans le secteur technologique

Le soutien du Canada au projet Carrières axées sur la technologie tirant parti d'un potentiel inexploité permet aux jeunes de Cisjordanie et de Gaza, en particulier aux jeunes femmes, d'obtenir la formation dont ils ont besoin pour réussir dans le secteur de la technologie. Presque tous les participants ont déclaré que le programme leur avait permis d'acquérir les compétences nécessaires à la création d'une entreprise en ligne durable et 92 % des femmes et 94 % des hommes ont affirmé qu'il avait réduit les obstacles à l'entrepreneuriat et à l'employabilité. Un an après l'obtention du diplôme, les 153 diplômés du programme ont déclaré qu'ils continuaient à gagner un revenu durable (environ 300 dollars américains par mois).

Aider les agriculteurs éthiopiens à apprendre de nouvelles pratiques

La participation du Canada au Programme de croissance agricole a permis de soutenir de nouvelles pratiques agricoles, notamment une utilisation accrue des engrais, une meilleure irrigation des petites exploitations et un meilleur accès aux marchés, pour des milliers d'agriculteurs partout en Éthiopie. À la fin de 2020, cette initiative-phare avait aidé plus de 1,5 million de personnes, dont près de

640 000 agricultrices, et permis aux Éthiopiens d'avoir une alimentation plus variée, avec plus de légumineuses, de viande et de produits laitiers.

Histoires de changement

Nouvelles vies et nouvelles possibilités pour les migrants vénézuéliens

Il y a quatre ans, Isabella Perez a entrepris le plus long voyage de sa vie. Cette femme de 34 ans a fui le Venezuela avec ses deux filles à la recherche de meilleures conditions de vie. La pénurie de nourriture et le manque de produits de base ont contraint Isabella à quitter sa maison au Venezuela et à migrer. Elle subissait des violences dans son foyer.

Coiffeuse de formation, Isabella, qui avait bon espoir de trouver du travail en Colombie, a dû faire face à une concurrence féroce dans le secteur local de la coiffure, durement touché par la pandémie de COVID-19. Isabella a pu trouver un emploi de coiffeuse à temps partiel, de femme de ménage et de préposée à un poste d'essence. Bien qu'elle soit heureuse d'avoir trouvé un emploi, elle savait que pour subvenir aux besoins de sa famille, elle devait trouver un emploi plus stable.

Le projet SCOPE a profité directement à près de 15 000 personnes. Parmi eux, plus de 10 000 sont des jeunes et près de 4 000 sont des victimes du conflit vénézuélien.

Grâce à sa participation au projet SCOPE, financé par le Canada, Isabella a trouvé la stabilité professionnelle qu'elle recherchait désespérément. Le projet offre une formation aux compétences techniques et non techniques ainsi qu'une assistance sur mesure à des personnes comme Isabella afin qu'elles puissent trouver un emploi sur le marché du travail officiel. Il propose des ateliers d'insertion professionnelle et un soutien de suivi sur le lieu de travail.

Faire de la création d'entreprise une réalité pour les femmes de la bande de Gaza

Le projet OBADER (Women and Youth Entrepreneurs Leading Change, West Bank and Gaza) de Care Canada permet à des jeunes femmes de réaliser leur rêve de posséder leur propre entreprise.

Enas Skaik est titulaire d'un baccalauréat en administration des affaires; toutefois, le taux de chômage élevé à Gaza l'a empêchée de trouver un emploi permanent. Grâce au soutien du projet OBADER, elle a pu, avec quelques amies, lancer une petite entreprise en développant ses talents de broderie et de fabrication de produits artisanaux.





Source : © AMC

Enas avait initialement lancé son entreprise « SABAYA » en mai 2013 et commencé à promouvoir ses produits sur Facebook et d'autres plateformes de médias sociaux, mais les ventes étaient limitées à ses amis et à sa famille. Afin de faire croître son entreprise, Enas s'est jointe au projet OBADER.

Grâce à OBADER, elle a accédé à des services de développement d'entreprise qui l'ont aidé à développer SABAYA. Enas gère désormais son propre centre de formation à la couture et à la broderie et a pu embaucher quatre employées à temps plein et huit formatrices à temps partiel. En outre, 30 femmes travaillent sur appel à domicile.

En 2019, les ventes mensuelles d'Enas s'élevaient en moyenne à 2 600 dollars américains, mais grâce au soutien d'OBADER, elles ont augmenté de 25 %. Ses marges bénéficiaires ont augmenté, car elle est désormais en mesure d'assurer la finition des produits en interne, en plus d'offrir des services de formation. Non seulement elle a pu s'assurer une sécurité financière, mais son entreprise lui a également permis d'embaucher d'autres femmes dans une région où le taux de chômage est élevé.



Aider les jeunes femmes à démarrer leur entreprise



Source : © Aide à l'enfance Canada

Mis en œuvre par Aide à l'enfance Canada, le projet *Empowering Young Palestinian Women Entrepreneurs in the Agricultural Sector (She Succeeds)* [Renforcer l'autonomie des jeunes entrepreneures palestiniennes dans le secteur de l'agriculture] aide les jeunes femmes à réussir en tant qu'entrepreneures.

Ghada, 28 ans, originaire de Gaza, est l'une des nombreuses jeunes femmes qui ont bénéficié du programme. Elle a participé à l'atelier de formation à l'entrepreneuriat proposé par le MA'AN Development Center en 2020. Grâce à l'atelier, elle a appris à mobiliser ses talents dans la fabrication d'objets artisanaux, a amélioré ses compétences en gestion d'entreprise et a élaboré un plan pour une nouvelle entreprise. Elle a ensuite pu utiliser ces nouvelles compétences pour obtenir des fonds afin de créer sa propre entreprise de design et de décoration à partir de matériaux recyclés.

« Je conseille à chaque femme de révéler ses compétences entrepreneuriales et de les utiliser pour trouver ses débouchés, pour créer une possibilité d'emploi pour elle-même et pour d'autres jeunes au lieu d'être piégée dans la recherche d'emploi traditionnelle », explique Ghada.



Mentorat de femmes entrepreneures en Indonésie

Le volet Programme de mentorat pour les femmes du projet Partenariat pour l'expansion des entreprises d'APEC-Canada aide les femmes indonésiennes à réaliser leur rêve d'être propriétaires d'une entreprise.

Hayati est l'une de ces femmes : grâce au programme de mentorat, elle a reçu le soutien dont elle avait besoin pour lancer une entreprise de vente de vêtements traditionnels en batik. Hayati n'avait pas de formation commerciale formelle, mais le programme de mentorat lui a fourni les conseils dont elle avait besoin pour passer de l'étape « joindre les deux bouts » à l'expansion et à la diversification de son entreprise.

Son mentor, Nav, a fourni à Hayati des conseils personnalisés sur la planification et la croissance de son entreprise. Hayati a profité de l'établissement d'objectifs qu'elle a effectué avec Nav tout au long des 12 mois de leur relation de mentorat. Cela lui a permis de franchir des étapes importantes telles que la participation à des salons internationaux de l'habillement au Cap, à Shanghai et à Perth, le lancement d'un site Web dédié à son entreprise et la distribution d'une enquête à ses clients pour déterminer quels étaient les produits les plus populaires.



Source : © Fondation Asie-Pacifique du Canada

Hayati note que les leçons qu'elle a tirées du programme lui ont permis de s'adapter pendant la pandémie en passant à la production de masques pour répondre aux besoins croissants chez ses clients.

Des témoignages comme celui de Hayati montrent les impacts à court et à long terme du programme de mentorat. Non seulement les femmes entrepreneures acquièrent-elles des compétences commerciales tangibles, mais la relation qu'elles entretiennent avec leur mentor les encourage et les pousse à atteindre des objectifs qu'elles n'auraient peut-être pas cru possibles pour leur entreprise.

En savoir plus sur ce thème

Politique d'aide internationale féministe

[La croissance au service de tous](#)

Évaluations

[Évaluation de la Stratégie de promotion du commerce international pour les technologies propres \(2017-2018 à 2020-2021\)](#)

[Évaluation de la Stratégie du Canada en matière d'éducation internationale](#)

[Programme d'amélioration de la formation axée sur les compétences pour l'emploi \(PAFACE\)](#)

[Évaluation formative du projet Perfectionner les compétences spécialisées pour la transformation économique – Sommaire](#)

[Évaluation formative des projets en Jordanie du programme WE-LEAD de développement de l'emploi et des liens économiques pour les femmes \(P002120\) et du programme LEAP de promotion de la réussite économique \(P002121\) – Sommaire exécutif](#)



Source : © Carlos Ly, SUCO, Pérou

Climat et environnement

Les changements climatiques et l'érosion de la biodiversité constituent une menace fondamentale pour la santé de la planète et des collectivités du monde entier. Les pays en développement sont souvent les plus durement touchés et les moins bien équipés pour prévenir les conséquences de ces changements environnementaux et y faire face. Par exemple, les petits États insulaires en développement sont confrontés à des vulnérabilités structurelles et systémiques en raison de leur vulnérabilité aux catastrophes naturelles de plus en plus dangereuses et intenses. Ces pays ont besoin de solutions qui répondent particulièrement à leurs intérêts et renforcent leur capacité à jouer un rôle dans la sauvegarde de la planète.

La lutte contre les menaces environnementales et climatiques croissantes auxquelles le monde est confronté aujourd'hui exige des efforts concertés aux niveaux mondial, national et local, de la part des secteurs public et privé. L'action climatique doit être ancrée dans la lutte contre la pandémie, afin de ralentir la hausse des températures, éviter l'effondrement de la biodiversité et laisser une planète saine aux générations à venir.

Le Canada reste déterminé à soutenir les engagements des pays en développement à faire des progrès vers les objectifs de l'Accord de Paris et participe également à une série d'initiatives qui soutiennent une action ambitieuse en matière d'atténuation des changements climatiques, d'adaptation et de la nature, dont la Coalition de la haute ambition pour la nature et les peuples, l'Alliance mondiale pour les océans et l'Engagement des dirigeants pour la nature. Le Canada se concentre sur la transition vers des voies climatiques durables, l'arrêt et l'inversion de la perte de biodiversité d'ici 2030, et la neutralité carbone d'ici 2050.

Le Canada suit trois voies pour améliorer l'état de l'environnement et renforcer la résilience climatique des populations marginalisées et vulnérables en leur permettant :

- d'assurer l'égalité d'accès aux ressources naturelles, à la terre et à l'eau, leur utilisation durable et leur protection;
- de s'adapter aux changements climatiques;
- d'atténuer les impacts des changements climatiques.

Le Canada soutient la participation locale, l'acquisition de connaissances et l'appropriation des pratiques, des infrastructures et des technologies environnementales afin que les personnes marginalisées ou

La Politique d'aide internationale féministe aide à positionner les efforts du Canada de manière à soutenir la transition vers des économies à faible émission de carbone, résilientes et respectueuses de la nature tout en renforçant le pouvoir des femmes.

confrontées à des vulnérabilités soient plus à même de s'adapter plus efficacement aux changements climatiques. Ces efforts comprennent l'utilisation et la gestion durables des ressources naturelles, le soutien au développement d'une agriculture et de systèmes alimentaires durables, et l'utilisation de solutions basées sur la nature.

Le Canada reconnaît que certaines subventions ont un effet néfaste sur l'environnement et qu'il est nécessaire de revoir les politiques environnementales. Par conséquent, le Canada cherche des occasions d'accroître l'utilisation des énergies renouvelables, d'éliminer progressivement les énergies à base de carbone et d'augmenter l'efficacité énergétique, pour favoriser un meilleur accès aux habitants des pays en développement à une énergie abordable, fiable, durable et moderne.

Engagements clés

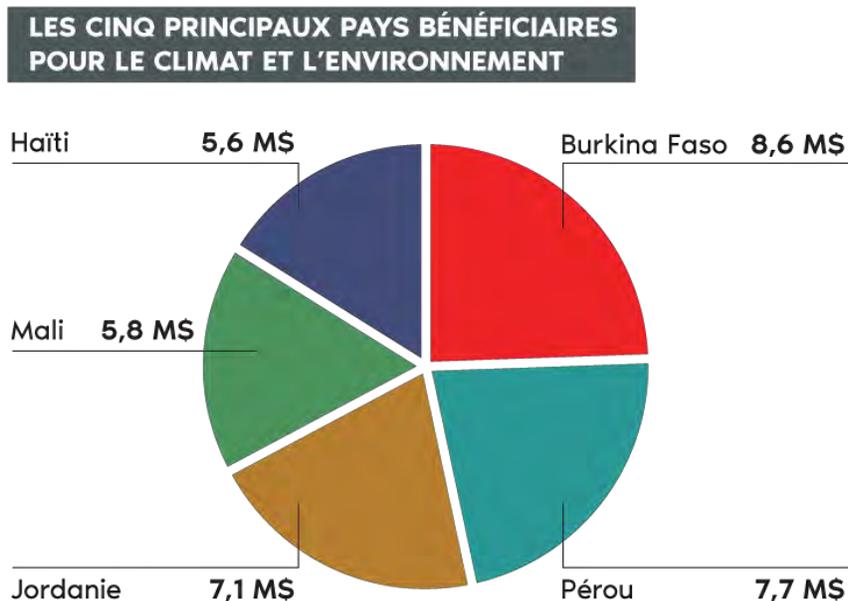
En 2020-2021, le gouvernement du Canada a investi **1,08 milliard de dollars dans l'aide internationale**, dont 1,08 milliard sous la forme d'aide publique au développement (APD), pour des initiatives en matière d'environnement et d'action climatique.

Le Canada a pleinement respecté son engagement de fournir 2,65 milliards de dollars sur cinq ans pour aider les pays en développement à lutter contre les changements climatiques. À partir de 2022, les programmes et projets soutenus dans le cadre de cet engagement devraient permettre de réduire les émissions de gaz à effet de serre de plus de 228 mégatonnes métriques et d'aider au moins 6,6 millions de personnes à s'adapter aux effets des changements climatiques et mobiliser d'importantes contributions financières du secteur privé.¹

En 2021, le Canada a doublé son engagement précédent au titre du financement international de l'action climatique, en promettant 5,3 milliards de dollars sur la période de cinq ans allant de 2021 à 2026. Cela comprend l'augmentation du financement visant l'adaptation aux changements climatiques et l'affectation d'un financement accru aux projets qui tirent parti des solutions climatiques axées sur la nature et contribuent aux avantages connexes en matière de biodiversité.



Point de mire sur les résultats



En 2020-2021, le Canada, de concert avec d'autres partenaires multilatéraux et mondiaux, a contribué à l'atteinte des résultats suivants :

- **plus de 2,8 millions de personnes ont tiré profit** de projets d'adaptation aux changements climatiques, de même que 67 millions de personnes supplémentaires grâce à des projets financés avec le soutien à long terme du Canada à l'endroit de partenaires multilatéraux et mondiaux;
- **4,16 mégatonnes d'émissions de gaz à effet de serre ont été réduites ou évitées** grâce aux contributions du Canada, et le soutien aux partenaires multilatéraux et mondiaux a contribué à réduire ou à éviter 1 313 mégatonnes supplémentaires d'émissions de gaz;
- **près de 2 900 personnes ont trouvé un emploi** dans le secteur de l'environnement, notamment dans des fonctions techniques, de supervision et de gestion.

Au cours des cinq dernières années, le Canada a versé 350 millions de dollars de l'engagement total de 600 millions de dollars au Fonds vert pour le climat (FVC) – un mécanisme de financement de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) – dans le cadre de l'engagement du Canada à aider les pays en développement à faire la transition vers des économies à faibles émissions de carbone et résilientes aux changements climatiques. En 2020, le Fonds a approuvé 46 projets supplémentaires et 92 subventions de préparation dans 91 pays.



Ces projets devraient permettre d'éliminer 918 millions de tonnes d'émissions d'équivalent de dioxyde de carbone et d'accroître la résilience de près de 147 millions de personnes.

L'an dernier, le Canada est demeuré le sixième plus important donateur du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le mécanisme financier mondial qui aide les pays en développement à respecter leurs obligations en vertu de cinq accords multilatéraux sur l'environnement. Ce soutien a contribué à la protection de la biodiversité, à la gestion des eaux internationales, à l'adaptation aux changements climatiques et à leur atténuation, à la prévention de la dégradation des sols et à l'élimination des produits chimiques et des déchets. En 2020-2021, 109 projets supplémentaires ont été approuvés, ce qui devrait entraîner les résultats suivants :

- aider 3,2 millions de personnes à s'adapter aux changements climatiques (dont la moitié seront des femmes);
- rendre 1,3 million d'hectares de terres résilientes au climat;
- atteindre 89 millions d'hectares d'aires protégées terrestres et marines;
- améliorer les pratiques pour protéger la biodiversité de 76 millions d'hectares d'habitats marins;
- éviter l'émission de 385 millions de tonnes métriques de gaz à effet de serre.

Initiatives clés sous les projecteurs

Lutter contre la dégradation des terres par des approches sensibles au genre

Le Canada fournit 6 millions de dollars pour appuyer la mise en œuvre du [plan d'action en faveur de l'égalité des sexes de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification \(CNULCD\)](#). Cette contribution permet d'intégrer des approches sexospécifiques au sein de la Convention, en mettant l'accent sur les technologies et pratiques en matière de régime foncier et de gestion durable des terres. En 2020-2021, le mécanisme mondial de la CNULCD a soutenu l'élaboration d'analyses de genre solides lors de la phase de conception de la programmation dans 13 pays.

Soutenir l'adaptation par une agriculture intelligente face au climat

Avec l'aide du Canada et d'autres donateurs et investisseurs, le Fonds international de développement agricole (FIDA) aide les petits exploitants agricoles à s'adapter aux effets des changements climatiques et à réduire les émissions de gaz à effet de serre. L'an dernier, le Canada a fourni 25 millions de dollars en subventions d'appui institutionnel au Fonds international de développement agricole ainsi que 270 millions de dollars pour un prêt concessionnel pour le financement climatique. Ce financement aide les petits exploitants agricoles à mieux résister aux chocs économiques et climatiques, à adopter des



pratiques tenant compte de la dimension de genre et à réduire leur empreinte carbone. En 2020-2021, les projets du Fonds international de développement agricole ont touché plus de 128 millions de personnes, et environ 35 % des projets étaient axés sur le climat.

Renforcer la gestion des risques climatiques en Afrique

Le projet Renforcer la gestion des risques climatiques soutient la Mutuelle panafricaine de gestion des risques pour aider ses États membres à améliorer leurs capacités à mieux prévoir les événements climatiques extrêmes et les catastrophes naturelles, telles que la sécheresse, les inondations et les cyclones, ainsi qu'à mieux s'y préparer et y répondre. En 2020-2021, 11 pays ont tiré profit de cette initiative, notamment la Côte d'Ivoire, le Zimbabwe et Madagascar. Par exemple, le gouvernement de Madagascar a reçu plus de 2 millions de dollars américains pour couvrir les pertes anticipées des moyens de subsistance à la suite d'une mauvaise récolte au cours de la saison agricole qui vient de s'achever. L'intervention rapide face à la sécheresse a permis au gouvernement de Madagascar de fournir :

- un transfert d'argent inconditionnel et le programme de travail rémunéré en espèces à 15 000 ménages vulnérables;
- un soutien nutritionnel à 2 000 enfants de moins de cinq ans;
- de l'approvisionnement en eau à 84 000 ménages.

Renforcer la résilience climatique dans les pays en développement

En 2020-2021, le Canada a fourni 1,6 million de dollars pour permettre au Centre d'excellence sur les solutions intelligentes favorisant l'égalité des genres du Partenariat mondial InsuRésilience d'accélérer une transformation sectorielle vers le financement et l'assurance contre les risques de catastrophe et pour le climat intelligent du point de vue du genre. Le projet identifie les bonnes pratiques émergentes et les stratégies efficaces sur les approches de genre et fournit des conseils aux décideurs politiques et aux praticiens. Il offre une plateforme de collaboration et un répertoire permettant de mettre en relation les décideurs et les praticiens ayant une expertise dans le domaine des changements climatiques et des approches de genre.

Le soutien du Canada à l'initiative de renforcement de la résilience des collectivités permet d'assurer une approche globale de la gestion des catastrophes au Belize, à Saint-Vincent-et-les-Grenadines et au Suriname. En renforçant la gestion globale des catastrophes aux niveaux national et local, le projet aide les communautés vulnérables à se préparer aux catastrophes naturelles et aux crises. En 2020-2021, le projet a accompli ce qui suit :

- plus de 2 000 personnes ont été directement touchées pour améliorer leurs capacités de résilience aux catastrophes;
- 460 personnes ont participé à des formations sur la réponse aux catastrophes;
- plus de 400 personnes ont participé à la conception et à la mise en œuvre de dix microprojets communautaires portant sur la préparation aux catastrophes naturelles, l'agriculture intelligente face aux changements climatiques, l'élimination des déchets, le recyclage et la réutilisation, et les solutions fondées sur la nature pour lutter contre les maladies à transmission vectorielle.



Renforcer la gouvernance climatique pour aider les pays à s'adapter

Le Réseau mondial des plans nationaux d'adaptation, mis en œuvre par l'Institut international du développement durable à Winnipeg, est une initiative mondiale à donateurs multiples qui fait progresser les processus nationaux d'adaptation au climat dans les pays en développement. En 2020-2021, le Ghana, la Côte d'Ivoire, la République des Îles Marshall, la Somalie et le Kenya ont pu améliorer l'efficacité ou la prise en compte du genre dans leurs processus de plans nationaux d'adaptation en participant au programme. En conséquence, 2,25 millions de personnes (dont la moitié sont des femmes) ont bénéficié de l'adaptation au climat.

Soutenir les initiatives visant à atténuer les changements climatiques

Créé en mars 2017, le Fonds climatique canadien pour le secteur privé en Asie (phase II) est un fonds de 200 millions de dollars conçu pour catalyser un plus grand investissement du secteur privé dans l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques. Le Fonds œuvre dans les pays à revenu faible et moyen inférieur ainsi que dans les petits États insulaires en développement à revenu moyen supérieur d'Asie et du Pacifique. En décembre 2020, plus de 84 millions de dollars américains de financement concessionnel avaient été accordés à travers huit projets dans sept pays, avec plus de 895 millions de dollars américains mobilisés en financement tiers.



À terme, ces projets devraient permettre de réduire ou de diminuer les émissions de CO² de plus de 20 millions de tonnes et devraient générer 587,6 MW de capacité d'énergie renouvelable installée.

Soutenir la gestion durable des forêts en Amérique latine

Le [Réseau international de forêts modèles](#) (RIFM) est le plus grand réseau au monde consacré aux pratiques de gestion durable des forêts. En 2019, le Secrétariat du Réseau international de forêts modèles de Ressources naturelles Canada – Service canadien des forêts et huit partenaires internationaux de forêts modèles au Pérou, en Équateur, en Colombie, en Bolivie, au Costa Rica et au Guatemala ont uni leurs efforts pour offrir RESTAURacción.

L'objectif du projet consistait à faire progresser le leadership des femmes dans la restauration des écosystèmes après des incendies dévastateurs en Amazonie et à promouvoir des investissements à plus long terme dans l'utilisation durable des terres. Grâce à RESTAURacción, 51 ateliers de formation, cours et sessions de connaissances ont été organisés pour soutenir le leadership et l'autonomisation des femmes, ainsi que la gouvernance environnementale. Ces activités ont permis à plus de 1 000 personnes, dont plus de la moitié étaient des femmes, d'accéder à des informations précises sur les écarts entre les sexes et leurs conséquences, et de cerner des solutions potentielles et des actions concrètes pour les réduire.

Réduire les polluants climatiques à courte durée de vie pour lutter contre les changements climatiques

En 2020-2021, le Canada a tenu son engagement de verser 10 millions de dollars à la Coalition pour le climat et l'air pur, une initiative internationale visant à faire progresser les efforts de réduction des polluants climatiques à courte durée de vie comme le méthane, les hydrofluorocarbures, le carbone noir et l'ozone troposphérique, qui causent un changement climatique important à court terme. Le Canada est un partenaire fondateur de la coalition et participe activement aux initiatives de travail visant à réduire ces polluants provenant des secteurs de l'agriculture, du transport, du refroidissement et des déchets solides municipaux.

Protéger la biodiversité et le monde naturel

Le [Musée canadien de la nature](#) est membre de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Par l'entremise de cette organisation, ses scientifiques collaborent avec des musées, des ONG, des universités et des instituts de recherche du monde entier pour créer de nouvelles connaissances sur le monde naturel et les défis posés par les changements climatiques, la perte de biodiversité et la faiblesse de la culture scientifique. Le musée fait partie d'une initiative de l'UICN en cours parmi les musées d'histoire naturelle, qui recherche des fonds pour numériser les collections internationales afin que les données puissent être utilisées pour faire progresser les connaissances et informer les politiques publiques et le développement industriel.

Histoires de changement

Des solutions naturelles pour relever les défis climatiques au Pérou



Source : © John Michael Ramon Taya, Pérou

Le Pérou est l'un des pays les plus vulnérables du monde aux changements climatiques et aux enjeux de sécurité de l'eau. En 2020-2021, le Canada a poursuivi sa collaboration avec l'Agence américaine pour le développement international pour mettre en œuvre le projet [d'infrastructure naturelle pour la sécurité hydrique](#) afin d'accroître la résilience des communautés face aux risques climatiques, tels que les inondations, les sécheresses et les glissements de terrain. Il contribue à la conservation, à la restauration et au rétablissement des infrastructures naturelles, telles que les zones humides et les forêts.

Le projet vise à renforcer la participation et le leadership des femmes dans la prise de décisions et à assurer l'intégration des considérations liées à l'équité entre les sexes dans les politiques nationales relatives à l'eau et au climat. En 2020-2021, un portefeuille d'investissements de 214 millions de dollars américains a été élaboré en collaboration avec les utilisateurs d'eau, les partenaires gouvernementaux et le secteur privé, qui vise à améliorer la capacité de la nature à capter, à filtrer, à stocker et à distribuer l'eau. Le projet a eu pour résultat l'adoption d'une quinzaine de nouveaux instruments juridiques et

politiques sur l'adaptation climatique, dont cinq propres à l'égalité entre les sexes et à la lutte contre la discrimination à l'égard des femmes et des filles. Des outils techniques permettant une meilleure prise de décision dans ce domaine ont été élaborés.

Le projet a permis à quelque 900 participants et 1 400 professionnels d'accroître leurs connaissances en matière de gestion des ressources en eau. « Les femmes péruviennes sont celles qui gèrent l'eau; nous sommes liées à cette ressource », déclare l'une des femmes participant au programme de leadership du projet pour les femmes dans la gestion de l'eau.

La redevance mensuelle perçue auprès des utilisateurs d'eau péruviens a commencé à être réinvestie dans des projets de rétablissement des écosystèmes montagneux du Pérou, afin que la population n'ait plus à vivre avec des pénuries d'eau. Par exemple, la récupération de l'écosystème naturel de Milloc, situé à 4 500 m au-dessus du niveau de la mer et menacé depuis des années par des extracteurs illégaux des sols organiques des milieux humides, apportera des avantages aux communautés rurales, ainsi qu'aux 10 millions de personnes qui résident dans la métropole de Lima.

Le projet a permis la création de partenariats entre les cultures anciennes, les populations rurales, les communautés urbaines, les scientifiques, les secteurs privé et public, ainsi que les organisations internationales. En outre, les infrastructures naturelles sont désormais adoptées par le gouvernement péruvien comme une solution centrale pour faire face aux risques liés à l'eau de manière plus générale.

Pionnier d'un projet solaire innovant à Gaza

Le Canada soutient le premier investissement du secteur privé dans l'approvisionnement en électricité domestique en Cisjordanie et dans la bande de Gaza grâce à son aide au projet solaire de la Palestine Real Estate Investment Company (PRICO). Le projet consiste à développer, à financer, à construire, à exploiter et à entretenir une centrale solaire photovoltaïque en toiture de 7,3 MWc (mégawatts-crête) située dans la zone industrielle de Gaza.

Gaza est particulièrement touchée par de graves pénuries d'électricité et est fortement tributaire de générateurs alimentés au diesel pour les besoins de base tels que la cuisine. Le projet solaire innovant de PRICO permet de renforcer l'approvisionnement en électricité de la région et de relancer l'utilisation des énergies renouvelables. Il répond aux besoins en matière d'accès à l'énergie propre et d'infrastructures essentielles dans une région où la capacité de production est extrêmement limitée.



Source : © Wissam Nassar, IFC

Le projet solaire a déjà un impact positif dans une économie fragile, touchée par le chômage, la pauvreté et l'instabilité politique en fournissant un approvisionnement énergétique plus stable dans une région où les pénuries d'électricité affectent fréquemment les écoles, les hôpitaux, les foyers et les entreprises. En raison de son approche innovante, le projet solaire de PRICO a été sélectionné comme lauréat du [Prix de l'action climatique mondiale](#) 2021 décerné par les Nations Unies.

Atténuer les effets des changements climatiques dans les Caraïbes

Dans les Caraïbes, les changements climatiques ont déjà eu un impact extrême sur l'agriculture, la pêche, la santé, le tourisme, la disponibilité de l'eau et l'énergie – et ce sont les femmes, les filles et les autres groupes vulnérables qui en souffrent le plus. Le projet canadien EnGenDER (Enabling Gender-Responsive Disaster Recovery, Climate and Environmental Resilience in the Caribbean) aide à faire face à ces impacts.

Le projet soutient des analyses de résilience climatique basées sur le genre dans plusieurs pays des Caraïbes. En disséquant les besoins et les capacités sexospécifiques des groupes très vulnérables, l'objectif consiste à garantir l'adoption d'actions ciblées pour améliorer l'adaptation et la résilience de la région aux changements climatiques.

L'une des principales recommandations issue de ces analyses est l'investissement dans des stratégies et des plans d'action d'adaptation sectoriels budgétisés et sensibles au genre. Par exemple, Sainte-Lucie a déjà élaboré une proposition de projet ciblant les groupes marginalisés du secteur agricole – les femmes, les jeunes agriculteurs et les agriculteurs handicapés – avec le développement et l'utilisation de l'aquaponie. Par l'entremise d'EnGenDER, la Jamaïque s'emploie à faire en sorte que ses politiques en matière de transport, de logement et de changements climatiques tiennent compte de la dimension de genre.



Source : © Talk Up Yout Media, PNUD en Jamaïque

« Cela est nécessaire pour s'assurer que nous travaillons de manière régulière et continue afin d'atteindre les résultats sensibles au genre que nous recherchons, alors que nous naviguons stratégiquement dans les interrelations entre le genre et les changements climatiques », explique Sharon Coburn Robinson du bureau jamaïcain des affaires de genre.



Contribuer à la réintroduction du bison des bois dans le monde entier

En avril 2020, Parcs Canada a pris part à une initiative de conservation internationale unique en son genre visant à relocaliser 30 bisons des bois du parc national Elk Island au parc naturel Lenskiye Stolby, dans la République de Sakha, en Fédération de Russie. Il s'agit du quatrième transfert de bisons entre



Source : © Parcs Canada

Parcs Canada et la République de Sakha. Il est le résultat de nombreuses années de coopération scientifique et culturelle et de leadership international en matière de conservation entre les gouvernements du Canada, de la République de Sakha et de la Fédération de Russie.

La réintroduction et la translocation de bisons font partie des efforts canadiens et internationaux visant à restaurer l'espèce, ainsi que les écosystèmes et les habitats qui en dépendent. Le retour du bison après une quasi-extinction est l'une des réussites du Canada en matière de conservation. Grâce à ses efforts, des populations de bisons des plaines et de bisons des bois ont été rétablies en Amérique du Nord et dans le monde entier.



En savoir plus sur ce thème

Politique d'aide internationale féministe

[L'environnement et l'action pour le climat](#)

[Politique de champ d'action : L'environnement et l'action pour le climat](#)

[Projets de financement de la lutte contre les changements climatiques](#)

Évaluations

[Évaluation de la Stratégie de promotion du commerce international pour les technologies propres \(2017-2018 à 2020-2021\)](#)

[GCF results](#) (en anglais seulement)

[GEF scorecard](#) (en anglais seulement)

Autres

[CCNUCC](#)

[Accord de Paris](#)

[Cadre mondial de la biodiversité pour l'après 2020](#)

[Pacte du G7 pour la nature](#)

[Charte sur les plastiques dans les océans](#)

[Plan d'action de Charlevoix pour la santé des océans et des mers et des communautés côtières résilientes](#)

ⁱ Ces chiffres tiennent compte uniquement des projets réalisés dans le cadre de l'engagement du Canada de fournir 2,65 milliards en financement climatique pour les exercices 2015-2016 à 2020-2021. Ce financement comprend les projets soutenus par Affaires mondiales Canada et ceux soutenus par Environnement et Changement climatique Canada. Aux fins du rapport, les résultats associés à certaines initiatives multilatérales (p. ex. le Fonds vert pour le climat) ont été calculés en tenant compte du pourcentage de la contribution financière totale du Canada à ces initiatives par rapport à l'engagement de 2,65 milliards de dollars. Ces résultats se fondent sur des estimations : ils pourraient faire l'objet de modifications à mesure que de nouveaux projets seront approuvés par les initiatives multilatérales et que les résultats réels seront connus au cours du cycle de mise en œuvre.





Source : © Youth Bridge Foundation (YBF)

Gouvernance inclusive

La gouvernance inclusive est un élément fondamental du développement durable à long terme. Cependant, le monde est confronté à un affaiblissement croissant des institutions, des processus et des valeurs qui sous-tendent la gouvernance inclusive. L'espace civique se rétrécit, la polarisation et l'« autocratisation » augmentent, et la manipulation de l'état de droit et des processus électoraux s'intensifie. La diffusion numérique de la désinformation et l'utilisation croissante des nouvelles technologies pour contrôler les citoyens menacent les sociétés ouvertes, démocratiques et inclusives.

La gouvernance affecte la manière dont le pouvoir est exercé, dont les ressources sont accordées dans la société et dont les intervenants sont entendus. Elle touche la façon dont les États gèrent des défis complexes comme l'inégalité, la migration, l'urbanisation, la violence, la gestion des ressources naturelles et les changements climatiques. Pour être inclusive, la gouvernance doit servir et mobiliser efficacement tous les groupes, prendre en compte le genre et considérer d'autres facettes de l'identité personnelle. L'ensemble des institutions, des politiques, des processus et des services doivent être accessibles, responsables et réactifs pour tous les membres de la société.

En se concentrant sur l'inclusion, les pays peuvent libérer le potentiel de leurs diverses populations et faire avancer le Programme 2030. Les quatre grandes voies suivantes vers une gouvernance inclusive sont essentielles pour une croissance économique inclusive, le progrès social et la durabilité environnementale :

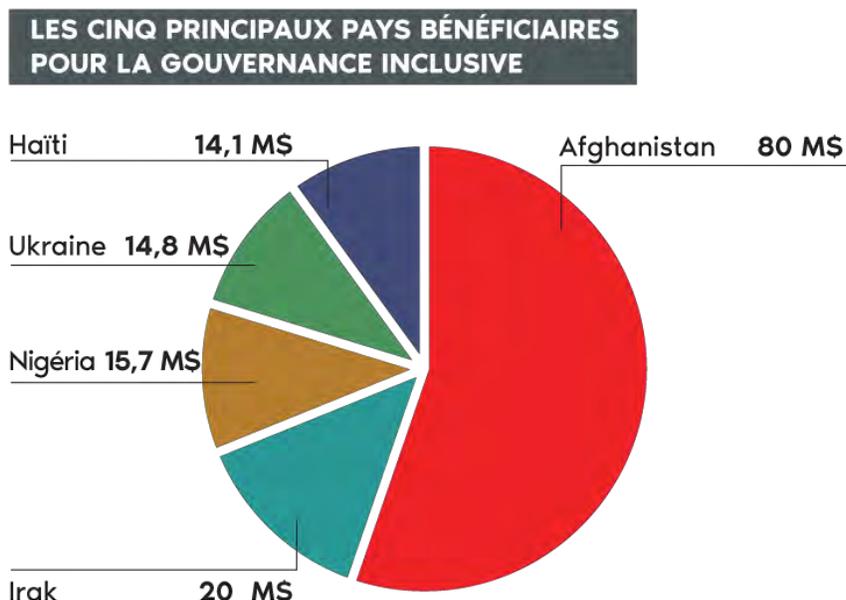
- la promotion et la protection des droits de la personne;
- la prestation d'un accès équitable à la justice;
- le renforcement de la participation à la vie publique;
- la prestation de services publics qui fonctionnent pour tous.

L'approche du Canada en matière de gouvernance inclusive reflète un engagement de longue date à l'égard de l'égalité entre les sexes. Il s'agit notamment de défendre l'analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) au niveau international et d'adopter une approche fondée sur les droits de la personne. Le Canada se concentre sur la promotion des droits de la personne des personnes vulnérables et marginalisées, y compris les personnes LGBTQ2 et les personnes aux prises avec un handicap, en établissant des partenariats avec des organismes communautaires locaux.

Engagements clés

2020-2021, le Canada a investi **446 millions de dollars** dans l'aide internationale au titre de la **gouvernance inclusive**, dont 442 millions de dollars sous la forme d'aide publique au développement (APD).

Point de mire sur les résultats



En 2020-2021, le Canada, de concert avec d'autres partenaires multilatéraux et mondiaux, a contribué à l'atteinte des résultats suivants :

- environ **230 000 personnes ont reçu un soutien** pour renforcer leur capacité à faire progresser les droits de la personne, de même que plus de 51 000 femmes supplémentaires grâce au soutien à long terme du Canada aux partenaires multilatéraux et mondiaux;
- **70 000 personnes ont démontré une capacité accrue à fournir des services juridiques** et 11 500 autres personnes ont amélioré leur capacité à fournir ces services grâce au soutien à long terme du Canada aux partenaires multilatéraux et mondiaux;
- faire la promotion de la participation et du leadership des femmes dans la vie publique en favorisant une meilleure sensibilisation, les connaissances ou les compétences de **plus de 173 000 personnes**;
- **plus de 2 500 institutions (nationales, régionales et locales) ont reçu un soutien** pour renforcer leur capacité à fournir des services publics inclusifs, réactifs et durables.

Initiatives clés sous les projecteurs

Promouvoir et protéger les droits de la personne par une gouvernance inclusive

En 2020-2021, le Canada a soutenu plusieurs initiatives visant à promouvoir et à protéger les droits des personnes LGBTQ2, notamment les suivantes :

- le [Fonds d'urgence COVID-19 mondial pour les LGBTIQ d'OutRight Action International](#) a apporté un soutien financier et d'autres types d'aide aux partenaires locaux du monde entier afin d'atténuer les conséquences négatives de la pandémie.
- [l'initiative mondiale multidonateurs pour les droits des personnes LGBTI](#) contribue à protéger les personnes LGBTQ2 dans les pays en développement contre la violence, la discrimination, la stigmatisation et la criminalisation, ainsi qu'à fournir une réponse d'urgence aux personnes et aux organisations LGBTQ2.
- le [Réseau d'égalité du Commonwealth](#) fait avancer les droits des personnes LGBTQ2 dans les pays du Commonwealth et fait la promotion de l'inclusion dans tous les aspects de la société.

Lutter contre la discrimination et la violence envers les femmes

Grâce à son soutien au projet de lutte contre la discrimination et la violence envers les femmes, le Canada a permis à la Commission interaméricaine des droits de l'homme de protéger environ 36 000 femmes et filles. Il a étendu l'accès à la justice à environ 580 personnes, dont des groupes LGBTQ2 et des groupes autochtones qui avaient demandé une aide pour résoudre des violations de leurs droits.

Accroître l'accès équitable à un système de justice fonctionnel

En Irak, le projet Renforcer le pouvoir des femmes irakiennes sur le marché du travail a formé 62 avocats à la représentation et à la consultation juridiques pour les victimes de harcèlement et de discrimination fondés sur le genre sur le lieu de travail. Il a offert une formation sur le droit du travail irakien, y compris une formation en matière de surveillance, d'établissement de rapports et de plaider sur les violations du droit du travail fondées sur le genre sur le lieu de travail.

En Ukraine, le soutien du Canada a aidé le Conseil des juges à adopter un nouveau règlement pour aider à prévenir et à résoudre les conflits d'intérêts. L'école nationale des juges d'Ukraine a réalisé une analyse de l'égalité entre les sexes dans les procédures de sélection des juges et a formulé des recommandations visant à assurer la neutralité des entretiens et des procédures de sélection. Le Canada a soutenu un nouveau processus de règlement des différends assisté par un juge, qui a permis de résoudre 26 % des cas grâce à une procédure judiciaire civile plus efficace. Ce processus contribuera à réduire l'important retard accumulé dans les affaires civiles en Ukraine.

Accroître l'engagement dans le système juridique

En Afrique de l'Est, le projet Inclusive Resource Development, mis en œuvre par l'Association du Barreau canadien, a renforcé l'engagement des barreaux pour plaider en faveur d'une réforme législative reflétant les principes de transparence, de sensibilité au genre et de responsabilité dans les industries extractives. Le projet a accru la participation de la communauté au système juridique, en particulier des femmes, afin de faire progresser les droits de la personne.



Renforcer les processus démocratiques

En République démocratique du Congo, l'appui du Canada a permis au projet d'éducation civique et électorale de toucher près de 40 % de l'électorat par des activités de sensibilisation à l'importance des élections et de la participation à la vie démocratique. Le projet a produit des manuels d'éducation civique et électorale qui ont été adoptés par le ministère de l'Éducation.

Soutenir le leadership des femmes

Le soutien du Canada au projet Autonomisation politique et leadership des femmes d'ONU Femmes a contribué à l'élimination des exigences discriminatoires pour la candidature en République centrafricaine et a aidé les femmes à se présenter à des postes de direction. Le projet a contribué à atténuer la violence à l'égard des femmes lors des élections au Nigeria, et à intégrer l'égalité entre les sexes dans le processus de révision constitutionnelle au Liberia. En Guinée, elle a soutenu l'adoption d'une loi stipulant que les femmes doivent constituer la moitié des listes de candidats aux élections.

Améliorer la transparence du travail législatif

En Amérique latine et dans les Caraïbes, ParlAmericas a formé 10 parlements nationaux à l'amélioration de la transparence du travail législatif. En outre, le soutien du Canada a permis à 15 parlementaires d'agir en faveur de l'égalité entre les sexes de renforcer la coopération entre les parlements et la société civile par l'adoption de 19 déclarations interparlementaires. Grâce à ce projet, les parlementaires de la région ont participé à 71 activités de renforcement des capacités pour améliorer la transparence.



Éliminer les obstacles à l'autonomisation des femmes

Au Bangladesh, en Indonésie, au Népal, au Pakistan et aux Philippines, le projet Creating Spaces d'Oxfam Canada a travaillé avec des dirigeants communautaires et des jeunes pour faire progresser le leadership et les droits des femmes, et améliorer l'accès aux services pour les survivants de la violence sexuelle et fondée sur le genre. En 2020-2021, 64 déclarations et actions publiques ont été entreprises par des influenceurs pour mettre fin à la violence contre les femmes et les filles, ainsi qu'aux mariages d'enfants, aux mariages précoces et aux mariages forcés.

Renforcer la capacité des services publics

En 2020-2021, le Canada s'est employé à améliorer la responsabilité et la transparence dans la prestation des services publics en renforçant les capacités d'audit de plus de 700 professionnels de l'audit national au Guyana, au Rwanda, au Sénégal et au Vietnam grâce au soutien du programme international de la Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation.

Au Ghana, le projet Mobiliser les revenus intérieurs pour la réduction inclusive de la pauvreté a permis d'augmenter de 66 % les recettes perçues par les autorités locales, de mettre en place des comités d'audit social dans 60 autorités locales et de former 300 membres à l'audit social ainsi qu'à la planification et à la budgétisation sensibles au genre.



Améliorer la gouvernance locale

En 2020-2021, la Fédération canadienne des municipalités a partagé l'expertise canadienne avec des associations de municipalités et de gouvernements locaux au Mali, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Vietnam, au Cambodge et en Bolivie. En conséquence, neuf municipalités ont pu apporter des changements durables à leurs politiques, services et pratiques afin de promouvoir le développement économique local. Le projet a travaillé avec plus de 250 élus et employés de l'administration municipale pour leur fournir une formation qui leur a permis d'élaborer des politiques et des programmes pour soutenir leurs économies locales.

Améliorer l'évaluation et la formation professionnelle

En 2020-2021, le Canada a collaboré avec la nouvelle Initiative mondiale d'évaluation (GEI), qui travaille avec des fournisseurs et des experts en développement des capacités d'évaluation du monde entier, partageant la vision de développer les données probantes nécessaires pour contribuer à de meilleures politiques et, en fin de compte, à une meilleure vie pour les habitants des pays en développement.

En partenariat avec [l'Office de la propriété intellectuelle du Canada](#), le Canada a contribué à un programme de formation en collaboration pour les examinateurs de brevets en Amérique latine, notamment au Costa Rica, en République dominicaine, au Guatemala, au Honduras, au Salvador, au Nicaragua et au Panama.

Histoires de changement

Fournir des services à proximité du domicile en Ukraine, un État touché par un conflit



Source : © Vitalii Shevelev, PNUD en Ukraine

En octobre 2020, la communauté de Severodonetsk, dans l'est de l'Ukraine touché par le conflit, a reçu un centre de services administratifs mobile moderne et pratique, qui peut se rendre dans les endroits reculés de la communauté pour apporter des services publics clés près des foyers de ses résidents les plus vulnérables.

Severodonetsk est l'une des dix communautés de l'est de l'Ukraine touché par le conflit qui ont reçu un tel centre grâce au projet canadien de prestation de services mobiles, mis en œuvre par le PNUD. Le camion 4 x 4 accessible aux fauteuils roulants est équipé de l'infrastructure nécessaire pour fournir plus de 70 services publics administratifs et sociaux, tels que l'inscription au titre des prestations sociales, l'enregistrement d'une entreprise ou d'une propriété et l'obtention d'un certificat de naissance.





Source : © Vitalii Shevelev, PNUD en Ukraine

Le village isolé de Borivske a bénéficié du centre de services sur roues. Les quelque 6 000 habitants du village, dont la moitié à l'âge de la retraite, sont souvent incapables de se rendre au centre régional afin d'accéder aux services gouvernementaux.

« Le fait de pouvoir bénéficier de services administratifs et sociaux près de chez moi signifie que les autorités locales pensent à moi et à mes voisins et tiennent compte de nos besoins particuliers », affirme Kateryna Ahafonova, une habitante de Borivske âgée de 71 ans.

Aider les jeunes électeurs à participer aux processus électoraux du Ghana

En prévision de l'élection générale ghanéenne de 2020, le Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL) a aidé la Youth Bridge Foundation (YBF) à mettre en œuvre la campagne des premiers électeurs. Le projet a aidé les jeunes ghanéens à mieux comprendre comment faire entendre leur voix en votant.



Source : © Youth Bridge Foundation (YBF)



« Je suis arrivé à un stade de ma vie où les décisions prises par nos dirigeants ont un plus grand impact sur moi et voter est une façon d'exercer mon pouvoir de choisir les décisions que je pense être les meilleures pour mon avenir et les générations à venir », explique un jeune électeur qui a participé au projet.

Le message du projet aux jeunes n'était pas seulement de sortir et de voter, mais de s'assurer que leur vote était étayé par une prise de décision éclairée. Pour aider à sensibiliser les jeunes électeurs, le projet a produit des vidéos sur les processus électoraux et les règles de vote. Le projet a produit des recherches politiquement neutres et les a présentées dans des formats adaptés aux jeunes et aux personnes handicapées.

Soutenir les femmes travaillant en première ligne durant la crise de COVID-19 en Jordanie



Source : © UN Women / Lauren Rooney

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, de nombreuses femmes en Jordanie ont joué un rôle clé dans la réponse à la crise. À titre d'exemple, des femmes issues des forces de sécurité, des secteurs de la santé et de l'éducation, ainsi que des travailleuses communautaires, étaient au premier plan, apportant leur soutien aux Jordaniens et aux réfugiés syriens vulnérables.

Najah et Wedad Oweidat sont deux femmes à la tête d'organisations communautaires qui se sont surpassées pour aider d'autres femmes et filles dans le besoin pendant la pandémie.

« Ma motivation pour devenir une humanitaire et travailler dans ce domaine était simple : soutenir les personnes dans le besoin », explique Najah, présidente de la Al Keram Charity Association à Mafraq.

En tant que membre actif du Jordanian National NGO Forum, Najah a travaillé aux côtés de 20 autres organisations de la société civile (OSC) dirigées par des femmes pour élaborer un plan d'intervention d'urgence destiné à soutenir les efforts d'intervention du gouvernement à Mafraq. Leur objectif consistait à promouvoir les interventions communautaires qui s'appuient sur l'expertise des OSC en matière de gestion des crises humanitaires et d'établissement de liens avec les communautés qu'elles servent.

Wedad est une travailleuse communautaire qui a créé la Al-Rafid Women's Agricultural Society dans une communauté rurale d'Irbid. Elle a rapidement reconnu l'importance des organisations communautaires dans la réponse à la crise de la COVID-19, en modifiant le cours des activités de son organisation pour se concentrer sur la sensibilisation aux mesures préventives et à l'autosuffisance, tout en continuant à promouvoir l'autonomisation des femmes.

En tant que membre du Jordanian National NGO Forum (JONAF), Wedad a contribué au dialogue sur « la dynamique du genre en temps de crise ». Lancée en partenariat avec l'Arab Renaissance for Democracy and Development et ONU Femmes, l'initiative avait pour but d'assurer le développement d'un



plan de réponse sensible au genre qui soutienne les efforts du gouvernement pour limiter la propagation de la COVID-19.

En savoir plus sur ce thème

Politique d'aide internationale féministe

[Gouvernance inclusive](#)

Recherches et rapports

[Rapport sur le développement dans le monde 2017 : La gouvernance et la loi](#)

[OCDE 2021 : What does "inclusive governance" mean? \(en anglais seulement\)](#)





Source : © Cpl. Judith Bertrand (GRC)

Paix et sécurité

Dans notre monde de plus en plus interconnecté et interdépendant, les conflits violents, la fragilité et l'insécurité ont des effets étendus et durables. Le nombre de conflits prolongés a augmenté de manière importante au cours de la dernière décennie et les menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité mondiales continuent de changer avec l'évolution de la politique, de l'économie et de la technologie. La pandémie de COVID-19 a encore fragilisé la paix et la sécurité mondiales en inversant les acquis du développement, en accroissant les inégalités et en remettant en cause les efforts collectifs pour construire des sociétés pacifiques, justes et inclusives.

La politique étrangère du Canada et la Politique d'aide internationale féministe guident notre engagement à l'égard des ODD 5 et 16 en établissant une réponse intégrée et sensible au genre aux défis mondiaux en matière de paix et de sécurité. Le Canada s'emploie à s'attaquer aux facteurs systémiques et à long terme des conflits et de l'insécurité par l'entremise de programmes tels que :

- le Programme pour la stabilisation et les opérations de paix;
- le Bureau des droits de la personne, des libertés et de l'inclusion;
- le Programme d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité;
- le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes;
- le Programme de réduction de la menace liée aux armes.

Cette approche est conforme au Programme sur les femmes, la paix et la sécurité, qui reconnaît que la protection et la promotion des droits des femmes et des filles sont essentielles à la construction d'un monde plus pacifique, inclusif et prospère. Le Canada s'emploie à promouvoir la paix et la sécurité en :



Le Canada et la communauté internationale reconnaissent que la relance de l'économie et la réduction de la pauvreté sont essentielles à l'instauration d'une paix durable, à l'inclusion politique et à l'accès aux possibilités, en particulier pour les groupes marginalisés et vulnérables. Toutefois, ils ne peuvent pas se suffire à eux-mêmes. **Le Programme 2030 reconnaît qu'il ne peut y avoir aucun développement durable sans la paix, ni paix ni sécurité sans un développement durable.**



- favorisant l'adoption de démarches inclusives et tenant compte des besoins des femmes en vue de prévenir les conflits violents, d'intervenir en cas de crise et d'instaurer une paix durable dans les États fragiles et touchés par un conflit;
- favorisant la réduction des menaces pour la sécurité et des réformes du système de sécurité de façon à faire place aux femmes;
- améliorant la gestion multilatérale des enjeux liés à la paix et à la sécurité.

Le Canada soutient les principales réformes du système multilatéral, notamment le passage de la gestion et de la réponse aux crises à la prévention des conflits, de même que la prévention des coûts de la violence avant qu'elle ne s'aggrave. Grâce à son travail dans le cadre du lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix, le Canada améliore la cohérence entre la programmation de l'aide humanitaire, du développement et de la paix.

Engagements clés

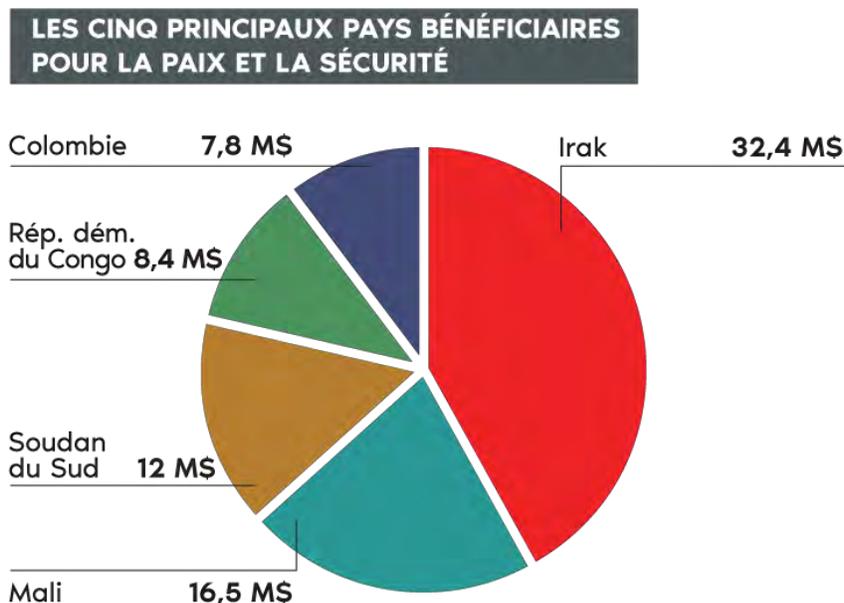
En 2020-2021, le Canada a investi **257 millions de dollars dans l'aide internationale au titre de la paix et de la sécurité**, dont 167 millions de dollars sous la forme d'aide publique au développement (APD).

Le Canada respecte ses engagements en matière de paix et de sécurité par l'entremise de programmes et d'initiatives dédiés tels que :

- l'Initiative Elsie pour la participation des femmes aux opérations de paix;
- le Plan d'action du Canada pour les femmes, la paix et la sécurité;
- le Programme pour la stabilisation et les opérations de paix, avec des fonds supplémentaires pour les priorités clés, notamment l'Afghanistan et la Stratégie au Moyen-Orient;
- le Programme de réduction de la menace liée aux armes;
- les Programmes visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité et le terrorisme, avec un financement supplémentaire pour les priorités clés, notamment la Stratégie au Moyen-Orient;
- le Bureau des droits de la personne, des libertés et de l'inclusion.



Point de mire sur les résultats



En 2020-2021, 35 % de l'aide internationale bilatérale du Canada, soit 2,2 milliards de dollars, ont été consacrés aux régions fragiles et touchées par des conflits. Il s'agit d'une diminution par rapport aux années précédentes, car l'aide internationale du Canada a augmenté de manière importante l'an dernier, en grande partie en raison de nouveaux engagements pour faire face à la pandémie de COVID-19. Cependant, le Canada a contribué à l'atteinte des résultats suivants :

- le Canada a directement appuyé plus de 200 initiatives afin d'empêcher et de détecter la criminalité, le terrorisme et la prolifération des armes, y compris les armes de destruction massive et matériaux connexes, ainsi que d'intervenir à cet égard.
- près de 13 000 militaires, policiers et civils ont reçu une formation en matière de maintien de la paix intégrant l'égalité des sexes, et de lutte contre la violence sexuelle et fondée sur le genre, l'exploitation et les agressions sexuelles.
- 13 projets et 10 contributions obligatoires soutenant les efforts internationaux et nationaux pour enquêter et poursuivre les crimes commis dans des situations de conflit violent, y compris les crimes impliquant la violence sexuelle et fondée sur le genre.
- plus de 200 organisations de la société civile, dont des organisations de femmes, pour accroître la participation des femmes aux négociations de paix et aux efforts de prévention des conflits.

Par ailleurs, plus d'un quart des projets visaient l'égalité entre les sexes, tandis que près des trois quarts des projets l'intégraient.

Initiatives clés sous les projecteurs

Le Canada a déboursé 133 millions de dollars pour promouvoir la paix et la stabilité dans les milieux fragiles et touchés par des conflits en 2020-2021. Il s'agit notamment d'initiatives dans des pays comme l'Afghanistan, la Colombie, Haïti, l'Irak, le Mali, le Myanmar, le Soudan du Sud et l'Ukraine.

Construire un monde plus pacifique et plus stable pendant la pandémie de COVID-19

En 2020-2021, le Canada a soutenu le Centre pour le dialogue humanitaire afin d'aider à la médiation et à la résolution des conflits dans les milieux fragiles et touchés par les conflits. Il s'agissait notamment de soutenir l'appel du Secrétaire général des Nations Unies en faveur d'un cessez-le-feu mondial pour permettre l'accès sanitaire et humanitaire aux populations vulnérables en raison de la COVID-19. Au Mali, le soutien du Canada a contribué à la conclusion d'un nouvel accord de paix en février 2021 entre les communautés Fulani, Dafing et Dogon.

Le Programme de réduction des menaces d'armes (PRMA) a joué un rôle central dans la réponse internationale du Canada à la pandémie de COVID-19. En 2020-2021, le Programme a participé à une série d'activités, notamment : fournir 5 millions de dollars pour permettre à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) d'améliorer la capacité de diagnostic pour détecter rapidement la COVID-19 dans 21 pays partenaires.

En Ukraine, le Canada a soutenu la réforme policière par l'entremise de son financement à Alinea International. En 2020-2021, Alinea a répondu à l'augmentation des violences domestiques pendant la pandémie de COVID-19 en mettant en place une ligne d'assistance téléphonique pour les violences domestiques, en développant les campagnes de sensibilisation et en renforçant la capacité de la police nationale ukrainienne à répondre rapidement aux signalements de violences domestiques.

Promouvoir la démocratie et les droits de la personne

En 2020-2021, le Bureau des droits de la personne, des libertés et de l'inclusion (BDPLI) du Canada a déboursé plus de 11 millions de dollars pour des initiatives de programmation qui visent à favoriser et à protéger la démocratie, ses valeurs, ses institutions et ses processus, et à renforcer la résilience sociétale à l'échelle mondiale.

L'appui au projet de l'ONG canadienne IFEX a permis de lancer un appel public par des membres locaux au Cambodge pour que le gouvernement augmente les mesures préventives afin de protéger les survivants de violence fondée sur le genre pendant le confinement. En raison de la fermeture des espaces civiques démocratiques pendant la pandémie, l'appel attire l'attention sur les abus dont sont victimes les femmes, les enfants et les personnes LGBTQ2 dans les centres de quarantaine cambodgiens et dans les foyers où ils sont confinés et victimes d'abus. L'appel établit une liste claire de recommandations à l'intention des responsables gouvernementaux pour qu'ils permettent aux femmes de parler en toute sécurité de leurs abus sans craindre de représailles et qu'ils établissent des systèmes de signalement sécuritaires, notamment en ligne.

Accroître la participation des femmes dans les opérations de paix

Le Canada continue de se faire le champion de la participation significative des femmes en uniforme dans les opérations de paix des Nations Unies par l'entremise de l'[Initiative Elsie](#). En 2020-2021, le Canada a continué à coprésider le comité directeur du Fonds de l'Initiative Elsie des Nations Unies. Le fonds a annoncé ses premiers bénéficiaires, parmi lesquels des forces armées ou des institutions de police du Sénégal, du Liberia et du Mexique. Tous les bénéficiaires se sont engagés à relever et à éliminer les obstacles à la participation significative des femmes aux fonctions de maintien de la paix en



uniforme. La méthodologie « Measuring Opportunities for Women in Peace Operations » est un outil novateur qui a été développé pour aider les institutions militaires et policières à définir les obstacles et les solutions pour une participation significative des femmes aux opérations de paix des Nations Unies. La méthodologie a été publiée en octobre 2020 et fait présentement l'objet de projets pilotes dans sept pays.

Pour souligner le 20^e anniversaire de la [résolution historique 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies](#), le Canada a consacré 5 millions de dollars pour aider les femmes qui travaillent à la consolidation de la paix à combler les lacunes dans la mise en œuvre du Programme sur les femmes, la paix et la sécurité. Le Canada a créé un programme annuel de prix pour les femmes, la paix et la sécurité afin de souligner l'excellence dans la recherche et le leadership de la société civile, et a lancé une campagne de sensibilisation mondiale d'un an pour reconnaître, soutenir et protéger le travail important des femmes qui construisent la paix.

En 2020-2021, en finançant le projet [Appui au Plan d'action national jordanien sur la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies](#), le Canada a aidé les agences du secteur de la sécurité jordanien à augmenter le nombre de femmes en uniforme, de même que le nombre de femmes jordaniennes participant aux missions de maintien de la paix des Nations Unies. Le projet a permis aux agences du secteur de la sécurité jordanienne de développer des stratégies d'intégration des enjeux de genre et de créer des structures pour superviser et rendre compte de la mise en œuvre des stratégies. Le projet s'est également concentré sur la lutte contre la violence sexuelle et fondée sur le genre en :

- fournissant à quatre organisations de défense des droits des femmes un financement pour des campagnes et des services de sensibilisation;
- formant 113 juges, procureurs et agents de police sur le traitement des cas de violence sexuelle et fondée sur le genre;
- offrant à près de 12 000 femmes survivantes un accès à certains services, notamment une assistance psychosociale, des conseils juridiques et des abris.



Faire face et réagir aux menaces nucléaires et radiologiques

En 2020-2021, le Canada a continué à soutenir les initiatives de non-prolifération nucléaire dans le monde. Depuis 2018, le Canada a versé un total de 19 millions de dollars pour soutenir les efforts internationaux visant à contenir et à confronter le programme illicite d'armes nucléaires de la République populaire démocratique de Corée. En fait, le Canada demeure le plus important contributeur aux activités de surveillance et de vérification du Plan d'action conjoint et exhaustif.

Après l'explosion du port survenue au Liban en août 2020, le Canada a aidé INTERPOL à déployer son équipe de lutte contre le terrorisme chimique et explosif pour évaluer le site de l'explosion et recueillir des renseignements médico-légaux. Le financement canadien a permis l'installation d'équipements à l'aéroport international Queen Alia de Jordanie pour aider à prévenir, à détecter et à interrompre les tentatives de contrebande de matériaux nucléaires ou radiologiques. Au cours des trois premiers mois de fonctionnement, ce nouvel équipement a numérisé plus de 40 000 envois.

Détecter et perturber le commerce de biens et d'armes illicites

En Amérique latine et dans les Caraïbes, le soutien du Canada au Programme de contrôle des conteneurs de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a permis d'améliorer la capacité des agents des douanes et des forces de l'ordre à détecter et à interrompre le flux de marchandises faisant l'objet d'un trafic illicite. En 2020-2021, le programme a effectué plus de 320 saisies de substances

illicites, dont plus de 100 cas de cocaïne, d'armes à feu, de munitions et de précurseurs chimiques. Ces saisies comprenaient 250 kilogrammes de cocaïne destinés au Canada.

En 2020-2021, le Canada a soutenu les efforts déployés au Mali, au Burkina Faso et au Niger pour surveiller le trafic transfrontalier illicite d'armes légères et de petit calibre par des groupes armés et terroristes. Ce soutien a permis d'améliorer la capacité des organismes chargés de l'application de la loi et de la sécurité à recueillir et à analyser des données pour les enquêtes criminelles et terroristes, y compris 16 enquêtes liées au terrorisme au Mali.

Atténuer les risques liés aux engins explosifs

Grâce à un projet de 1,5 million de dollars avec le Service d'action antimines des Nations Unies, le Canada a accru la capacité du Burkina Faso à atténuer de manière sûre et efficace les risques posés par les engins explosifs improvisés, en particulier dans cinq régions vulnérables du pays. Par l'entremise du projet :

- plus de 1 700 membres de la Police nationale et de la Gendarmerie ont reçu une formation sur les engins explosifs;
- plus de 200 membres du personnel de sécurité ont obtenu une meilleure compréhension des questions de genre et des droits de la personne;
- une éducation aux risques a été offerte à environ 15 000 personnes vivant dans des régions à haut risque.

Soutenir la paix et la stabilité par des déploiements à l'étranger

En 2020-2021, plus de 33 % des 170 policiers canadiens déployés dans le cadre de missions de paix étaient des femmes. Ces officiers étaient engagés dans des missions en Cisjordanie, en Ukraine, au Mali et en République démocratique du Congo. En fait, des femmes commandant de contingent ont dirigé deux des missions. Deux policières canadiennes ont été déployées à l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche afin de mettre à jour son matériel de formation pour les considérations de genre et une approche sensible aux conflits. Ces policières ont contribué au développement d'initiatives de renforcement des capacités en matière de prévention et de réponse à la violence sexuelle et fondée sur le genre.

Au Mali, le Canada a continué de soutenir le Fonds fiduciaire de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) en 2020-2021. Pas moins de 12 policiers canadiens déployés ont renforcé la capacité opérationnelle de la MINUSMA dans la région.

Le [Service correctionnel du Canada](#) a continué à déployer des spécialistes des services correctionnels dans le cadre des opérations de paix. En décembre 2020, le Canada a assumé la coprésidence du Group of Friends of Corrections in Peace Operations (GOF) aux côtés de la Suède et du Burkina Faso. Grâce à sa participation à ce groupe, le Canada fournit des conseils d'experts et une assistance technique pour la mise en œuvre des mandats correctionnels dans les opérations de paix, l'élaboration de politiques, de directives et de matériel de formation, ainsi que l'établissement et le renforcement des liens avec les Nations Unies et les partenaires externes.

Faciliter la coordination de la sécurité en Israël, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza

Les Forces armées canadiennes (FAC) ont poursuivi leur contribution de longue date au Bureau du Coordonnateur à la sécurité des États-Unis par l'entremise de l'opération PROTEUS. Le mandat du bureau consiste à soutenir la coordination israélo-palestinienne en matière de sécurité et de diriger



l'assistance internationale pour la réforme du secteur de la sécurité de l'Autorité palestinienne et le renforcement des capacités. Le Canada est le plus important pays contributeur, et 23 membres des FAC et deux membres de la police civile soutiennent actuellement sa mission.

En 2020-2021, les efforts déployés par le Canada dans le cadre de l'opération PROTEUS ont porté sur le renforcement des capacités opérationnelles des différentes forces de sécurité et d'intervention d'urgence de l'Autorité palestinienne, en mettant l'accent sur les communications, la logistique, le maintien de l'ordre, les services policiers des douanes et le travail sur leurs cadres juridiques.

Renforcer la capacité à reconnaître et à signaler les crimes au Honduras

Le Programme canadien d'aide au renforcement des capacités de lutte contre la criminalité a permis à plus de 5 200 enseignants honduriens de recevoir une formation sur la cybersécurité, la cyberintimidation, la sextorsion, la traite des personnes et les documents relatifs aux abus sexuels sur les enfants. Cette formation leur a permis de mieux comprendre comment procéder pour signaler ces crimes aux autorités locales chargées de la justice et de la sécurité.

Histoires de changement

Fournir une formation essentielle au personnel déployé pour le maintien de la paix

Par l'entremise de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), le Canada a financé la formation des Casques bleus aux techniques médicales de sauvetage sur le terrain et au soutien psychologique en cas de traumatisme. En 2020-2021, l'UNITAR a mené avec succès huit formations sur mesure de trois semaines sur les traumatismes pour le personnel médical et paramédical en uniforme. Ce personnel provenait des 20 premiers pays contributeurs de troupes et de services de police, déployés dans les cinq missions de maintien de la paix des Nations Unies les plus dangereuses (en République centrafricaine, au Mali, en République démocratique du Congo et au Soudan).



Source : © UNITAR



Financé par le Programme pour la stabilisation et les opérations de paix du Canada, ce projet a permis de former 161 Casques bleus en 2020-2021. Il a contribué à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une plateforme en ligne visant à fournir des conseils et un encadrement aux participants tout au long de leur déploiement. Une formation de ce type restera indispensable pour accroître la sûreté et la sécurité des soldats de la paix, ce qui constitue l'un des piliers du programme Action pour le maintien de la paix du Secrétaire général des Nations Unies.

Veiller à ce que les crimes de guerre fassent l'objet d'enquêtes rapides et professionnelles



Une fonctionnaire canadienne, Valérie Price, a été déployée dans le cadre du projet Intervention rapide au service de la justice du Programme des déploiements civils. Source : © Valérie Price

Justice Rapid Response (JRR) a débuté comme une petite initiative, avec une feuille de calcul Excel trop compliquée, mais elle s'est transformée en une équipe raffinée et paritaire comptant plus de 700 experts de 100 pays. Depuis sa création, JRR a déployé 434 experts pour enquêter sur des génocides, des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et des violations graves des droits de la personne dans certains des conflits les plus violents au monde.

Dans le cadre de la Plateforme de déploiements de ressources civiles du Canada, une fonctionnaire du gouvernement canadien a été déployée au sein de Justice Rapid Response pendant quatre ans, avec pour objectif de soutenir les efforts de JRR pour renforcer ses capacités organisationnelles dans deux domaines clés : la gestion axée sur les résultats et la mobilisation des ressources.

« L'aide du Canada a eu un impact profond sur l'organisation », affirme Samuel Emonet, directeur des opérations de JRR. Après sa restructuration, JRR est « désormais axée sur les résultats plutôt que sur les processus. Celles-ci ont eu à leur tour un effet évident sur la capacité de l'organisation à s'exprimer de sa valeur ajoutée et de ses résultats, afin d'instaurer la confiance parmi nos donateurs et d'attirer de nouveaux financements ».

Cette initiative s'inscrit dans les engagements du Canada à faire progresser le Programme sur les femmes, la paix et la sécurité, car elle a permis à JRR de continuer à déployer des experts hautement spécialisés pour mettre fin à l'impunité des violences sexuelles et fondées sur le genre commises dans les conflits. Le personnel de JRR est aujourd'hui en mesure d'intégrer efficacement la dimension de genre dans tous les déploiements et plus de la moitié des experts de JRR sont des femmes.



Contribuer à la création d'une Académie de police d'Haïti

En Haïti, le soutien du Canada au projet Formation des cadres de la police nationale a permis d'accroître le professionnalisme de la police nationale haïtienne en contribuant à la création d'une Académie de police nationale. À ce jour, 482 commissaires et inspecteurs ont été diplômés du programme de l'Académie.

L'Académie a atteint un niveau d'autonomie en matière de gestion et de capacité d'enseignement qui lui permet d'offrir un programme de formation de haute qualité aux commissaires et inspecteurs de la Police nationale d'Haïti. Outre l'intégration et la mise en œuvre de pratiques sensibles au genre, l'Académie dispose désormais d'une gamme complète de politiques et d'outils de gouvernance pour offrir une formation et une pédagogie aux nouvelles recrues.



Source : © Anonyme, Police nationale d'Haïti à Port-au-Prince, Haïti

En savoir plus sur ce thème

Politique d'aide internationale féministe

[La paix et la sécurité](#)

Évaluations

[Évaluation de l'Arrangement sur la police canadienne et du Programme international de police de maintien de la paix](#)

[Évaluation du Groupe de travail pour la stabilisation et la reconstruction \(GTSR\) et du Fonds pour la paix et la sécurité mondiales \(FPSM\)](#)

Autres

[Femmes, paix et sécurité](#)

[Plan national d'action du Canada consacré aux femmes, à la paix et à la sécurité](#)

[Programmes d'aide au renforcement des capacités en sécurité](#)

[Programme pour la stabilisation et les opérations de paix](#)

[Principes de Vancouver sur le maintien de la paix et la prévention du recrutement et de l'utilisation d'enfants-soldats](#)

[Chaîne YouTube d'Affaires mondiales Canada](#)





Source : © SOCODEVI, Bolivie

Aller de l'avant : partenariats, innovation et inclusion

Collaboration avec les partenaires du Canada

En 2020-2021, le Canada a favorisé une variété de partenariats inclusifs, novateurs et efficaces par l'entremise de mécanismes multilatéraux et en collaborant avec des organisations nationales, internationales et locales à l'étranger. Ces partenariats jouent un rôle essentiel dans la conception, l'exécution et le suivi des programmes d'aide internationale du Canada. En fournissant l'expertise technique, les connaissances logistiques, les compétences en matière de plaidoyer et la portée nécessaire, ils permettent au Canada de soutenir les personnes les plus vulnérables dans les pays partenaires.

Société civile

La [Politique du Canada des partenariats avec la société civile pour l'aide internationale : une approche féministe](#) continue de guider l'engagement du Canada avec toutes les organisations de la société civile, qu'elles soient nationales, internationales ou locales.

Société civile canadienne

En 2020-2021, le Canada a fourni plus d'un milliard de dollars d'aide internationale par l'intermédiaire de plus de 200 organisations de la société civile (OSC) canadiennes, telles que des ONG, des collèges et universités, et des groupes de réflexion, qui travaillent dans 132 pays. Grâce à cette aide, plus de 30 % des OSC ont ciblé spécifiquement l'égalité entre les sexes et presque toutes ont intégré l'égalité entre les sexes dans leur travail.

Un peu plus de la moitié de cette aide a été fournie en Afrique subsaharienne. Au cours de la dernière année, l'aide aux OSC canadiennes a pris la forme suivante :

- soutien à **350 OSC locales** militant pour les droits de la personne et la gouvernance inclusive;
- soutien à plus de **750 organisations et réseaux de femmes**;
- formation technique et professionnel à plus de **8 600 diplômés**;
- services de développement financier et commercial soutenant plus de **590 000 entrepreneurs, agriculteurs et petits exploitants**.

Le Canada a renforcé le secteur de l'aide internationale en finançant le projet [Digna](#), qui permet aux OSC canadiennes de mettre en œuvre des mesures visant à prévenir l'exploitation et les abus sexuels. En 2020-2021, le projet a lancé son site Web et organisé sa première conférence annuelle afin d'accroître l'accès aux politiques et aux bonnes pratiques.

L'expertise et les réseaux des partenaires de la société civile canadienne permettent d'étendre la portée de l'aide internationale du Canada. Depuis 2017, l'initiative [Petites et moyennes organisations pour l'impact et l'innovation](#) a fourni près de 70 millions de dollars à 40 projets de développement de petites et moyennes organisations canadiennes. Cela a permis de mettre à l'essai [neuf solutions potentiellement innovantes](#) par l'entremise du Fonds pour l'innovation et la transformation. En outre, le programme [Activer le changement](#) a amélioré la capacité des organisations canadiennes à fournir des programmes inclusifs, sensibles au genre, durables et innovants.

Total des décaissements : plus de 1 milliard de dollars

Nombre d'OSC avec lesquelles nous avons travaillé : plus de 200

En savoir plus sur ce thème

[Politique du Canada des partenariats avec la société civile pour l'aide internationale : une approche féministe](#)

[Guides en matière de financement](#)

[Global Partnership for Effective Development Co-operation](#) (en anglais seulement)

[Réseau de coordination des conseils \(RCC\)](#)

[Initiative des Stages internationaux pour les jeunes Autochtones \(SIJA\)](#)

[Semaine du développement international](#)

[Programme de stages internationaux pour les jeunes \(PSIJ\)](#)

[Programme coopération volontaire \(PCV\)](#)

Société civile locale à l'étranger

Les partenariats du Canada avec des organisations locales démontrent l'immense valeur de l'expérience vécue et de l'expertise locale pour relever les défis du développement. Grâce à des partenariats locaux, le Canada peut améliorer la pertinence de son aide internationale pour qu'elle réponde aux besoins et aux priorités locales. En 2020-2021, le Canada a continué à financer directement les organisations locales de la société civile par l'entremise de programmes tels que le [Fonds canadien d'initiatives locales](#), le programme [Voix et leadership des femmes](#) et le [Fonds Égalité](#). Le Canada a lancé un appel de notes conceptuelles intitulé [Éducation pour les enfants et les jeunes réfugiés et déplacés en Afrique subsaharienne](#), qui fournira des subventions aux organisations locales.



Le Fonds canadien d'initiatives locales (FCIL) permet aux missions canadiennes à l'étranger de travailler directement avec des partenaires locaux pour réaliser des projets à petite échelle et à fort impact. Pendant la pandémie, les relations avec les organisations locales ont été une source d'information essentielle pour suivre l'évolution des besoins des communautés difficiles à atteindre. Par exemple, au Honduras, les partenaires locaux ont tenu la mission diplomatique du Canada informée de la façon dont la pandémie affectait les communautés rurales et les travailleuses vulnérables, ainsi que des risques permanents auxquels s'exposent les défenseurs des droits des personnes LGBTQ2.



En 2020-2021, le FCIL a apporté un soutien de plus de 33 millions de dollars à 662 projets dans 134 pays. 80 % de ces projets ont été mis en œuvre par des organisations locales.

Total des décaissements : 574 millions de dollars

Nombre d'OSC avec lesquelles nous avons travaillé : plus de 1 200 à l'étranger

Engagement multilatéral : organisations, sommets et forums

En 2020-2021, la pandémie de COVID-19 a souligné l'importance de la coopération multilatérale pour garantir une réponse et un rétablissement efficaces et de grande envergure.

Le G7 et le G20 ont traditionnellement servi de plateformes pour le Canada afin de faire avancer ses priorités de l'aide internationale. Lors de sa présidence du G7 en 2021, le Royaume-Uni a mis un fort accent sur l'aide internationale, présentant un programme ambitieux de travaux de développement.

En 2020, pendant la présidence saoudienne du G20 et en prévision du Sommet de Riyad de 2020, le Canada a participé activement aux négociations sur les cinq résultats attendus du Groupe de travail du G20 sur le développement. Les alliances du Canada avec des partenaires clés au sein du groupe ont permis d'assurer que les considérations relatives à l'autonomisation des femmes et à l'égalité des genres soient incluses dans bon nombre des réalisations du G20. Le Canada a fait la promotion de l'initiative Financement du développement à l'ère de la COVID-19 et au-delà au G20.

Veillez consulter les pages sur le [G7](#) et le [G20](#) pour plus de détails sur le rôle du Canada dans ces organisations.



Organisations des Nations Unies

Le Canada a continué d'adopter une approche multidimensionnelle de la mobilisation stratégique avec les partenaires des Nations Unies, consistant en des réunions bilatérales, en des dialogues stratégiques et en des échanges réguliers dans le cadre des organes directeurs et des comités exécutifs. Chacun de ces forums offre une plateforme lui permettant de travailler en collaboration avec des partenaires multilatéraux afin de définir les objectifs et les résultats de l'aide internationale, en plus des objectifs de gouvernance et de réforme.

Les partenariats étroits du Canada avec des entités de développement et d'aide humanitaire, notamment le PNUD, l'UNICEF, le FNUAP, ONU Femmes, le HCR et le PAM, constituent un moyen efficace et efficient d'aborder les problèmes de développement et les situations humanitaires complexes et globales.



En 2020-2021, le Canada a continué de tirer parti de l'expérience, de l'expertise et du pouvoir de rassemblement du système des Nations Unies pour atteindre les plus pauvres et les plus vulnérables, et pour contribuer à la réalisation des ODD.

Organisation internationale de la Francophonie

En 2020-2021, la programmation de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a établi comme priorité le soutien à l'autonomisation des jeunes et des femmes francophones à travers des projets menés en partenariat avec près de 800 organisations de la société civile, principalement en Afrique. En outre, les contributions du Canada à des initiatives particulières de l'OIF, comme [La Francophonie avec Elles](#), ont permis d'améliorer l'accès des femmes et des filles au développement économique, à l'éducation et aux soins de santé, et à les protéger contre toutes les formes de violence. En 2020, 14 000 femmes et filles ont bénéficié de ce financement à travers près de 60 projets dans 20 pays francophones.

Pour en savoir plus sur la collaboration du Canada avec l'OIF, veuillez consulter le site Web [Le Canada et la Francophonie](#).

Commonwealth

Par son soutien au [Commonwealth](#), le Canada a contribué à améliorer la vie des personnes vulnérables et marginalisées dans 54 pays membres en 2020-2021. Ce soutien a permis de réaliser des progrès dans des domaines tels que l'autonomisation des femmes, la gouvernance inclusive, l'action climatique et la primauté du droit. Il a permis de répondre aux besoins particuliers des petits États et de renforcer leur voix dans les forums multilatéraux.

En 2020-2021, le Canada a versé 6,91 millions de dollars en soutien institutionnel au [Secrétariat du Commonwealth](#) et 1,22 million de dollars à la [Fondation du Commonwealth](#) sous la forme de contributions obligatoires.

Institutions financières internationales

Les institutions financières internationales (IFI) comprennent les banques multilatérales de développement (BMD) et le Fonds monétaire international (FMI). Étant donné l'étendue de leurs activités, de leurs réalisations passées, de leur expertise technique et financière, de leur rôle rassembleur, ces institutions figurent parmi les plus importants partenaires stratégiques internationaux du Canada en matière de développement. Elles soutiennent la croissance économique et la réduction de la pauvreté et encouragent la coopération et l'intégration régionales. Le FMI vise aussi à favoriser la coopération monétaire mondiale, à assurer la stabilité financière et à faciliter le commerce international. Les pays



membres, dont le Canada, fournissent à ces institutions des capitaux, des subventions, des prêts et des garanties. L'effet de levier de ces ressources permet à ces institutions d'offrir des taux d'intérêt préférentiels aux membres emprunteurs et aux partenaires du secteur privé, ainsi que des prêts concessionnels et des subventions aux économies les plus pauvres du monde, tout en fournissant des conseils de politiques essentiels et en développant les capacités des pays en développement.

Le gouvernement du Canada est membre de plusieurs IFI, notamment du FMI, de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement, de la Banque asiatique de développement, de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII), de la Banque de développement des Caraïbes, de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et de la Banque interaméricaine de développement. Le Canada fournit des contributions de base pour soutenir les opérations, les activités et les projets particuliers de ces institutions. Le Canada contribue activement à l'élaboration de leurs politiques et supervise leurs activités financières en siégeant aux conseils d'administration et aux conseils de gouvernance.

La page Web [Partenaires et organisations](#) fournit plus de détails sur les relations du Canada avec les institutions financières internationales. Le volume 2 du présent rapport fournit des renseignements supplémentaires sur la participation du Canada au FMI, à la Banque mondiale et à la BERD.



Histoires de changement

Semer l'espoir en Jordanie



Source : © ONU-Femmes / Lauren Rooney

Des réfugiées syriennes participent à la commémoration de la Journée internationale de la femme à l'Oasis d'ONU-Femmes dans le camp de réfugiés de Za'atari, en Jordanie (le 9 mars 2020).

Grâce à son soutien au projet d'intégration de l'égalité entre les sexes dans les systèmes du gouvernement jordanien d'ONU Femmes, le Canada renforce l'autonomie des femmes et les aide à devenir plus autonomes sur le plan économique. En 2020-2021, le projet a été à l'origine de l'ouverture de 17 centres Oasis qui offrent des formations professionnelles et des fonds aux femmes en Jordanie. Ce soutien a été particulièrement important pendant la pandémie de COVID-19, car la crise affecte de manière disproportionnée la capacité des femmes à gagner leur vie.

Siham Al Qatameen est une réfugiée syrienne de 54 ans qui vit dans une communauté rurale du sud de la Jordanie. M^{me} Al Qatameen est la seule à subvenir aux besoins des 11 membres de sa famille depuis plus de 10 ans. Elle fait partie des nombreuses femmes à s'être inscrites à un programme de formation agricole au centre Oasis.

« J'ai utilisé les compétences acquises pour cultiver des herbes et des légumes dans mon potager, que j'ai donnés à des voisins qui ont des difficultés financières [au plus fort de la pandémie] ».

La formation qu'elle a reçue grâce au centre Oasis l'a incitée à échanger ses connaissances avec d'autres femmes de sa communauté, et elle leur a appris à cultiver leurs propres produits.



Lutte contre le racisme, diversité et inclusion

En tant que chef de file mondial en matière de féminisme intersectionnel dans l'aide internationale, le Canada adopte une approche inclusive et fondée sur les droits de la personne pour promouvoir de meilleures pratiques en matière d'évaluation et de réponse à la discrimination intersectionnelle, du niveau national au niveau mondial. Au cours de l'année écoulée, des événements survenus dans le monde entier ont mis au premier plan les questions de racisme systémique, d'intolérance, de discrimination et d'autres formes d'exclusion – au Canada et dans le monde. Les appels récents en faveur de l'égalité, de la justice et de l'inclusion raciales montrent que ces questions sont profondes et qu'elles nécessiteront des réponses efficaces dans l'ensemble des activités, des politiques et des programmes du gouvernement.

Depuis 2015, le Canada a mis en œuvre une approche intersectionnelle de son aide internationale qui reconnaît que les personnes ont des identités multiples et croisées qui façonnent leur expérience de la discrimination.



Parallèlement à la Politique d'aide internationale féministe, le document [Approche féministe – Note d'orientation sur l'innovation et l'efficacité](#) vise à clarifier et à mettre en pratique l'analyse et l'élimination des discriminations systémiques fondées sur le sexe, l'identité et l'expression de genre, l'âge, l'origine ethnique, le handicap, l'orientation sexuelle et la religion.

Initiatives clés sous les projecteurs

Promouvoir l'inclusion et le respect de la diversité

En 2020-2021, le financement du Canada par l'entremise du Fonds pour l'inclusion, la diversité et les droits de la personne du Bureau des droits de la personne, des libertés et de l'inclusion (BDPLI) d'Affaires mondiales Canada comprenait :

- 2,5 millions de dollars pour les droits de la personne et les défenseurs des droits de la personne;
- plus de 2 millions de dollars pour promouvoir la liberté de religion ou de conviction;
- plus de 500 000 dollars pour promouvoir l'inclusion et le respect de la diversité.

Par exemple, le financement qu'il accorde au projet Des éclaireurs pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives du Centre de coopération de l'Université de New York aide les États participants à lutter contre les inégalités et l'exclusion. Le Canada est fier d'être l'un des « éclaireurs », un groupe de 39 États membres des Nations Unies, d'organisations internationales, de partenariats mondiaux et de partenaires de la société civile qui travaillent ensemble pour accélérer les progrès vers les cibles des ODD pour la paix, la justice et l'inclusion (ODD16+).

L'initiative de Stages internationaux pour les jeunes Autochtones offre aux jeunes Autochtones de 18 à 35 ans l'occasion d'obtenir une expérience professionnelle en développement international. En raison de la pandémie, le programme a été modifié pour offrir des possibilités de stages virtuels à l'avenir et continuer ainsi à donner à de jeunes Autochtones l'occasion d'acquérir des compétences qui les prépareront à obtenir un emploi ou à poursuivre leurs études.

Lutter contre les inégalités et l'exclusion

Par l'entremise du BDPLI, le Canada soutient le projet [Des éclaireurs pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives](#) – l'une des principales initiatives du Centre de coopération. La plupart des gouvernements participant au projet sont des pays qui ont soit connu récemment une transition démocratique après des périodes de conflit ou de régime autoritaire, soit été confrontés à des troubles civils dans le passé. Tout au long de 2020 et durant les premiers mois de 2021, le projet a travaillé à cerner les priorités politiques immédiates et à plus long terme et à mener des recherches sur celles-ci pour lutter contre les inégalités et l'exclusion. Il s'agissait notamment de neuf notes d'orientation sur la manière de soutenir une reprise inclusive et durable après la COVID-19.

En 2020-2021, le Canada a apporté son soutien à l'Organisation pour la sécurité et la coopération dans le cadre du projet Words into Action de l'Office des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'Europe. Ce projet a appliqué une approche holistique pour traiter l'antisémitisme et d'autres formes de racisme, de xénophobie et de discrimination, y compris les crimes de haine.

Garantir la dignité de toutes les personnes

La contribution du Canada au projet de l'Institut international sur la race, l'égalité et les droits de la personne a permis d'accroître la sensibilisation à l'impact différentiel que le conflit armé en Colombie a eu sur les personnes LGBTQ2, en particulier les femmes trans et lesbiennes. Grâce au soutien du Canada, plus de 30 personnes travaillant avec des organisations LGBTQ2 ont été formées sur la manière de documenter les violations des droits de la personne. Neuf autres personnes ont reçu une formation sur la manière de développer des campagnes de plaidoyer pour les victimes Afro-LGBTQ2 du conflit armé.

Le Canada a versé un financement au Fonds Agir ensemble pour l'inclusion (AGIRI), géré par Equitas. AGIRI vise à renforcer la protection et la réalisation des droits fondamentaux des personnes lesbiennes, gaies, bissexuelles, transgenres, queer, bispirituelles et intersexes (LGBTQ2I) dans les pays admissibles à une aide publique au développement, en collaboration avec des organisations locales. Le Fonds a lancé son premier appel de propositions et finance sept initiatives de collaboration sélectionnées auxquelles participent des partenaires canadiens et du Sud répartis dans 17 pays du monde.

Histoires de changement

Offrir des possibilités aux jeunes autochtones



Source : © Verónica Sacalxot

Le Programme d'expérience professionnelle pour les Autochtones a été lancé pour la première fois au Guatemala en 2017, et a été reproduit cette année à l'ambassade du Canada au Pérou. Ce programme offre aux jeunes diplômés universitaires qui s'identifient comme Autochtones la possibilité de travailler pendant six mois dans les deux ambassades. Le Programme d'expérience professionnelle pour les Autochtones a permis au Canada de faire progresser les discussions sur les peuples autochtones et leurs droits dans les deux pays partenaires.

Les diplômés fournissent des analyses, des recherches, des formations et d'autres compétences dans une perspective autochtone, tout en acquérant une expérience précieuse dans le domaine des relations internationales et du développement.

Le programme représente un engagement concret à intégrer une vision du monde autochtone dans

l'engagement international du Canada et à faire progresser la politique du gouvernement du Canada sur la diversité et l'inclusion en milieu de travail.

Kanek Nimwitz, du Guatemala, et Juan Segundo Escobar, du Pérou, sont deux des diplômés qui ont participé au programme. Ils ont contribué à la rédaction de rapports sur l'impact de la COVID-19 sur les peuples autochtones au Guatemala et au Pérou.

Un programme similaire est en cours d'élaboration à l'ambassade du Canada en Bolivie. Cela aidera le Canada à continuer de bâtir un réseau important de professionnels autochtones dans les Amériques, ayant une expérience de travail avec Affaires mondiales Canada et spécialisés dans les droits des Autochtones.



Source : © Juan Segundo Escobar

Photos :

Haut : Kanek Nimwitz, du Guatemala. Diplômé en architecture, Kanek est un Maya-Mam de Todos Santos, Huehuetenango, au Guatemala. La photo a été prise au Guatemala par Verónica Sacalxot, productrice audiovisuelle de Casa Ixmayab.

Bas : Juan Segundo Escobar, du Pérou. Juan Segundo est un Nomatsigenga du département de Junín, au Pérou, et est diplômé en génie de l'environnement.

Financement innovant du développement

Les augmentations des dépenses d'urgence et d'intervention liées à la COVID-19, associées à une baisse des financements privés externes en 2020-2021, ont creusé le déficit de financement pour atteindre les ODD. On estime que cet écart atteindra 3 700 milliards de dollars par an.

Le [Programme d'innovation en aide internationale](#) et le [Programme de prêts souverains](#) sont tous deux des programmes pilotes totalisant 1,59 milliard de dollars sur cinq ans. Ces deux programmes accroissent l'utilisation de nouveaux mécanismes de financement remboursables.



Le financement novateur du développement au Canada vise à catalyser des ressources supplémentaires des secteurs public et privé pour soutenir le développement durable.

Initiatives clés sous les projecteurs

African Guarantee Fund

Par l'entremise du Programme d'innovation en aide internationale, le Canada a versé 12,5 millions de dollars à l'[African Guarantee Fund](#) pour la création d'une ligne d'affaires dédiée aux femmes entrepreneures africaines dans le cadre de l'[Initiative pour favoriser l'accès des femmes au financement en Afrique \(AFAWA\)](#).

Créée par la Banque africaine de développement, cette initiative panafricaine vise à réduire la perception des risques du marché pour les femmes entrepreneures africaines et à combler le déficit de financement estimé à 42 milliards de dollars américains auquel elles sont confrontées. En contribuant à cette initiative, le Canada soutient l'émission de garanties dédiées aux institutions financières africaines qui prêtent aux femmes entrepreneures.

Pour chaque dollar de capital reçu, l'African Guarantee Fund est en mesure de fournir jusqu'à 4 dollars de garanties aux institutions financières africaines. Cela augmente les financements en monnaie locale accordés aux femmes entrepreneures.

Depuis 2012, le Fonds a eu les résultats suivants :

- émis des garanties d'une valeur de 1,1 milliard de dollars à plus de 160 institutions financières africaines;
- près de 21 000 petites et moyennes entreprises, dont 30 % sont détenues par des femmes, en ont bénéficié;
- permis de créer près de 130 000 emplois dans 40 pays africains.

Fonds Canada-Afrique pour le développement du climat

En mars 2021, le Canada a annoncé une contribution de près de 133 millions de dollars pour établir le [Fonds Canada-Afrique pour le développement du climat](#) afin de renforcer les droits économiques et la participation des femmes à l'action climatique et de mobiliser des capitaux privés pour combler le déficit d'investissement climatique en Afrique. La contribution du Canada est partiellement remboursable, dans le but d'accorder des prêts concessionnels à des projets liés aux changements climatiques qui adoptent une perspective de genre.

Soutenir les institutions de financement du développement

En 2020-2021, [FinDev Canada](#), l'institution financière de développement du Canada, a continué à répondre rapidement aux besoins changeants des bénéficiaires d'investissements en raison de la pandémie. Dans le budget fédéral de 2021, le gouvernement a autorisé une recapitalisation de 300 millions de dollars de FinDev Canada sur trois ans, à partir de 2023-2024. FinDev Canada sera ainsi en mesure de continuer à s'acquitter de son mandat, d'atteindre la viabilité financière et d'accroître son portefeuille.

L'année dernière, le Canada s'est engagé à travailler efficacement avec les institutions financières de développement et les banques multilatérales de développement pour répondre à la crise de la COVID en signant la [Déclaration de Tri Hita Karana \(THK\) sur le rôle des institutions financières de développement \(IFD\), des banques multilatérales de développement \(BMD\) et des actionnaires pour mieux reconstruire au lendemain de la crise de la COVID-19](#) (en anglais seulement). En réponse à la pandémie de COVID-19 et en concordance avec les recommandations de la déclaration de THK, FinDev Canada co-investit avec d'autres institutions pour répartir plus largement les risques et mettre en commun les ressources afin d'augmenter le financement disponible.

En 2020-2021, Affaires mondiales Canada a fourni 75,9 millions de dollars à FinDev Canada pour le mécanisme de financement 2X Canada : Relance économique inclusive. Ce mécanisme vise à soutenir la relance économique liée après la pandémie de COVID-19 en Afrique subsaharienne, en Amérique latine et dans les Caraïbes, en intégrant une perspective de genre à tous ses investissements en vue de renforcer activement le pouvoir économique des femmes.



Mobilisation du secteur privé

Le Canada reconnaît le rôle fondamental que joue le secteur privé pour stimuler l'innovation, la productivité et la croissance économique inclusive, et la nécessité de partenariats inclusifs pour obtenir des résultats en matière de développement. En 2020-2021, le Canada a collaboré avec des représentants du secteur privé et d'autres intervenants pour élaborer la stratégie [Mobilisation du secteur privé en faveur du développement durable](#). La stratégie encouragera les acteurs privés à participer à des initiatives d'aide internationale selon des modalités nouvelles, plus novatrices et évolutives, afin de résoudre les problèmes sociaux, économiques et environnementaux à l'échelle mondiale et de soutenir le Programme 2030.

Histoires de changement

Des cultures illicites à la légalité : transformer des vies grâce au cacao



Source : © Sebastián Camelo, SOCODEVI, Colombie

Depuis des décennies, la Colombie est confrontée à l'augmentation des cultures illicites, mais grâce à un programme financé par le Canada, il y a une lueur d'espoir.

Le cacao est devenu une solution de rechange rentable pour les producteurs agricoles tels que M. Euber Rodríguez, un agriculteur de La Hormiga, Putumayo. Il y a plus de 10 ans, il a abandonné les cultures illicites et est devenu un cultivateur de cacao. En décembre 2020, il a remporté le Golden Cocoa Regional Contest, prix décerné au meilleur cacao de l'année dans la région de Putumayo.

« Avant, je ne vivais pas en toute tranquillité, on ne peut pas vivre en paix avec ces cultures, mais depuis que j'ai commencé à cultiver le cacao, ma vie s'est améliorée dans tous les aspects, dit Euber. Cette récompense a été possible grâce au soutien du projet Agroemprende Cacao. Depuis leur arrivée, la qualité de mes cultures s'est considérablement améliorée et la rentabilité s'est multipliée ».

Le projet, cofinancé par le Canada et la compagnie pétrolière nationale Ecopetrol, et mis en œuvre par SOCODEVI, a profité au secteur du cacao. Il utilise un modèle unique de financement de projet appelé



financement fondé sur les résultats, qui vise à maximiser les résultats dans une perspective de rentabilité. Pour le Canada, il s'agissait d'un premier projet reposant sur cette approche novatrice.

Grâce au cacao, au soutien du Canada et la pensée innovatrice, la vie de milliers de personnes s'améliore dans les territoires de Colombie touchés par le conflit.

En savoir plus sur ce thème

[Une approche canadienne en matière de financement novateur du développement durable \(note d'orientation\)](#)

[Convergence Blended Finance](#)

[Forum canadien pour l'investissement d'impact et le développement](#)

Innovation et expérimentation en matière de développement

La Politique d'aide internationale féministe reconnaît que l'innovation en matière de développement est essentielle à la réussite du Programme 2030 et engage le Canada à être un innovateur et à améliorer l'efficacité de son aide internationale. Veuillez consulter le [portail de données ouvertes](#) pour obtenir une liste de projets mettant en œuvre des solutions innovantes.

L'[Approche du Canada relative à l'innovation dans l'aide internationale](#) définit l'innovation comme suit : « un processus, un état d'esprit, un moyen de permettre l'adoption de solutions nouvelles ou améliorées à l'échelle locale en vue d'obtenir de meilleurs résultats et un plus grand impact, au profit des personnes les plus vulnérables, notamment les femmes et les filles ». L'approche du Canada en matière d'innovation reflète les [Principes de Whistler pour accélérer l'innovation au service du développement](#). Ceux-ci soulignent l'importance de :

- promouvoir les partenariats innovants;
- faciliter la collaboration dans le secteur public, le secteur privé et la société civile;
- soutenir les innovateurs locaux;
- augmenter l'expérimentation;
- mesurer l'impact pour obtenir de meilleurs résultats en matière de développement.



Au cours de la période 2020-2021, 23 partenaires ont mis en œuvre 30 innovations qui ont généré de meilleurs résultats dans plus de 25 pays. En mars 2021, plus de 50 partenaires financés par le Canada travaillaient à tester ou à mettre à l'échelle plus de 330 innovations potentielles.

L'expérimentation, ou la mise à l'essai et la comparaison, est une méthode qu'utilise le Canada pour s'assurer que les projets et les services donnent les meilleurs résultats possibles tant pour les partenaires que pour les Canadiens. En testant rigoureusement une approche avant de la déployer à plus grande échelle, on augmente les chances qu'elle atteigne les résultats escomptés. L'expérimentation réduit les risques et maximise l'impact.

Pays où des innovations sont mises en œuvre avec le soutien d'Affaires mondiales Canada et de ses partenaires



Initiatives clés sous les projecteurs

Grands Défis Canada

Depuis 2010, le Canada a contribué à hauteur de 601 millions de dollars pour [Grands Défis Canada](#). Cela inclut 200 millions de dollars de nouveaux financements institutionnels annoncés en 2020 pour soutenir les innovateurs dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Ce financement permettra d'élaborer et de mettre à l'échelle des innovations qui améliorent la santé, les droits de la personne et le bien-être des femmes, des adolescentes et des enfants dans les populations les plus pauvres et les plus vulnérables du monde.

Les innovations financées par l'initiative actuelle de la Plateforme d'innovation pour la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants avec Grands Défis Canada ont à ce jour amélioré la vie de plus de près d'un demi-million de personnes et sauvé la vie de près de 14 000 personnes. Cela représente plus du double du nombre de personnes ayant bénéficié de l'initiative en 2019-2020 et a dépassé les objectifs du projet pour ces indicateurs.

En 2020-2021, deux innovateurs financés par le Canada se sont distingués. [Hewatele](#) fournit de l'oxygène médical de qualité aux établissements de santé du Kenya, et a connu une augmentation notable de ses ventes pendant la pandémie de COVID-19. La société a reçu le [prix Rotman de l'innovation de l'année](#) en 2020. Une autre innovation notable est [Sinapi Biomedical](#) et l'utilisation de sa



tamponnade utérine pour traiter la mortalité maternelle due à une hémorragie post-partum dans les établissements de santé à faibles ressources.

Fonds pour l'innovation et la transformation

En 2020-2021, le Canada a continué de soutenir le [Conseil manitobain pour la coopération internationale](#) dans la mise en œuvre du [Fonds pour l'innovation et la transformation](#) (FIT), y compris neuf nouveaux projets. Le Fonds pour l'innovation et la transformation finance des petites et moyennes organisations canadiennes qui s'associent à des organisations locales pour tester des solutions innovantes afin de faire progresser l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et des filles.

À la fin du mois de mars 2021, 18 organisations testaient des solutions potentiellement innovantes dans 12 pays afin de déterminer si elles ont la capacité de générer plus de valeur de développement en matière d'impact et de résultats. Parmi les solutions innovantes, citons l'essai d'une méthode d'autoprélèvement pour accroître le dépistage du papillomavirus humain (HPV) et du cancer du col de l'utérus chez les femmes rurales en Inde, et l'extension du programme de musicothérapie *Healing in Harmony*. Ce programme aide les hommes et les garçons de la République démocratique du Congo à surmonter les traumatismes liés à la violence et aux conflits, à développer une masculinité positive et à se familiariser avec les notions d'égalité entre les sexes.

Global Innovation Fund

Grâce à sa contribution au [Innovating for Gender Equality Sub-Fund](#) du [Global Innovation Fund](#), le Canada aide à soutenir l'essai et la mise à l'échelle de trois solutions novatrices éprouvées : [StrongMinds](#), [No Means No Worldwide](#) et [Breakthrough India](#). Ces solutions visent à transformer les relations inégales entre les sexes et à autonomiser les femmes et les filles les plus pauvres du monde. En 2020-2021, près de 19 000 personnes ont obtenu un diplôme du programme de lutte contre les violences sexuelles *No Means No Worldwide* en Ouganda, en Afrique du Sud, en Éthiopie et au Nigeria.

Le Global Innovation Fund utilise un nouveau cadre méthodologique d'impact pour prévoir et mesurer l'impact social des initiatives qui font progresser l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et des filles. Le cadre a été développé pour le Gender Equality Sub-fund et est maintenant appliqué à tous les investissements du Fonds.

Engagement avec les intervenants internationaux

En 2020-2021, le Canada a continué d'être un membre actif de l'[Alliance pour l'innovation dans le développement](#) et à être un partisan essentiel de l'intégration de l'innovation dans les travaux du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Fort du succès du projet pilote de marqueur d'innovation, le Canada a pris l'initiative d'une approche proposée pour suivre l'innovation dans les rapports sur l'aide publique au développement. En outre, pour la première fois en 2020-2021, le Canada a relevé des projets innovants dans son rapport au comité et a démontré la valeur ajoutée du suivi de l'innovation aux autres membres du comité.

Communauté de pratique sur l'innovation en matière de développement

En 2020-2021, le Canada s'est engagé auprès des organismes de la société civile canadienne par l'entremise de la Communauté de pratique multipartite sur l'innovation en matière de développement. Elle soutient le développement des capacités collectives en échangeant des connaissances sur les bonnes pratiques, les nouvelles approches et les outils d'innovation en matière de développement. Par exemple, en avril 2020, Affaires mondiales Canada et le [Digital Opportunity Trust](#) ont co-organisé une séance intitulée « *Innovating During Crisis: Lessons from the First 30 Days* » (Innover pendant la crise : leçons des 30 premiers jours). Cet événement a permis d'échanger des pratiques innovantes, des expériences



collectives, des défis et des apprentissages concernant la poursuite du travail en faveur des ODD pendant la pandémie de COVID-19.

Accord de financement conjoint de l'Initiative d'accélération de l'accès

Le projet *Scaling Up Access to Formal Education* en Jordanie, utilise un accord de financement conjoint en réponse à la crise prolongée des réfugiés en Jordanie, plutôt que des interventions autonomes et déconnectées, afin de soutenir l'éducation des réfugiés. Ce projet démontre la valeur de ce type de mécanisme de financement, qui peut être mis en œuvre dans tout secteur où les populations de réfugiés utilisent les systèmes nationaux en même temps que les populations nationales. Un mécanisme de financement similaire a été mis en place dans le secteur de la santé avec la création du [Fonds pour la santé des réfugiés en Jordanie](#).

Cette approche place le ministère de l'Éducation en tête pour soutenir l'engagement historique de la Jordanie de permettre à tous les enfants, quelle que soit leur nationalité, d'accéder à l'éducation formelle, tout en permettant un partage international de la charge et des responsabilités, conformément au Pacte mondial sur les réfugiés. C'est une approche qui a permis aux donateurs de s'éloigner des systèmes parallèles coûteux et de canaliser leurs ressources vers un système national opérationnel, ce qui contribue à son tour à renforcer les systèmes nationaux.

Donner aux femmes kenyanes les moyens de cultiver plus de nourriture de façon durable

En 2020-2021, le projet [Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle : Renforcer le pouvoir des femmes au Kenya](#), mis en œuvre par Farmers Helping Farmers, a adopté des approches visant à améliorer la diversité alimentaire des familles d'agriculteurs au Kenya. Il a notamment fourni des sacs de culture aux agricultrices du comté de Meru.

Les sacs de culture fournissent une grande quantité de légumes nutritifs dans un espace très réduit. Chaque sac remplace une rangée de légumes de 100 pieds, et réduit le temps et les efforts nécessaires pour désherber, arroser et récolter les plantes. Ces sacs peuvent être remplis de terre enrichie et de compost, ce qui permet de les utiliser dans des zones où le sol est pauvre et où il serait impossible de cultiver des aliments.

Les agricultrices ont déclaré avoir amélioré leurs compétences en matière d'agriculture durable à la suite de séances de formation sur la création de pépinières de multiplication pour les sacs de culture. Elles ont été en mesure de produire davantage de nourriture pouvant être vendue sur les marchés locaux, améliorant ainsi leurs revenus.

Soutenir la protection de l'environnement sur les terres traditionnelles des Karens

Le projet de Développement démocratique inclusif au Myanmar (Birmanie) aide les minorités ethniques vulnérables à trouver des solutions écologiques aux problèmes locaux. À la fin de 2020, avec le soutien du Canada, le projet a permis de délivrer le tout premier titre foncier coutumier à un collectif de six villages de l'ethnie karène. Cela a contribué à renforcer les réglementations et les pratiques respectueuses de l'environnement dans les communautés.

Elle a soutenu la création du Salween Peace Park, une initiative communautaire qui a donné à la communauté ethnique karène les moyens d'être gardienne de ses terres traditionnelles. Le projet a permis à la communauté de soutenir les écosystèmes locaux grâce à des pratiques environnementales, et a fourni des moyens de subsistance durables à ses habitants. En 2020, le Salween Peace Park a été récompensé pour sa contribution à la protection de l'environnement en recevant à la fois le Prix Goldman pour l'environnement et le Prix Équateur.



Soutenir l'expérimentation

Au cours des trois dernières années, Affaires mondiales Canada a davantage eu recours à l'expérimentation et s'emploie continuellement à renforcer la capacité de ses institutions et de ses partenaires à soutenir l'expérimentation. À cette fin, le Ministère augmente la sensibilisation et les connaissances par rapport à l'expérimentation, ainsi que la disponibilité des conseils d'experts pour la conception et la mise en œuvre d'expérimentations. En 2020-2021, le Ministère a continué :

- de recueillir des données sur les expérimentations prévues ou en cours;
- d'intégrer l'expérimentation aux organes de gouvernance ministériels ou aux processus décisionnels;
- de développer une communauté de pratique interne d'expérimentation;
- de consacrer des ressources humaines et financières durables à l'expérimentation.

En savoir plus sur ce thème

[Guides d'idées de l'Alliance pour l'innovation dans le développement international](#)

[COVID-19 innovation in low and middle-income countries](#) (en anglais seulement)

[Innovation Marker Pilot Report](#) (en anglais seulement)

